

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COMMENT LE CONTEXTE URBAIN INFLUENCE-T-IL L'ACCESSIBILITÉ ET LA REPRÉSENTATION DES  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES ALTERNATIFS AU QUÉBEC ? LE CAS DE VERDUN (MONTRÉAL) ET  
VICTORIAVILLE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

MÉLODIE CANTIN LAFRANCE

NOVEMBRE 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait pas été possible sans l'appui sans bornes de mon conjoint David toujours présent à m'encourager et à contribuer à faire de moi une meilleure étudiante. Merci à mes enfants de mettre de la gaieté dans mon espace de travail et à mes amies, Hélène et Marie-Ève de suivre de loin mon avancement scolaire sans fin. Merci à ma mère Jocelyne et à ma sœur Ève de m'avoir écouté et d'avoir vu en moi les capacités suffisantes pour poursuivre ce travail de recherche.

Un merci particulier à ma directrice, Hiên, qui, avec douceur et attention, a été capable de garder sur la bonne voie mon esprit distrait afin que je puisse terminer ce travail de recherche et de rédaction. Rien n'aurait été possible sans elle et je serai toujours reconnaissante du temps consacré à la rédaction de notre article. Finalement, je tiens à mentionner que, malgré tous les impacts négatifs de la crise sanitaire, cet évènement malheureux m'a permis de concilier famille et études afin de pouvoir accomplir cette dernière étape scolaire dans ma vie.

## DÉDICACE

Ce mémoire est dédié à David, qui fait de moi une meilleure personne tous les jours et m'a donné la confiance dont j'ai eu besoin pour accomplir ce mémoire

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
DÉDICACE .....	iii
LISTE DES FIGURES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX .....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
ABSTRACT.....	x
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
CHAPITRE 1 CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE.....	3
1.1 Introduction .....	3
1.2 Contexte mondial.....	3
1.2.1 Les contrecoups de la Révolution verte .....	3
1.2.2 Impacts environnementaux et sur la santé du système alimentaire dit « conventionnel ».....	5
1.2.3 Contexte de crise et approvisionnement alimentaire.....	6
1.3 La sécurité alimentaire : vue depuis la notion d'accessibilité .....	6
1.4 La promesse de différence des systèmes alimentaires alternatifs .....	8
1.5 Problématique et questions de recherche .....	10
1.5.1 Notre rapport à l'alimentation .....	10
1.5.2 L'insécurité alimentaire au Québec.....	11
1.5.3 Le capital humain et le capital social.....	12
1.5.4 Critiques des systèmes alimentaires alternatifs.....	13
1.5.5 Le manque d'études sur l'alimentation dans les villes moyennes.....	16
1.6 Objectif du projet de recherche .....	17
1.7 Approche méthodologique.....	18
CHAPITRE 2 CADRE CONCEPTUEL .....	21
2.1 Introduction .....	21
2.2 Les systèmes alimentaires alternatifs : définitions, appellations et théorisation.....	21
2.2.1 Définitions et appellations.....	21
2.2.2 Théoriser l'altérité et le « localisme » .....	23
2.3 L'environnement alimentaire .....	28
2.4 La sécurité alimentaire .....	31



## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Schématisation de la méthodologie .....	19
Figure 2.1 Cadre conceptuel combinant les SAA et les critiques des SAA vues depuis deux autres concepts deux composantes (altérité et local).....	24
Figure 2.2 Cadre conceptuel de l'environnement alimentaire .....	29
Figure 2.3 Cadre multidimensionnel sur l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs selon Freedman et al. (2013) (notre traduction) .....	33
Figure 2.4 Cadre d'analyse de l'accessibilité alimentaire .....	34
Figure 2.5 Schéma conceptuel réunissant tous les concepts .....	37
Figure 3.1 Localisation des deux sites sur la carte du Québec. (Source : uMap, Openstreetmap) .....	46
Figure 3.2 Cartographie de l'environnement alimentaire local (gauche) et la distance entre la ville et les terres de production alimentaire (droite) à Verdun (haut) et à Victoriaville (bas). (Source : Autrices, 2023).....	52
Figure 3.3 Variation des revenus et de l'usage de la voiture à Verdun (haut) et Victoriaville (bas) et distribution des répondant.e.s. (Source : Recensement du Canada 2016, Mise en carte : Autrices, 2023).....	54

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Profil sociodémographique de Victoriaville et de Verdun. (Source : Statistique Canada (2017)	47
Tableau 2 Grille d'observation du système alimentaire : Verdun-Victoriaville .....	49
Tableau 3 Guide d'entretien : entrevues avec les consommateurs sur les choix d'achats alimentaires à Verdun et à Victoriaville .....	50
Tableau 4 Profil sociodémographique des répondant·e·s de Victoriaville et de Verdun .....	55

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

CAPL	Commerces alimentaires de produits locaux
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GES	Gaz à effet de serre
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
MRC	Municipalité régionale de comté
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OBNL	Organisme à but non lucratif
SAA	Système alimentaire alternatif

## RÉSUMÉ

Les techniques de production industrielles du système alimentaire actuel et la chaîne alimentaire mondialisée qui le compose ont des effets environnementaux désastreux. De plus, malgré l'intention et la prétention de l'industrie agroalimentaire à accroître la sécurité alimentaire, l'accès à la nourriture de qualité en quantité suffisante, demeure un problème important pour de nombreuses communautés en Amérique du Nord. Les systèmes alimentaires alternatifs (SAA), reconnus pour leurs techniques de production plus durables et caractérisés par un rapprochement entre le producteur et le consommateur, offriraient une alternative de qualité. Cependant, plusieurs études questionnent la prise en compte de l'équité alimentaire comme une préoccupation mise de l'avant par les SAA et adressent la conception binaire et dualiste entre l'alternatif et le conventionnel. Les produits seraient en apparence plus coûteux et les distances à parcourir généralement plus grandes dans les villes régionales. Dans ce projet de mémoire, nous exposons d'une part les différences entre deux municipalités au Québec dans l'accessibilité alimentaire aux SAA : un arrondissement de Montréal (Verdun) et la ville moyenne de Victoriaville. D'autre part, nous mettons en lumière la représentation des concepts de « système alimentaire alternatif » et, par extension, de « local » parmi les habitants des deux villes. Nous montrons que l'importance du prix est conditionnelle à des facteurs propres à chaque territoire tels que les connaissances alimentaires et l'accès social aux producteur·rice·s. En outre, nous soulignons aussi l'influence du temps (court, moyen, long) dans l'appréhension aux SAA ainsi que dans les pratiques liées au processus alimentaire (production, transformation, consommation, distribution). De même, la représentation des concepts change selon le contexte urbain, notamment parce qu'elle est mise en relation avec l'altérité (Verdun) et la proximité aux producteurs (Victoriaville). Comprendre notre rapport aux aliments, selon le contexte urbain, pourrait contribuer au succès des politiques publiques misant sur l'accès à des aliments de qualité et rendant ainsi les SAA plus accessibles.

Mots clés : Sécurité alimentaire, alimentation locale, développement régional, environnement alimentaire, nourriture saine et nutritive

## ABSTRACT

The industrial production techniques of the current food system and the globalized food chain that composes it have disastrous environmental effects. In addition, despite the intention and claim of the agri-food industry to increase food security, access to quality food in sufficient quantity remains a major problem for many communities in North America. Alternative Food Network (AFN), recognized for their more sustainable production techniques and characterized by a rapprochement between producer and consumer, would offer a quality alternative. However, several studies question the consideration of food equity as a concern put forward by AFNs and address the binary and dualistic conception between the alternative and the conventional. The products would appear to be more expensive and the distances to be covered generally greater in the regional towns. In this dissertation project, we expose on the one hand the differences between two municipalities in Quebec in food accessibility to AFN: a borough of Montreal (Verdun) and the medium-sized city of Victoriaville. On the other hand, we shed light on the representation of the the concepts of “alternative food system” and, by extension, of “local” among the inhabitants of the two cities. We show that the importance of price is conditional on factors specific to each territory such as food knowledge and social access to producers. In addition, we also highlight the influence of time (short, medium, long) in the apprehension of AFN as well as in practices related to the food process (production, transformation, consumption, distribution). Similarly, the representation of concepts changes according to the urban context, especially because it is related to alterity (Verdun) and proximity to producers (Victoriaville). Understanding our relationship to food, depending on the urban context, could contribute to the success of public policies focusing on access to quality food and thus making AFN more accessible.

Keywords : Food security, local food, regional development, food environment, healthy and nutritious food

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

Se nourrir est un besoin fondamental et pourtant, l'accès à la nourriture demeure un problème important pour un nombre étonnant de communautés, posant des défis à la sécurisation alimentaire. À titre d'exemple, la FAO (2020) estime que le problème d'accessibilité alimentaire continue d'affecter maintenant près de 2 milliards de personnes dans le monde dont la population totale dépasse les 8 milliards (Worldometers, 2023). Dans les années 1970, la question de la sécurisation étant avant tout centrée sur la disponibilité et l'accès physique et calorifique en besoins alimentaires de base dans les pays du Sud, le modèle de production agroalimentaire a misé sur l'augmentation de la production afin de nourrir une population mondiale croissante (Doyon et Klein, 2019). Le débat sur la sécurité alimentaire inclut maintenant une définition plus large qui comprend les problématiques complexes d'accès aux aliments dans les pays du Nord liées à l'accès à une alimentation de qualité en quantité suffisante (Doyon et Klein, 2019 ; Lang et Barling, 2012 ; Sonnino, 2016). De plus, le système alimentaire de type industrialisé<sup>1</sup> dans lequel s'insère la problématique alimentaire est responsable à lui seul d'effets indésirables sur l'environnement et ce, tant à l'échelle mondiale (émission de GES, épuisement de ressources non renouvelables et dérèglements climatiques) qu'à l'échelle locale (érosion de la biodiversité, appauvrissement de la qualité des sols et de l'eau). Son offre alimentaire ainsi que les habitudes alimentaires qui en sont liées ont des impacts importants sur la santé humaine (Duru et Bras, 2020 ; Gordon *et al.*, 2017 ; Willett *et al.*, 2019). Devant ces enjeux du système alimentaire, nous avons choisi l'alimentation comme objet d'étude de ce mémoire de maîtrise.

Notre projet a pour objectif de comprendre la contribution des SAA dans la sécurité alimentaire des villes au Québec et avoir un portrait de ce qu'ils représentent pour la population. En outre, nous avons voulu savoir la différence dans la contribution et de la représentation des SAA entre deux contextes urbains : une ville moyenne située à proximité des territoires de production et un arrondissement de la métropole. Enfin, nous avons abordé la sécurité alimentaire selon le cadre de l'accessibilité de façon à mieux saisir la complexité de cette dernière notion, et ce, selon une approche qualitative. Par conséquent, sachant que les contextes urbains entre une ville moyenne et un arrondissement de la métropole comportent des différences, nous posons deux questions :

---

<sup>1</sup> Faisant partie d'un vaste système englobant des activités de production, de transformation, de distribution et de services, une industrie prépondérante dans l'approvisionnement des marchés économiques (Rastoin, 2000).

- Comment cette différence se traduit-elle dans l'accès aux systèmes alimentaires alternatifs ?
- Comment la population se représente-t-elle les concepts de « systèmes alimentaires alternatifs » et de « local » selon le contexte urbain ?

Le présent mémoire se déploie en quatre chapitres. Dans le chapitre 1 nous présentons le contexte alimentaire mondial dans lequel s'insère la recherche et son interconnexion avec les problèmes socio-environnementaux et les habitudes alimentaires. Dans un deuxième temps, nous introduisons la notion de système alimentaire alternatif (SAA) et son implication dans le questionnement de l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs. Dans un troisième temps, nous exposons la problématique ainsi que l'objectif et les questions de recherche auxquelles nous voulons répondre dans ce mémoire. Le chapitre 2 est dédié à la mise en contexte conceptuel en lien avec la problématique, au regard de la littérature scientifique à ce jour. Le chapitre 3 suivra avec la présentation d'un article scientifique qui traite de la problématique de recherche et de la méthodologie appliquée ainsi que l'interprétation des résultats (publié le 8 août 2023 dans la revue *Canadian Geographies/Géographies canadiennes*). Ensuite, au chapitre 4, nous présentons une discussion générale sur une partie des résultats non abordée dans l'article : la représentation des concepts de « système alimentaire alternatif » et de « local » ainsi que l'apport de la COVID dans la popularité des SAA au moment de la collecte de données en 2021. Nous terminons ce chapitre sur les limites de la recherche ainsi que des pistes de recherche ultérieures. Finalement, une conclusion générale fera office de synthèse reprenant les éléments clés du mémoire pour terminer sur le potentiel concret des résultats ainsi que l'originalité de ce travail de recherche.

# CHAPITRE 1

## CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

### 1.1 Introduction

Dans ce premier chapitre du mémoire, nous présentons dans un premier temps le contexte alimentaire mondial dans lequel s'insère la recherche et son interconnexion avec les problèmes socio-environnementaux et les habitudes alimentaires. Dans un deuxième temps, nous introduirons la notion de système alimentaire alternatif (SAA) et son implication dans le questionnement de l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs. Dans un troisième temps, nous présenterons la problématique ainsi que l'objectif et les questions de recherche auxquelles nous voulons répondre dans ce mémoire.

### 1.2 Contexte mondial

#### 1.2.1 Les contrecoups de la Révolution verte

Au XX<sup>e</sup> siècle, la Révolution verte a apporté des changements fondamentaux dans les techniques de production des systèmes alimentaires qui a stimulé les rendements par l'utilisation de machineries agricoles alimentées de combustibles fossiles, l'application de fertilisants et de pesticides, ainsi que l'adoption de variétés à rendements élevés tels que le riz, le maïs, le blé et leur irrigation aux champs (Evenson et Gollin, 2003). La complexité de ces innovations technologiques a contribué à l'augmentation drastique de la production agricole et leurs connexions aux systèmes technoscientifiques spécifiques tels que l'industrie mécanique, agrochimique et semencière, ont facilité leur entrée dans le marché économique mondial (Conway *et al.*, 2012 ; Venturini, 2007). Avec l'aide de l'industrialisation du siècle précédent, nous sommes donc passés progressivement d'une économie locale, où les productions sont basées sur des économies de subsistance et consommées par les mêmes acteurs qui l'ont produite, à une économie dépendante des intrants extérieurs et de la fluctuation des marchés mondiaux qui visent l'approvisionnement des populations (urbaines) en croissance (Ibid.). Le passage suivant illustre comment ces changements ont affecté les productions : « Les fermes devinrent donc essentiellement des usines spécialisées dans la production d'une gamme restreinte de produits, mais en grande quantité et à faible coût. » (Cockrall-King, 2016, p. 36).

De plus, la production carnée a été favorisée par la disponibilité croissante des grains fourragers, un marché qui s'est développé rapidement au cours des décennies suivantes toujours grâce aux nouvelles

technologies de production. Cette « *livestock revolution* » comme l'appelle Conway *et al.* (2012) a d'une part contribué à augmenter l'apport nutritionnel des personnes en état de malnutrition dans les pays dit en développement (du Sud) et la production de viande bovine a plus que doublé depuis les années 1960 (FAO, 2023). Selon Robitaille *et al.* (2012), il y aurait une corrélation entre l'amélioration du niveau de vie, l'urbanisation de la population et l'augmentation de la consommation de viande, une situation que l'on retrouve dans plusieurs pays d'Asie par exemple. D'autre part, l'augmentation mondiale de la consommation de viande a augmenté notre dépendance à l'égard des céréales fourragères, une production gourmande en GES, détournant ainsi l'utilisation de terres destinées à l'alimentation humaine, situation contribuant à l'insécurité alimentaire mondiale (Winders et Ransom, 2019).

Parallèlement, l'industrie alimentaire a pris son véritable essor grâce à la productivité alimentaire soutenue par la Révolution verte. C'est après la Deuxième Guerre mondiale que cette industrie est comprise dans l'*agribusiness*, un concept qui considère l'agriculture comme faisant partie d'un vaste système englobant des activités de production, de transformation, de distribution et de services, une industrie qui devient prépondérante dans l'approvisionnement des marchés économiques (Rastoin, 2000). Le regroupement d'acteurs nationaux et de grandes entreprises en alimentation accompagnés de la marchandisation des aliments et l'augmentation de la publicité incitant à la consommation ont contribué à la consolidation de notre système alimentaire actuel ainsi qu'aux effets néfastes qui en découlent (Whitmee *et al.*, 2015). Actuellement, l'OCDE (s. d.) décrit la notion de système alimentaire comme étant : *all the elements and activities related to producing and consuming food, and their effects, including economic, health, and environmental outcomes.*<sup>2</sup>

En résumé, la transformation des modes de production engagés par la révolution verte et l'introduction des systèmes alimentaires dans les marchés mondiaux a bouleversé notre rapport à l'alimentation à l'échelle mondiale. Par ailleurs, cette modernité a également entraîné une dégradation à la hausse des ressources naturelles et des problèmes environnementaux (Conway *et al.*, 2012) et apporté des changements considérables dans notre conception de l'alimentation, aspects qui seront présentés dans les prochaines sections.

---

<sup>2</sup> « [...] tous les éléments et activités liés à la production et à la consommation d'aliments ainsi qu'aux effets économiques, sanitaires et environnementaux. » [Notre traduction]

### 1.2.2 Impacts environnementaux et sur la santé du système alimentaire dit « conventionnel »

La recherche sur les impacts environnementaux de l'industrialisation de l'agriculture, issue de la Révolution verte, aborde principalement le lien entre la santé des populations et la santé environnementale (Duru et Bras, 2020 ; Tilman *et al.*, 2017 ; Tilman et Clark, 2014 ; Willett *et al.*, 2019). Plus spécifiquement, la production agroalimentaire serait à l'origine de 34 % des émissions mondiales de GES, dont 71 % sont issus des activités agricoles ainsi que de l'utilisation et des changements d'affectation des terres (Crippa *et al.*, 2021). Aux États-Unis, l'élevage de bétail domine en matière d'émission de GES, occupant 83 % des émissions de GES tandis que le transport et la distribution au détail en représentent 15 % (Weber et Matthews, 2008). En plus d'affecter l'eau et les sols de façon importante par l'utilisation de produits agrochimiques, comme indiqué précédemment, la production agroalimentaire s'accapare des terres disponibles en modifiant leur usage pour y établir des monocultures et pâturages à grande échelle qui occuperaient présentement jusqu'à 40 % des terres mondiales (Chevassus-au-Louis, 2020 ; Tilman et Clark, 2014 ; Willett *et al.*, 2019). Cette conversion anthropique conduisant à la fragmentation d'habitats, à la disparition d'espèces et à la détérioration de la qualité du sol occasionne une pression croissante sur les milieux naturels, diminuant ainsi la diversité des écosystèmes ainsi que la biodiversité génétique, affectant conséquemment leur résilience face aux stress extérieurs (aléa climatique, maladies, etc.) (Trisurat *et al.*, 2011). Aussi, l'augmentation des pratiques de production basées sur un nombre restreint de variétés culturelles (blés, riz et maïs) et de races de bétail a entraîné une chute de l'agrobiodiversité, conduisant à un agrosystème moins résilient et plus vulnérable aux maladies et au stress extérieur, ces problèmes pourraient avoir des effets potentiels sur la sécurité alimentaire au niveau mondial (Khan *et al.*, 2023).

Malgré la capacité productive de la Révolution verte à satisfaire les besoins alimentaires mondiaux et la mondialisation du système alimentaire, l'impact de l'industrialisation de l'agriculture sur les populations en insécurité alimentaire demeure controversé. En effet, cette industrialisation, accompagnée par la commercialisation de l'alimentation par de grandes entreprises dont l'accès demeure encore difficile pour maintes communautés dans le monde, a entraîné un changement notable sur les habitudes alimentaires (Shepon *et al.*, 2018). De façon significative, cette conversion vers une alimentation composée de produits transportés sur de longues distances, souvent transformés et riches en ingrédients raffinés, en matière grasse et en protéine animale, a eu un impact sur la santé des humains puisque 2,1 milliards de personnes dans le monde souffrent d'obésité ou de surpoids, ce qui représente presque le deux tiers de la charge mondiale de morbidité causée par la combinaison de l'alimentation et la sédentarité (Tilman et Clark,

2014). L'émergence de ces problèmes de santé publique comporte un coût important pour la société dont la complexité de notre rapport à l'alimentation et ses pratiques alimentaires sont le reflet de nombreuses inégalités sociales (de Saint Pol, 2017).

### 1.2.3 Contexte de crise et approvisionnement alimentaire

Finalement, depuis 2020, nous ne pouvons ignorer l'impact mondial de la crise sanitaire liée à la propagation du coronavirus sur l'approvisionnement alimentaire. Cette crise sanitaire serait un « test de résistance » pour la population de la planète en prévision de la crise climatique à venir (Rivera-Ferre *et al.*, 2021). Elle a révélé la fragilité du système alimentaire mondialisé : l'augmentation des prix alimentaires et les problèmes d'approvisionnement des produits ont eu des impacts sociaux partout dans le monde, notamment dans l'accès physique et financier aux aliments (Robinson *et al.*, 2021). Ces vulnérabilités découleraient en partie des réponses politiques aux crises alimentaires passées qui misent unilatéralement sur les méthodes de production industrielles et la commercialisation de produits via les chaînes d'approvisionnement relativement complexes (Clapp et Moseley, 2020). En effet, ces systèmes alimentaires industrialisés sont désignés comme « conventionnels », qualificatif qui décrit leur caractère traditionnel qui se soumet étroitement aux conventions sociales, et qui est accepté par tous (Éditions Larousse, s. d.). Pourtant, cette crise devrait nous pousser à approfondir notre réflexion sur des actions qui visent la résilience de nos systèmes alimentaire, en ce qui a trait aux risques environnementaux ainsi que sur le plan de la santé publique (Rivera-Ferre *et al.*, 2021). D'après Clapp et Moseley (2020), ce choc mondial requiert des réponses politiques différentes qui visent à la transformation du système alimentaire. Dans la prochaine section, nous aborderons plus en profondeur la situation de l'insécurité alimentaire et son importance dans les systèmes alimentaires urbains.

### 1.3 La sécurité alimentaire : vue depuis la notion d'accessibilité

Tout d'abord il est important de situer l'accessibilité alimentaire dans la sécurité alimentaire puisque l'accessibilité se trouve à être un des processus de sécurisation alimentaire. La sécurité alimentaire, un enjeu fondamental dans la survie des communautés, a évolué avec les changements relatifs aux besoins alimentaires des humains dans les sociétés. C'est un concept qui a longtemps été associé aux pays du Sud où les problèmes d'accès à l'alimentation étaient criants dans des communautés ayant vécu des famines et/ou des crises alimentaires issues d'actions naturelles ou anthropiques (Doyon et Klein, 2019). Les organismes internationaux s'y sont intéressés dans les années 1970 afin de rendre compte des problèmes d'accès alimentaires liés à la faim et la malnutrition. Cependant, l'accent mis sur l'insécurité alimentaire

internationale a sous-estimé l'ampleur du problème dans les pays riches (Kneafsey *et al.*, 2013). Ce n'est qu'après les années 1990 que la complexité de la sécurité alimentaire devient évidente et que la recherche commence à s'intéresser aux problématiques liées aux obstacles à l'alimentation dans les pays du Nord. En effet, c'est la question de l'accès à des aliments de qualité en quantité suffisante qui émerge puisqu'on constate une croissance de l'obésité due à la consommation d'aliments riches en gras saturé donc considéré comme étant de mauvaise qualité et faibles en éléments nutritifs (Doyon et Klein, 2019 ; Freedman *et al.*, 2013 ; Gordon *et al.*, 2011 ; Larson *et al.*, 2009).

C'est ainsi que, lors du sommet mondial de l'alimentation en 1996, la FAO présente une définition plus globale de la sécurité alimentaire, incluant notamment la dimension nutritionnelle de l'alimentation ainsi que trois types d'accès à l'alimentation :

La sécurité alimentaire et nutritionnelle existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine, dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active. (FAO, 2008, p. 1)

Depuis, la notion d'accessibilité s'est surtout développée autour du « désert alimentaire », une approche permettant de mesurer la déficience dans l'accès spatial aux points alimentaires en termes de distances géographiques . Malgré les critiques soutenant que cette approche n'aborde pas de façon exhaustive tous les facteurs liés à l'accessibilité alimentaire, les études sur les déserts alimentaires ont permis d'identifier les manques à combler en commerces alimentaires dans plusieurs villes en Amérique du Nord (Apparicio *et al.*, 2007 ; Bao *et al.*, 2020 ; Gordon *et al.*, 2011 ; Kato et McKinney, 2015 ; Robitaille *et al.*, 2014). Cependant, les commerces identifiés comme solution à l'insécurité alimentaire, sont des représentants de l'industrialisation des systèmes alimentaires dont les impacts sur la santé environnementale et humaine sabotent, par ses contradictions biophysiques, les conditions de sa durabilité (Rose et Lourival, 2019). Face au défi de nourrir environ 10 milliards de personnes avec une alimentation saine et durable d'ici 2050, et la pression constante sur l'environnement dont l'industrie alimentaire est responsable, plusieurs chercheurs et chercheuses appellent à repenser et réimaginer les systèmes alimentaires mondiaux afin qu'ils s'alignent sur des objectifs de durabilité environnementale, de santé populationnelle et de sécurisation alimentaire (Clapp et Moseley, 2020 ; Rothwell *et al.*, 2016 ; Shepon *et al.*, 2018 ; Willett *et al.*, 2019).

Comme l'indiquait déjà Sonnino (2016) :

[...] the recent emergence of a 'New Food Equation', marked by food price hikes, dwindling natural resources, land grabbing activities, social unrest, and the effects of climate change, is bringing onto the global food security agenda a range of often interrelated sustainability concerns.<sup>3</sup>

En résumé, nous nous questionnons sur la pertinence d'un système alimentaire mondialisé axé sur la production comme solution aux problèmes d'insécurité et d'accessibilité alimentaires. Dans la prochaine section, nous verrons de quelle façon s'inscrit une organisation différente du système alimentaire en réponse aux problèmes de l'insécurité alimentaire et des nouveaux besoins en milieu urbain.

#### 1.4 La promesse de différence des systèmes alimentaires alternatifs

Le système alimentaire industrialisé et mondialisé caractérisé par de longues chaînes d'approvisionnement a entraîné une déconnexion entre les consommateur·rice·s et les milieux de productions. C'est dans ces circonstances que se manifeste le souci d'offrir une relation plus authentique entre ces acteur·rice·s. Ainsi, l'émergence des systèmes alimentaires alternatifs (SAA) et la création de nouveaux circuits de production et de distribution alimentaire sortant du modèle conventionnel viennent de cette volonté d'offrir une vision plus écologique et plus sociale (Deverre et Lamine, 2010 ; Renting *et al.*, 2003 ; Venn *et al.*, 2006). En effet, plusieurs auteurs soulignent que les systèmes alimentaires ont le potentiel de favoriser la santé humaine tout en soutenant la durabilité environnementale (ce qui n'est pas le cas présentement) par l'utilisation de différentes approches qui se concentrent sur la durabilité à l'échelle de l'exploitation afin d'obtenir une meilleure efficacité énergétique, spatiale et environnementale (Willett *et al.*, 2019). Shepon *et al.* (2018) considèrent également que ces modes de production devraient revoir les chaînes d'approvisionnement ainsi que notre rapport à la nourriture afin de s'orienter vers une alimentation citoyenne.

C'est vers la fin des années 1990 que la recherche a commencé à s'intéresser aux SAA et à identifier des initiatives composées d'une forme marginale d'organisation faisant la promotion de la différence telles que le commerce équitable et la relocalisation des systèmes alimentaires (Le Velly, 2017). Néanmoins, le

---

<sup>3</sup>[...] l'émergence récente d'une « nouvelle équation alimentaire », marquée par l'augmentation des prix alimentaires, la diminution des ressources naturelles, les activités d'accaparement des terres, les problèmes sociaux et les effets du changement climatique, met à l'ordre du jour de la sécurité alimentaire mondiale, une série de préoccupations de durabilité souvent interdépendantes. [Notre traduction]

commerce équitable, qui n'est pas abordé dans le présent ouvrage, réfère davantage à l'idée du commerce international tandis que la relocalisation des systèmes alimentaire résonne avec le localisme, cette proximité spatiale et sociale, faisant partie « d'un désir d'identité locale ou nationale » par opposition à l'imposant système mondial (Salliou, 2018). Cette volonté de remodeler la relation producteur·rice-consommateur·rice permettrait un rapprochement entre les acteur·rice-s du système alimentaire ainsi qu'un rapport de confiance et de réciprocité venant de la relation de proximité, que ce soit spatial ou social (Kneafsey *et al.*, 2008 ; Mundler et Laughrea, 2016 ; Renting *et al.*, 2003).

Dans la littérature, la typologie des systèmes alimentaires alternatifs, leurs objectifs et leurs modèles économiques diffèrent d'une région à l'autre, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de modèle représentatif décrivant une initiative alternative en alimentation (Deverre et Lamine, 2010 ; Le Velly, 2017 ; Misleh, 2022). Cependant, elles sont généralement décrites comme offrant des aliments de meilleure qualité soutenant un principe de transparence concernant l'information des produits (mode de production, origines, etc.) (Venn *et al.*, 2006). De plus, le développement local et le rapprochement entre les parties prenantes du système alimentaire offrant des produits de qualité contribueraient à enrichir l'économie locale selon une logique spatiale de réencastrement (*re-embeddedness*, en anglais) (Misleh, 2022).

Dans cet ordre d'idées, on ne peut ignorer la part qu'ont occupée les SAA durant la crise sanitaire mondiale de la COVID-19. En effet, cette situation a engendré une nouvelle façon de considérer les systèmes alimentaires, faisant collaborer les parties prenantes (gouvernements, citoyens, travailleurs) et poussant « les populations à chercher de nouvelles sources d'approvisionnement [alimentaire] plus directes » afin de parer à l'insécurité alimentaire provoquée par la COVID (IPES-Food, 2020, p. 7). En France, une prolifération d'initiatives alimentaires en circuits courts a été constatée ainsi que de nouvelles prises de décisions relatives à l'approvisionnement alimentaire, adaptées aux différents territoires et portées par une multitude d'acteur·rice-s locaux·les (Ugaglia *et al.*, 2021). Au Québec, plusieurs études ont indiqué une accélération importante de l'achat local durant la pandémie, préférences motivées principalement par la volonté de soutenir l'économie locale (Utgé-Royo et Salem, 2021). Toutefois, il est important de mentionner que cet intérêt fut bref et que les consommateur·rice-s, dont le portefeuille a été durement touché par l'inflation débutée en 2022, causée en partie par une chaîne d'approvisionnement déficiente menant éventuellement à la crise économique post-pandémie, se sont rapidement tournés vers les multinationale afin de diminuer leurs dépenses (Beaupré *et al.*, 2022).

Après avoir exposé toutes les vertus environnementales, sociales et nutritives associées aux SAA ainsi que leur important rôle durant la crise sanitaire, on ne peut qu'imaginer le potentiel de leur contribution dans la sécurité alimentaire. Mais nous devons mettre en doute la capacité d'approvisionnement vers des consommateurs au profil sociodémographique différent et aux habitudes et connaissances alimentaires variant d'un ménage à l'autre ou d'une ville à l'autre. Dans la prochaine section, nous détaillerons la complexité qui relève des SAA et leur apport dans les questions de recherche sur l'accessibilité alimentaire en contexte urbain.

## 1.5 Problématique et questions de recherche

### 1.5.1 Notre rapport à l'alimentation

Au Québec, notre rapport à l'alimentation s'est transformé depuis l'arrivée de l'ère industrielle, moment où les restrictions dues à la guerre imposées et les choix culinaires, très rationnels, étaient basés sur l'importance des valeurs nutritives des aliments (Durand, 2011). C'est durant cette période (1937-1941) que le gouvernement a mis en place des organismes publics dédiés à l'alimentation tel que le Conseil canadien de la Nutrition et la Division de l'Hygiène alimentaire (Guérard, 2013). Ces organismes ont misé sur l'éducation et l'accompagnement du personnel travaillant dans les institutions (hôpitaux, écoles, couvents, etc.) au Québec afin d'améliorer les conditions d'hygiène et de nutrition dans les établissements. De façon plus individuelle, ils ont mis aussi l'accent sur l'important rôle des mères et des ménagères dans les familles dans la préparation des repas et leur apport nutritif au sein de la famille. C'est au tournant des années 1960, durant le baby-boom, qu'un changement s'est opéré. Une plus grande disponibilité des aliments combiné à une publicité les mettant en valeur a amené une transformation des habitudes culinaires (Prost, 2020).

La « vie moderne » de son côté entraîna de nouveaux modèles alimentaires par des changements sociaux affectant le quotidien des familles. Parmi ces changements nous nommons l'arrivée des appareils électroménagers et la simplification dans la préparation des repas où la femme au foyer est devenue davantage une « hôtesse » qu'une cuisinière. En 1970, le contexte alimentaire met l'accent sur l'alimentation en tant qu'activité sociale donne l'occasion de se retrouver en bonne compagnie autour d'un bon repas (Prost, 2020). C'est aussi le début d'un phénomène qui s'accélère, c'est-à-dire l'accès au milieu de travail par les femmes, situation affectant directement les habitudes alimentaires puisque traditionnellement, la femme était désignée (et l'est toujours en 2023) comme la personne préparant les repas pour la famille (Jourdan et Riley, 2013).

Si l'alimentation et les processus qui en découlent étaient principalement dominée par l'économie de subsistance permettant un approvisionnement alimentaire de base quotidienne, depuis le début de l'industrialisation, elle a laissé place progressivement à une économie de marché amenant aussi des changements dans les modes de vies (Jourdan et Riley, 2013). Premièrement, l'homogénéisation des produits alimentaires par les grandes multinationales de l'alimentation et la distribution de denrées atteignant des régions de plus en plus éloignées, ont bouleversé les productions locales agricoles de façon mondiale. Deuxièmement, l'émergence de grandes chaînes de distribution alimentaire et de restauration rapide a entraîné un changement dans les modèles alimentaires dominants partout dans le monde modifiant ainsi notre relation à la nourriture. Troisièmement, les nouvelles technologies tel que la réfrigération a permis la délocalisation globale des aliments, entraînant une offre plus diversifiée et créant ainsi de nouveaux besoins alimentaires. Sans compter que le transport des aliments a permis un approvisionnement à l'année en produits qui, normalement se cultivaient de façon saisonnière dans certaines régions, remettant en question le concept des saisons alimentaires (Jourdan et Riley, 2013).

Outre ce détachement aux saisons, le développement de la transformation des aliments par divers processus, cuisiné et présentés sous forme de plats, a amené des changements dans notre perception de la nourriture et notre façon de manger (Dowler *et al.*, 2010). Les produits issus de l'industrialisation, qu'ils soient brut (légumes, fruits) ou transformés (pain, plats préparés) se doivent maintenant de respecter certaines normes d'uniformisation et d'innocuité dans le but de ne pas surprendre le consommateur et la consommatrice, ce sont des produits prévisibles (Steel, 2013). Les variations de forme, de couleur ou de texture sont à proscrire, des critères à atteindre qui engendrent une quantité énorme de gaspillage alimentaire parmi toutes les étapes de la chaîne alimentaire. Ils doivent aussi être sécuritaires pour le-la consommateur-riche, c'est-à-dire exempte le plus possible de pathogènes et de contaminants. Toutes ces transformations dans le système alimentaire provoquent une déconnexion avec notre alimentation, une séparation contribuant à une distance émotionnelle, intellectuelle et culturelle (Dowler *et al.*, 2010). Néanmoins, malgré l'évolution de l'industrialisation, du commerce, du transport et de la technologie dans les processus de la chaîne alimentaire, l'insécurité alimentaire demeure un sujet d'actualité mondiale. Ce sujet sera élaboré dans la prochaine section.

### 1.5.2 L'insécurité alimentaire au Québec

Au Québec, l'accès à l'alimentation, une dimension importante de la sécurité alimentaire, est un sujet qui a pris de l'importance dans la recherche depuis les années 1980 avec un volet considérable sur

l'accessibilité géographique et financière en lien avec l'environnement alimentaire, notamment en milieu urbain (Apparicio *et al.*, 2007 ; Bertrand *et al.*, 2008 ; Daniel *et al.*, 2009 ; Dutil, 2012 ; Pérez *et al.*, 2017). En effet, l'accès physique et financier à des aliments de qualité (Doyon et Klein, 2019) demeure un obstacle pour bon nombre de Québécoises et de Québécois, avec 14,7 % de la population québécoise qui a vécu de l'insécurité alimentaire selon les dernières données de 2023 (Bélanger et Laflamme, 2023). Ces personnes ou ces ménages, souvent en moins bonne santé, auraient été dans l'impossibilité d'atteindre une alimentation équilibrée en consommant une portion plus faible de fruits et de légumes, et seraient aussi plus à risque de souffrir d'obésité (Dean et Sharkey, 2011 ; Doyon et Klein, 2019). Par ailleurs, l'insécurité alimentaire serait un problème à surveiller en milieu urbain puisqu'en 2050, environ 70 % de la population mondiale habitera les villes (Ivers et Fleury, 2023). Au Québec, avec 82 % de la population habitant un centre urbain (Statistique Canada, 2017), la question de l'insécurité alimentaire se doit d'être considérée dans une perspective urbaine au sens large, qui comprend non seulement les métropoles, mais aussi les petites et moyennes villes. Certes, à cet égard, Montréal, la métropole du Québec est parmi les villes les plus touchées dans la province par un problème d'accès à l'alimentation avec 13,6 % des Montréalais qui auraient vécu de l'insécurité alimentaire, elle est aussi très documentée à ce sujet (Springmann et Drouin, 2020).

L'ensemble des travaux souligne que le problème d'insécurité alimentaire est déterminé par une multitude de facteurs qui prennent racine parmi les déterminants structureaux (environnement alimentaire, localisation, etc.) mais aussi dans les caractéristiques individuelles (Charreire *et al.*, 2010 ; Hamelin *et al.*, 2010). Ces derniers seront, à leur tour, déterminés par les profils sociodémographiques, les habitudes d'achat, mais aussi les connaissances et les perceptions alimentaires (Drisdelle *et al.*, 2020 ; Freedman *et al.*, 2013 ; Kato et McKinney, 2015).

### 1.5.3 Le capital humain et le capital social

Nous élaborons ici deux notions auxquelles nous ferons références, le capital humain et le capital social. Le capital humain est défini comme l'ensemble d'aptitudes ou de compétences reliées à l'éducation (formelles ou informelles) et l'expérience de vie ainsi que les connaissances qui en découlent (Kato et McKinney, 2015). C'est aussi la capacité d'utiliser ces connaissances dans différents domaines, ici nous ciblons la production alimentaire l'approvisionnement alimentaire, l'alimentation et la préparation culinaire ainsi que certaines connaissances politique liées à une alimentation locale de proximité. Le capital humain devient une ressource et suggère que les individus avec un certain capital humain sont plus

productifs (Carneiro *et al.*, 2010). Par exemple, dans un document de la FAO, le capital humain est valorisé dans l'objectif d'« augmenter la productivité agricole, améliorer la sécurité alimentaire et progresser vers les objectifs de développement durable » (Maher Salman, 2020). Par conséquent, un capital humain faible peut aussi être considéré comme une contrainte par le manque de connaissances. Kato et McKinnon (2015) notent qu'un faible capital humain limite l'accès aux SAA puisque le manque de connaissances combiné à un revenu faible influence la façon de cuisiner certains aliments ainsi que l'appréciation des bénéfices d'une alimentation saine et locale sur la santé.

Le capital social est déterminé par l'ensemble des relations qui compose un réseau durable et qui se caractérise par une « appartenance à un groupe de personnes unies par des liaisons permanentes et utiles et dont cette « appartenance à un groupe procure une solidarité » (Bourdieu, 1980). C'est en effet un actif qui peut être fort puissant pour les individus puisqu'il permet d'améliorer l'accès à l'information ainsi qu'à d'autres ressources utiles (Kato et McKinney, 2015). Par exemple, la composition et la richesse du capital social pourra affecter l'investissement qu'un individu accordera dans un système plus marginal (donc moins connu et qui nécessite d'être en relation avec les acteurs-rice-s de ces systèmes) tel que les SAA. En résumé, le capital social mesure la richesse des réseaux sociaux et peut exister à l'échelle des individus, des groupes et des sociétés (Putnam, 1995).

#### 1.5.4 Critiques des systèmes alimentaires alternatifs

Comme il a été décrit dans la section précédente, l'alimentation est un concept aux multiples facettes qui comprend des interrelations entre les problèmes socio-environnementaux, des enjeux de santé publique et de sécurisation alimentaire. L'émergence des SAA a permis de varier les choix alimentaires afin d'avoir accès à des produits venant de productions soi-disant plus durables et dont la transmission des valeurs est majoritairement orientée sur une relation sociale et spatiale de proximité. Ces nouvelles façons d'imaginer les réseaux alimentaires en réduisant les intermédiaires et en s'appuyant sur des relations de confiance et de réciprocité sont devenues le nouvel espoir pour nourrir la population de demain de façon plus juste et durable.

Avant d'aborder sa relation ambiguë avec le système alimentaire conventionnel, il est important de mentionner que les SAA ont souvent été critiqués pour leur tendance à reproduire les inégalités et injustices sociales ainsi que l'association précipitée d'objectifs de durabilité environnementale. Jarosz (2008) soutient que les SAA ne sont pas nécessairement inclusifs et progressifs et leurs processus de

développement comprennent des contradictions dans l'accès à la population qui pourrait bénéficier de leurs produits. En effet, d'une part l'augmentation des revenus liée à l'urbanisation, processus dont découle l'émergence des SAA, entraîne une augmentation de la demande en produits locaux, biologiques et saisonniers qui ne permet pas nécessairement aux agriculteurs de mieux gagner leur vie (ibid.). D'autre part, la réduction des inégalités sociales n'est pas automatiquement une priorité pour SAA (Deverre et Lamine, 2010). En effet, le prix élevé de produits considérés de meilleure qualité, sont souvent difficile d'accès aux ménages à plus faible revenu créant l'exclusion d'une partie de la population (Jarosz, 2008). Pourtant, malgré ces prix plus élevés, rien ne garantit que de son côté, le·la producteur·rice obtiendra un salaire décent, d'autant plus que ces productions généralement biologiques s'accompagnent de risques (mauvaise récolte annuelle) qui peuvent décourager certains consommateur·rice·s, entraînant une incertitude de la part des producteurs et productrices vis-à-vis des consommateurs et consommatrices (Forsell et Lankoski, 2015). Ces inégalités ont donc un impact sur l'accès physique et financier des ménages à faible revenu (Mundler et Laughrea, 2016 ; Venn *et al.*, 2006). S'ajoute à cela, le mouvement alimentaire alternatif qui évoque la possibilité de faire des choix politiques, donc de soutenir les objectifs « vertueux » des SAA par l'entremise de la consommation locale/alternative, soit un discours orienté totalement sur le ou la consommateur·rice et sa position dans le système capitaliste par son pouvoir d'achat et où le capital économique du ménage décide finalement de cette possibilité consommer tel ou tel produit, au lieu d'un choix collectif (Cleveland *et al.*, 2015 ; DeLind, 2011 ; Myers et Sbicca, 2015). Cela s'applique lorsqu'on justifie le coût élevé des aliments par leur origine locale/alternative et que l'on fait la promotion. Parallèlement, Myers et Sbicca (2015) soutiennent que les militant·e·s du mouvement alimentaire alternatif devraient s'allier à ceux qui luttent pour l'accès à de meilleurs emplois sous la même trame discursive de « Good Food, Good Job » où les notions de justice alimentaire et justice économique sont réunies.

Néanmoins, plusieurs chercheuses et chercheurs ont remis en question les objectifs de justice sociale des SAA et mentionnent la nécessité de prendre en compte le contexte économique et politique dans lequel s'insèrent ces dites alternatives. En effet, les SAA ne sont pas complètement déconnectés du système économique néolibéral qui encadre l'économie mondiale sur des objectifs de génération de profits. Plusieurs auteur·rice·s ont dépeint le caractère hybride de ces systèmes qui fonctionnent aussi selon une logique de marché et d'échanges économiques sous forme de commercialisation entre le consommateur·rice et le producteur·rice (Jarosz, 2008 ; Le Velly, 2017 ; Misleh, 2022 ; Sonnino et Marsden, 2006). Malgré les objectifs environnementaux attribuables aux SAA, certains auteur·rice·s évoquent le

manque d'indicateurs clairs permettant d'évaluer les bénéfices environnementaux qui découlent des différents processus liés à la production, distribution et consommation d'aliments alternatifs (Cleveland *et al.*, 2015 ; Michel-Villarreal *et al.*, 2019). Parallèlement, Born et Purcell (2006) mentionnent l'importance d'éviter le « piège du local » (*local trap* en anglais) qui consiste à supposer que les systèmes alimentaires locaux sont nécessairement meilleurs (de façon inhérente) que les systèmes alimentaires mondiaux. De son côté, Dupuis et Goodman (2005), affirment qu'il est plus profitable d'adresser un « localisme réflexif » afin de s'associer avec des systèmes locaux soucieux d'égalité et de justice sociale, des thèmes qui sont peu abordés dans l'étude des SAA. À cet égard, Kato et McKinney (2015), souligne les contraintes économiques, spatiales et temporelles dans l'accès aux SAA et l'importance du capital économique, social et culturel dans l'adhésion à ces systèmes offrant des aliments certes de qualité, mais généralement plus coûteux. En d'autres termes, les défenseur-se-s et consommateur-ric-e-s des SAA ont souvent un revenu plus élevé et possèdent des connaissances leur permettant d'accéder à ce type d'alimentation. En revanche, la contribution des SAA dans la sécurité alimentaire est une problématique peu explorée dans la littérature (Kato et McKinney, 2015).

Dans la littérature sur la sécurité alimentaire du milieu urbain, de nombreuses études mettent l'accent sur l'accessibilité géographique et financière à des aliments sains et nutritifs offerts dans les divers commerces d'un environnement alimentaire (Bertrand *et al.*, 2008 ; Charreire *et al.*, 2010 ; Dutil, 2012 ; Gordon *et al.*, 2011 ; Kato et McKinney, 2015 ; Páez *et al.*, 2010). Plus particulièrement, les termes de « désert alimentaire » et de « marais alimentaire » ont attiré beaucoup d'attention de la part des chercheuses et chercheurs. Le premier se distingue généralement par un accès physique difficile aux aliments sains et nutritifs dans des régions défavorisées tandis que le deuxième se compose d'un environnement alimentaire surtout composé de produits riches en calories et en gras saturé financièrement accessible dans des régions défavorisées (Gordon *et al.*, 2011 ; Rideout *et al.*, 2015 ; Robitaille *et al.*, 2014). En outre, l'identification des déserts alimentaires, une approche utilisée afin de mettre en relation l'accessibilité géographique sur l'alimentation et la santé de la population, a contribué à mieux comprendre un des obstacles à l'alimentation par les dirigeants pour ainsi apporter des solutions concrètes par la mise en place de commerces alimentaires appropriés dans une zone mal desservie (Brisebois et Audet, 2018 ; Cannuscio *et al.*, 2014). Néanmoins, la nature quantitative basée sur les informations SIG de cette mesure de l'accessibilité est critiquée par certains chercheurs qui relèvent le besoin d'approfondir la recherche selon une approche qualitative (Bedore, 2013 ; Caspi *et al.*, 2012 ; McKinnon *et al.*, 2009). En effet, cette méthode est limitée dans l'identification de certaines dimensions clés de la relation entre l'environnement

alimentaire et les habitudes alimentaires (Caspi *et al.*, 2012). Ces conclusions nous poussent à approfondir des études qualitatives qui comprennent l'étude de facteurs contextuels urbains, et des facteurs d'ordre social et personnel en complémentarité avec la spatialité et les facteurs économiques.

#### 1.5.5 Le manque d'études sur l'alimentation dans les villes moyennes

Les zones urbaines sont formées d'une concentration d'humains et de ressources dans un endroit à forte densité d'habitations contrairement aux zones rurales qui se distinguent par la dispersion de ces mêmes éléments sur un plus vaste territoire (Bricas *et al.*, 2021). Jarosz (2008) indique que le contexte rural et le contexte urbain sont similairement importants pour comprendre la diversité et la contingence des SAA. En effet, la pression exercée par le développement et l'étalement urbain sur les grandes entreprises agricoles les poussent à migrer vers des territoires plus éloignés, agrandissant les distances géographiques et économiques, et augmentant le nombre d'intermédiaires entre producteur·rice·s et consommateur·rice·s pour ainsi diriger la nourriture vers les diverses étapes de transformation, d'entreposage et de distribution (Bricas *et al.*, 2021 ; Jarosz, 2008). En raison de cette perte de contrôle sur notre système alimentaire et la réduction des contacts avec le monde rural de la production alimentaire, une déconnexion s'est imposée entre les consommateur·rice·s et les aliments qu'ils et elles consomment (Bricas *et al.*, 2021 ; Kneafsey *et al.*, 2008). S'en est suivi la dynamique de l'urbanisation qui amène un enrichissement de la population et une plus grande proportion de revenu moyen parmi les consommateur·rice·s, augmentant donc le potentiel de consommation aux SAA (Jarosz, 2008). Il est important de mentionner qu'il existe aussi une disparité dans l'accès alimentaire entre le rural et l'urbain. Dean et Sharkey (2011) indiquent que les ressources en nourriture des ménages, souvent issus d'un environnement alimentaire plus pauvre et caractérisé par des distances à parcourir plus grandes, sont parfois insuffisantes en milieu rural. De plus, les produits alimentaires importés ont tendance à être moins chers sur les marchés urbains que dans les zones rurales (Tacoli et Agergaard, 2017).

Néanmoins, il existe tout de même un contexte urbain spécifique peu mentionné dans la littérature, celui de ville moyenne qui se situe à l'intersection entre l'urbain et le rural. Bruneau (2000), séparant Montréal et Québec dans des catégories à part, hiérarchise les villes au Québec en sept catégories. Il considère que les villes moyennes au Québec comprennent entre 20 000 et 70 000 habitants, données qui se présentent différemment au Canada dont le seuil s'élève jusqu'à 500 000 habitant·e·s (Hartt et Hollander, 2018). Ces villes, dont la taille et la densité diffèrent d'un pays à l'autre, se distinguent surtout par leur rayonnement régional et leur rôle dans la structure urbaine du territoire (Pumain, 1999). Le rayonnement fait référence

à la dynamique d'échange de biens et de services et de production entre un centre urbain et l'espace périphérique mitoyen tandis que le rôle de la ville dans la structure urbaine relève de la centralité des productions et des services destinés à une zone d'influence et leur niveau de spécialisation (Rocheffort *et al.*, 2021). Le positionnement géographique de certaines villes moyennes québécoises caractérisées par une proximité aux territoires de production a aussi un rôle à jouer dans la spécialisation de leur secteur économique et dans leur rapport à l'alimentation (Desjardins et Estèbe, 2019).

Finalement, malgré leur forte présence mondiale, les petites et moyennes villes tiennent un rôle plutôt marginal dans la recherche dont l'intérêt s'est plutôt focalisé sur les grandes villes telles que les métropoles et mégalo-poles (Berroir *et al.*, 2017 ; Wagner et Growe, 2021). Montréal, métropole du Québec, a été largement documenté, en particulier sur l'accessibilité alimentaire (Pham *et al.*, 2023). Pourtant, sur 1130 municipalités québécoises, seulement 15 sont considérées comme de grandes villes (Institut de la statistique du Québec, 2020) selon le seuil établi par Bruneau (2000) de 70 000 habitants. Wagner et Crowe (2021) considèrent que l'attention portée est insuffisante par rapport au niveau de leur importance en termes sociospatiaux, politiques et structure de peuplement au niveau national. Sans compter que l'étude des systèmes alimentaires a été fortement négligée dans la recherche sur les villes (Morgan, 2014).

On ne peut ignorer le potentiel de contribution théorique que peut apporter l'étude des villes moyennes, notamment dans la compréhension des différents contextes urbains et leur influence dans l'accessibilité alimentaire. Cet apport pourrait participer à développer davantage notre conceptualisation des SAA pour ainsi mieux comprendre les enjeux contextuels liés à leur accessibilité.

## 1.6 Objectif du projet de recherche

Considérant ces différentes problématiques et les lacunes à combler dans la science, notre projet a pour objectif de comprendre la contribution des SAA dans la sécurité alimentaire des villes au Québec et avoir un portrait de ce qu'ils représentent pour la population. En outre, nous avons voulu savoir la différence dans la contribution et de la représentation des SAA entre deux contextes urbains : une ville moyenne située à proximité des territoires de production et un arrondissement de la métropole. Enfin, nous avons abordé la sécurité alimentaire selon le cadre de l'accessibilité de façon à mieux saisir la complexité de cette dernière notion, et ce, selon une approche qualitative. Par conséquent, sachant que les contextes urbains

entre une ville moyenne et un arrondissement de la métropole comportent des différences, nous posons deux questions :

- Comment cette différence se traduit-elle dans l'accès aux systèmes alimentaires alternatifs ?
- Comment la population se représente-t-elle les concepts de « systèmes alimentaires alternatifs » et de « local » selon le contexte urbain ?

### 1.7 Approche méthodologique

Une approche par étude de cas comparative nous a donc amenés à comparer un arrondissement de Montréal, la métropole du Québec, une grande ville insulaire bordée de villes-banlieues et relativement isolée des terres de production, à Victoriaville, une ville moyenne en plein cœur des zones agricoles dans la région du Centre-du-Québec. Plus précisément, nous avons porté une attention sur les différences et les convergences dans l'accessibilité alimentaire aux systèmes alimentaires alternatifs de ces deux cas en nous attardant aux ménages à faible revenu.

Les deux cas à l'étude ont été sélectionnés selon des critères sociodémographiques à partir de données du recensement de 2016 de Statistique Canada (2017). Plus spécifiquement, la ville et l'arrondissement devaient contenir une démographie entre 20 000 et 70 000 habitants, critère établi selon la démographie des villes moyennes d'après Pierre Bruneau (2000). La ville moyenne devait être située et être localisée de façon à suggérer une proximité physique aux producteurs-rice-s agricoles plus marquée que l'arrondissement.

Cette ville et cet arrondissement devaient aussi contenir :

1. Une quantité d'initiatives alimentaires alternative sur leur territoire se démarquant des autres villes/arrondissements et indiquant un intérêt de la part de la population
2. Une diversité d'actions locales visant à contrer l'insécurité alimentaire
3. Un profil sociodémographique similaire dans les taux de chômage et de faibles revenus.

Après avoir déterminé les critères de sélections, nous avons effectué un recensement de l'environnement alimentaire alternatif de plusieurs arrondissements à Montréal dont le portrait sociodémographique correspondait aux critères et où un programme de sécurité alimentaire avait été produit. Le même

processus a été fait pour le choix de la ville moyenne. C’est à la suite de ces recherches que l’arrondissement de Verdun (à Montréal) et Victoriaville ont été choisis puisqu’elles offraient un terrain intéressant où plusieurs initiatives alimentaires alternatives émergeaient depuis les dernières années, souvent supportées par l’arrondissement ou la ville.

La méthodologie utilisée est une approche mixte qui comprend la cartographie géographique, l’observation et l’entrevue semi-dirigée (Figure 1.1). Cette méthodologie nous a permis d’une part d’obtenir les déterminants structurels tels que l’environnement alimentaire et d’autre part d’aller chercher des données sur les caractéristiques individuelles qui comprennent les profils sociodémographiques, les habitudes, perceptions et connaissances alimentaires ainsi que certains aspects sociaux. Cette approche mixte avec plus de données qualitatives a été privilégiée puisqu’elle s’inscrit dans le contexte quotidien des participants et met en lumière leurs perspectives individuelles et personnelles (Fortin et Gagnon, 2010, p. 279). La collecte de données a été effectuée à l’été 2021.

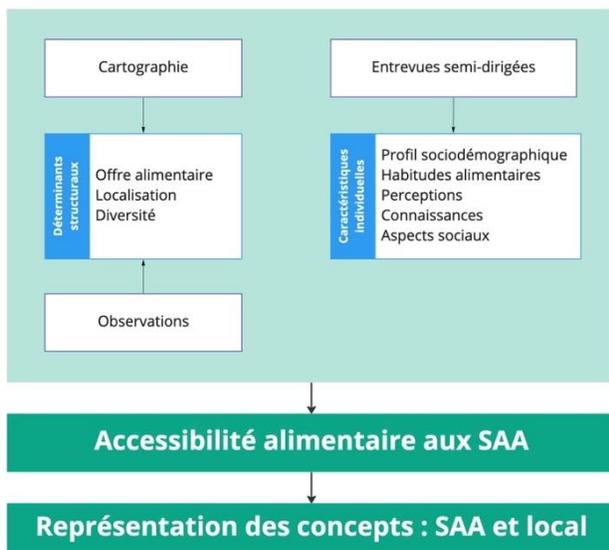


Figure 1.1 Schématisation de la méthodologie

Dans le cadre d’une collecte de données qui comprend une interaction avec des êtres humains et qui implique « l’étude, la documentation et la compréhension d’un phénomène social » (UQAM, s. d.), il est obligatoire d’obtenir une approbation de la part du comité éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE). La formation en éthique de la recherche (FER) sur

l'Énoncé de Politique des trois Conseils, doit avoir été préalablement réalisé afin de faire la demande d'approbation éthique dans le cadre d'un projet de recherche. La formation a été obtenue le 12 avril 2021 et le certificat d'approbation éthique a été émis le 8 juillet 2021 (no 2022-3903) et renouvelé jusqu'au 8 juillet 2023, se trouve en Annexe C.

Dans le prochain chapitre, nous posons les bases du cadre conceptuel sur lequel s'appuie la recherche tout en apportant une vision critique des concepts qui sont abordés.

## **CHAPITRE 2**

### **CADRE CONCEPTUEL**

#### 2.1 Introduction

Dans ce chapitre, nous détaillons les notions importantes qui ont façonné le cadre conceptuel, outil d'analyse nous permettant d'organiser et de comprendre les concepts liés à l'accessibilité alimentaire aux systèmes alimentaires alternatifs dans les contextes de métropole et de ville moyenne. La première partie comprend les particularités qui déterminent la notion de SAA ainsi que leur rôle dans l'environnement alimentaire urbain. La deuxième partie touchera au concept plus large de sécurité alimentaire et du rôle de l'accessibilité alimentaire comme objet que nous visons à examiner dans cette étude. En d'autres termes, à l'échelle des sites à l'étude dans ce projet, l'analyse de la sécurité alimentaire nécessite l'usage de la notion d'« accessibilité alimentaire ». La troisième partie sera consacrée à décortiquer l'accessibilité alimentaire dans toutes ces dimensions, et ce, en utilisant le cadre conceptuel multidimensionnel sur l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs élaboré par Freedman (2013). Pour terminer, nous retournons aux SAA en les mettant en relation avec l'accessibilité alimentaire selon les divers contextes urbains étudiés.

#### 2.2 Les systèmes alimentaires alternatifs : définitions, appellations et théorisation

##### 2.2.1 Définitions et appellations

Selon les contextes géographiques, Deverre et Lamine (2010) ont repéré des différences dans les notions de SAA entre quelques pays occidentaux, en ce qui a trait aux objectifs généraux poursuivis par les initiatives. Au Royaume-Uni, l'approvisionnement local et la vente directe à la ferme suscitant un rapprochement entre les producteur·rice·s et les consommateur·rice·s sont au cœur des motivations des systèmes alimentaires alternatifs. De même, des ressemblances sont observables en France et en Italie en ce qui concerne la proximité entre les acteur·rice·s alimentaires, tout en y ajoutant un lien fort avec la gastronomie d'origine locale qui mise sur le modèle d'agriculture paysanne. En Amérique du Nord, mise à part la commercialisation directe par des marchés de producteur·rice·s, les SAA se démarquent par l'importance accordée à la notion de sécurité alimentaire sur des principes tels que le droit à la nourriture et la démocratie alimentaire.

D'un côté conceptuel, les SAA décrits dans la littérature regroupent des initiatives aux typologies hétérogènes et classées sous différentes appellations (Le Velly, 2017). Trois groupes de facteurs déterminent leur classification, soit la structure de la chaîne d'approvisionnement, la logique de proximité territoriale et relationnelle et les objectifs économiques ou d'approvisionnement de l'initiative. Premièrement, certain-e-s auteur-ric-e-s font allusion à la proximité structurelle en nommant ces systèmes des « circuits courts » (*Short Food Supply Chain*, en anglais) (Chiffoleau et Paturel, 2016 ; Hinrichs, 2003 ; Messmer, 2013 ; Mundler et Laughrea, 2016). Ces initiatives en circuit court sont généralement représentées par les kiosques et marchés fermiers ainsi que les ventes directes aux consommateur-ric-e-s, où la chaîne d'approvisionnement est réduite au minimum. Deuxièmement, les SAA sont aussi désignés comme des systèmes alimentaires locaux (*Local Food Network*, en anglais), des systèmes alimentaires territorialisés ou des bassins alimentaires (*Foodsheds*), des termes qui témoignent de leur localisation (Cleveland *et al.*, 2015 ; Dwiartama et Piatti, 2016 ; Kirwan et Maye, 2013 ; Kloppenburg *et al.*, 1996 ; Resolis, 2016). Parmi les systèmes alimentaires locaux, on retrouve les commerces alimentaires de produits locaux, ainsi que des marchés fermiers de produits locaux et d'autre commercialisation en produits niches de régions rurales. L'agriculture soutenue par la communauté (CSA en anglais) en fait aussi partie.

Cela dit, Enthoven et Van den Broeck (2021) signalent qu'il est important de rester vigilant puisque d'une part il peut y avoir du chevauchement entre ces deux concepts, d'autre part, les circuits courts ne sont pas obligatoirement locaux, et les systèmes alimentaires locaux ne s'opérationnalisent pas nécessairement sur une structure courte d'approvisionnement alimentaire de type vente directe au consommateur. En effet, ces circuits d'approvisionnement se démarquent généralement des systèmes mondiaux par une proximité géographique telle que les distances réduites entre les étapes de la chaîne alimentaire et une proximité sociale (Jarosz, 2008 ; Mundler et Laughrea, 2016 ; Renting *et al.*, 2003) que Kebir et Torre (2013) ont nommé la « proximité organisée ». Cette dernière permet de mieux comprendre la nature des relations entre les individus et s'appuie sur deux logiques : (1) la logique d'appartenance qui fait référence à un nombre réduit d'acteur-ric-e-s appartenant à un même réseau social qui facilite les interactions, et (2) la logique de similarité qui réunit un ensemble de personnes partageant des références similaires (valeurs, langage, normes, etc.) (Kebir et Torre, 2013).

En outre, la dynamique alimentaire contemporaine a mis au jour une nouvelle conceptualisation des SAA, soit, les « systèmes alimentaires civiques » (*Civic Food Network*, en anglais), nommés par Renting (2012).

Ils se distinguent par des consommateur·rice·s citoyen·ne·s qui jouent un rôle actif et central dans la relation d'échange alimentaire dans les circuits courts et les systèmes alimentaires locaux. On y compte des coopératives de consommateur·rice·s et des groupements d'achat d'aliments locaux et biologiques, mais aussi l'agriculture urbaine ainsi que plusieurs organismes œuvrant en sécurité alimentaire (Levkoe, 2006 ; Renting *et al.*, 2012).

Finalement, nous introduisons aussi les systèmes d'aide alimentaire parmi les appellations associées aux SAA puisqu'ils sont considérés comme des modèles hybrides, situés à l'intersection entre les systèmes alimentaires (récupération d'invendus), les systèmes de protection sociale (aide gouvernementale) et les systèmes du tiers secteur (organismes non gouvernementaux, OBNL, etc.) (Galli *et al.*, 2019). Ainsi, ils se doivent d'être inclus dans l'équation alimentaire en ce qui concerne les indicateurs relatifs à l'insécurité alimentaire. On y retrouve les soupes populaires, les cuisines collectives et les banques alimentaires. Ces deux dernières catégories seront prises en considération dans la cartographie afin de comprendre la composition de l'environnement alimentaire de type alternatif. Néanmoins, la conceptualisation des SAA s'oriente davantage sur les deux premières catégories qui comprennent les systèmes alimentaires à circuits courts et les systèmes alimentaires locaux. En outre, ces formes de circuit alimentaire sont très courantes au Québec, ce qui soutient notre choix conceptuel. En résumé, ces appellations et typologies sont incarnées par des initiatives se démarquant du système alimentaire mondial en offrant pour la plupart, une promesse de différence et se rejoignent donc dans l'usage du qualificatif « alternatif » (Hinrichs, 2003 ; Le Velly, 2017).

### 2.2.2 Théoriser l'altérité et le « localisme »

La section précédente a servi à montrer comment les SAA comprennent une multitude d'initiatives aux objectifs et définitions hétérogènes tout en ayant une relation d'opposition avec le système conventionnel. Outre sa relation avec les concepts de localité, de qualité, d'espace, d'enracinement et de durabilité (Michel-Villarreal *et al.*, 2019), l'alternatif entretient une relation d'altérité avec le système conventionnel qui a été largement critiqué dans la littérature (Misleh, 2022). (Figure 2.1)

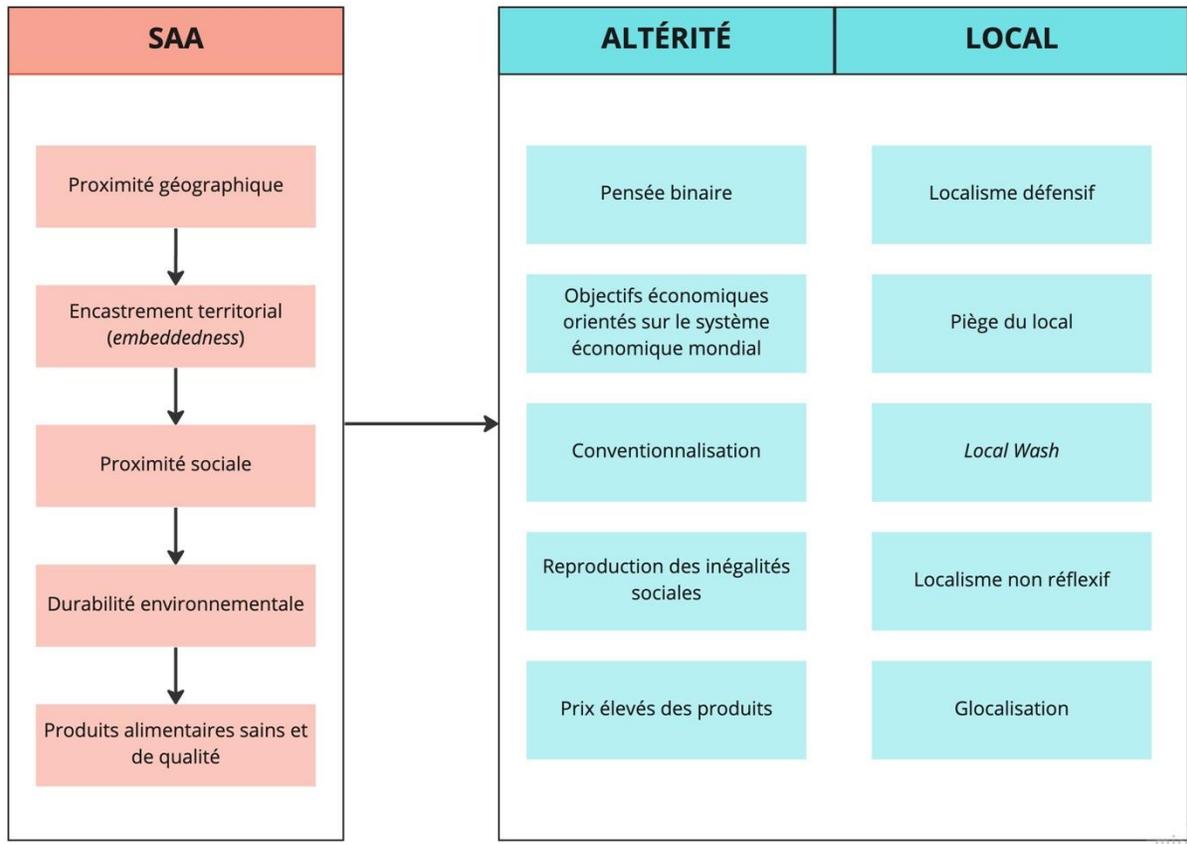


Figure 2.1 Cadre conceptuel combinant les SAA et les critiques des SAA vues depuis deux autres concepts (altérité et local)

Les travaux sur l'altérité montrent l'importance d'avoir un regard critique sur les SAA en reposant sur le concept de réencastrement (*re-embedded*, en anglais) qui distingue les SAA du système conventionnel. Selon Polanyi (anthropologue et économiste, qui a davantage développé le concept de réencastrement), le processus de marchandisation fondé sur des objectifs monétaires aurait amené un désencastrement des économies marchandes ne reflétant pas les mêmes valeurs sociales et culturelles que les économies non marchandes constituées d'échanges réciproques (Hess, 2004). Sage (2003) soutient, de surcroît, que c'est un concept efficace pour décortiquer le caractère socialement enraciné des réseaux alimentaires alternatifs, car il englobe également les dimensions économiques, environnementales, culturelles et politiques des réseaux alimentaires. À titre d'exemple, les géographes ont utilisé le concept de réencastrement afin d'expliquer la réussite économique de régions qui s'appuient sur un réseau d'entreprises alimentaires locales (Hess, 2004). En revanche, la notion du réencastrement doit être

nuancée parce qu'aucune fondation théorique ne prouve qu'une relation existe entre l'origine spatiale et la fiabilité d'un produit alimentaire (Hess, 2004), c'est-à-dire que la production locale n'engendre pas obligatoirement des produits auxquels nous associons souvent des « vertus » telles que la production biologique ou la proximité sociale dans le circuit alimentaire.

Dans la même veine d'idée, nous trouvons important de comprendre l'alternatif du système alimentaire à travers le local (circuit court). En d'autres termes, le recours aux SAA nécessite une relocalisation des systèmes alimentaires. Comme décrit précédemment, l'alternatif se définit en relation avec le conventionnel en offrant une alternative aux différents processus considérés comme néfastes et associés aux systèmes conventionnels. Cela implique deux différences fondamentales entre les SAA et les systèmes conventionnels. D'une part, le concept d'« alternatif » peut constituer une réponse aux modes de production industrielle impliquant beaucoup d'intrants chimiques par l'agriculture biologique. D'autre part, les SAA visent généralement à offrir une alternative aux longues chaînes d'approvisionnement d'origine inconnue, et proposent une relation d'échange basé sur la « confiance » et contenant le moins d'intermédiaires possible. De même, la relocalisation attribuée aux SAA leur octroie le qualificatif de « système local » (en opposition au global) comme solution aux enjeux socio-environnementaux liés à l'agriculture industrielle mondiale, mais aussi pour défendre l'identité culturelle contre cette mondialisation (DuPuis et Goodman, 2005, p. 359) : *This normative localism place a set of pure conflict-free local values and local knowledges in resistance to anomic and contradictory capitalist forces.*<sup>4</sup>

Ainsi, les efforts de relocalisation qui réduisent les kilomètres à parcourir des aliments assument d'emblée que le concept de localisation est suffisant pour atteindre les objectifs socio-environnementaux des SAA. En effet, la notion centrale de spatialité associée aux SAA a aussi contribué à populariser le concept de kilomètres alimentaires (*Food Miles*) comme objectif central pour ainsi concentrer les efforts sur la réduction des kilomètres parcourus dans le système alimentaire (Cleveland *et al.*, 2015). Cependant, de trop axer les objectifs sur ce concept peut réduire l'intérêt porté sur d'autres objectifs de durabilité environnementale, sociale et économique et peut possiblement contribuer au *local wash* de la part d'entreprise afin de dissimuler les objectifs contraires à ceux qu'on attribue aux SAA (Cleveland *et al.*, 2015).

---

<sup>4</sup> « Ce localisme normatif place un ensemble de valeurs locales pures et sans conflit accompagné de savoirs locaux en résistance aux forces capitalistes anomiques et contradictoires. » [traduction Google]

Selon Dimitrova (2005, p. 5), la notion de « local » est traditionnellement considérée comme une pratique « géographiquement circonscrite et identifiable dans un contexte spatialement et temporellement déterminé » et qu'en termes d'échelle, il se réfère à quelque chose de « très petit et de très proche » par opposition au « très grand et éloigné » qu'on associe au « global ». Born et Purcell (2006) font d'ailleurs état du problème de notre conception de l'échelle du local qui mène souvent au piège du local (*local trap*). En effet, la notion d'échelle est une construction sociale, on ne peut donc assumer que le concept de local comprend des qualités inhérentes de justice sociale et de durabilité environnementale (Born et Purcell, 2006 ; Hinrichs, 2003). Ce problème est aussi relevé par Dupuis et Goodman (2005), qui font appel à la vigilance du dualisme entre le local « vertueux et juste » et le mondial « mauvais et injuste ». Ils en suggèrent un « localisme réflexif » afin de sortir du cadre subjectif du piège du local. Par exemple, Hinrich (2003) soutient que la notion de relation spatiale du localisme est confondue avec celle de relation sociale où l'on suppose que les activités économiques ancrées sur un territoire impliquent obligatoirement des interrelations sociales éthiques.

Pourtant, le localisme comporte son lot d'inconvénients et de risques. Par exemple, il peut mener à une politique défensive de localisation, puisque le concept de « local » implique essentiellement l'inclusion, mais aussi l'exclusion de personnes, de lieux et de modes de vie particuliers (Hinrichs, 2003). D'un autre côté, le localisme s'exprime également par une prise de contrôle donnant plus de pouvoir dans une région et s'appuyant souvent sur les intérêts d'un petit groupe de personnes qui décidera de ce qui est le mieux pour tout le monde et dont on doit se conformer (DuPuis et Goodman, 2005 ; Harvey, 2000). Par ailleurs, cette situation peut entraîner une concurrence interrégionale improductive par rapport aux marchés mondiaux, sans compter qu'il peut s'arrimer à une logique de « glocalisation ». Plus précisément, la glocalisation est définie comme un double processus tel que (1) un phénomène local qui se globalise (localisme globalisé). Dimitrova (2005) donne en exemple l'avènement des restaurants-minute (*fast-food*) comme le McDonald qui, au départ, a évolué en contexte États-Unien, et dont la pratique, fondée sur les principes d'efficacité et de rapidité s'est répandue à l'échelle globale. À l'inverse, le deuxième processus (2) (globalisme localisé), consiste à l'adaptation de stratégie de vente de produits issus du global, aux consommateurs locaux par les multinationales (Dimitrova, 2005 ; Jourdan et Riley, 2013). Dans cet ordre d'idée, Dupuis et Goodman (2005) proposent que le « localisme réflexif » a le potentiel d'apporter des solutions basées sur une politique du respect et mettant de l'importance sur l'articulation d'un processus représenté par une diversité de personnes afin de travailler à changer la société tout en prenant en compte la façon dont les gens considèrent la notion de « bien vivre » et « bien manger ».

Pour revenir au concept d'« alternatif », plusieurs auteurs dénoncent cette pensée binaire et dualiste entre l'alternatif et le conventionnel (qui s'apparente au local vs global), et propose une vision plus nuancée de ces systèmes en leur attribuant la qualité d'hybride (Jarosz, 2008 ; Le Velly, 2017 ; Maye et Ilbery, 2006 ; Misleh, 2022). En effet, les SAA et le système alimentaire conventionnel ne sont pas des systèmes totalement séparés puisque même si les échanges économiques s'effectuant au sein des SAA sont empreints de confiance et de considération, l'objectif des entreprises privées demeure tout de même la génération de profits basée sur la logique des marchés où les stratégies économiques des SAA sont peu contestées (Misleh, 2022). Par exemple, les produits niches de type local, qui sont considérés comme une solution économique potentiel en région rurale par une offre locale et de qualité, s'insère dans le système conventionnel par le développement d'un espace particulier au sein du marché mondial, les rendant dépendants du système économique mondial (Maye et Ilbery, 2006 ; Misleh, 2022 ; Renting *et al.*, 2003). On pense notamment aux produits du terroir en Europe ou le sirop d'érable du Québec qui sont aussi un bel exemple de « glocalisation ».

Un autre exemple qui démontre le manque de critique envers les stratégies des SAA est celui de la conventionnalisation des SAA qui souvent se produit sous l'effet de leur « absorption » par les entreprises et leurs pratiques commerciales conventionnelles, ceci leur octroyant une meilleure légitimité en argumentant la responsabilité environnementale et/ou sociale (Raynolds, 2000). C'est le cas par exemple de l'agriculture biologique, qui, lors de l'émergence des SAA, était considérée comme une forme marginale de production alimentaire au même niveau que les circuits courts en alimentation étaient considérés comme une manière d'organisation différente du système alimentaire (Jarosz, 2008 ; Le Velly, 2017). Cette nouvelle façon de produire résonnait avec le concept d'altérité puisqu'elle se différenciait des méthodes de production industrielle et intensive de l'agriculture conventionnelle et proposait des aliments réputés pour leur qualité et produits selon des techniques respectueuses de l'environnement qui établissaient un lien de confiance entre les producteur·rice·s et les consommateur·rice·s (Le Velly, 2017). Cependant, en Californie, l'agriculture biologique a été récupérée par des acteur·rice·s de l'industrie agroalimentaire pour finalement orienter les stratégies vers une production industrialisée et à grande échelle, qui ignore les équilibres écologiques, les droits sociaux et délocalise les circuits de commercialisation (Guthman, 2004 ; Le Velly, 2017). Ainsi, le réencastrement social et environnemental de la production agricole, tel que poursuivent les initiatives de SAA, semblent nécessiter non seulement des produits alternatifs, mais aussi des liens de commercialisation alternatifs tout en gardant des modes de production alternatifs (Raynolds,

2000). C'est dans cette lignée des critiques que nous élaborons notre outil d'analyse des SAA dans le cadre de ce projet.

### 2.3 L'environnement alimentaire

Un autre concept qu'il est nécessaire de développer est celui de l'environnement alimentaire, une notion clé supportant nos données cartographiques des points alimentaires des deux cas à l'étude. Les environnements alimentaires étant caractérisés par le type d'aliments qu'ils offrent, il est important ici de spécifier les termes. Un environnement alimentaire qualifié de sain et nutritif est déterminé par un accès équitable à des produits alimentaires sains et nutritifs comme les fruits et légumes et les repas préparés sains et nutritifs (Rideout *et al.*, 2015). Ici, la notion d'équitable implique que les aliments sains (ayant moins de risques pour la santé) sont accessibles de façon égale à tous les types de ménage (faible, moyen et élevé). À l'opposé, un environnement obésogène est un milieu où les aliments sains sont plus difficiles d'accès et où les restaurants-minute occupent une grande proportion de l'environnement alimentaire. Ils sont souvent associés à un taux élevé du poids corporel dans la communauté/population (Rideout *et al.*, 2015).

La notion d'environnement alimentaire selon le modèle de Glanz *et al.* (2005) se détaille en plusieurs variables qui détermineront sa composition. Pour les besoins de ce mémoire, nous les avons classés selon leur relation avec les déterminants structureux (environnement alimentaire communautaire et organisationnel) et les caractéristiques individuelles (facteurs individuels du consommateur) qui conditionnent l'accessibilité alimentaire dans un quartier (Figure 2.2). Premièrement, l'environnement alimentaire communautaire, souvent à l'échelle du quartier, fait référence à la répartition des points alimentaires, leur nombre, leur type, leur emplacement et leur accessibilité spatio-temporelle (Glanz *et al.*, 2005). Ensuite, l'environnement alimentaire organisationnel se compose des sources d'alimentation reliées aux activités quotidiennes d'un ménage telles que la cafétéria de l'école et du travail ainsi que les points alimentaires fréquentés se trouvant sur le chemin d'un trajet quotidien, sans nécessairement être situé dans le même quartier. Nous tenons à mentionner que Rideout *et al.* (2015) apportent une autre interprétation du concept d'environnement organisationnel. Celui-ci est décrit comme étant les éléments qui caractérisent les installations de vente alimentaire dans les établissements comme les épiceries, les marchés, etc. Cette définition est à plus petite échelle et suggère que l'organisation physique des présentoirs d'aliments est une composante de l'environnement alimentaire. Finalement, nous retrouvons les facteurs individuels du consommateur qui réunissent les caractéristiques des éléments et des produits

consommés dans les points et commerces alimentaires fréquentés tels que la disponibilité, le coût, et la qualité des aliments (Brisebois et Audet, 2018). Ils déterminent ainsi le rapport à l'alimentation et aux SAA et sont associés aux caractéristiques individuelles qui permettent de comprendre l'accessibilité alimentaire.

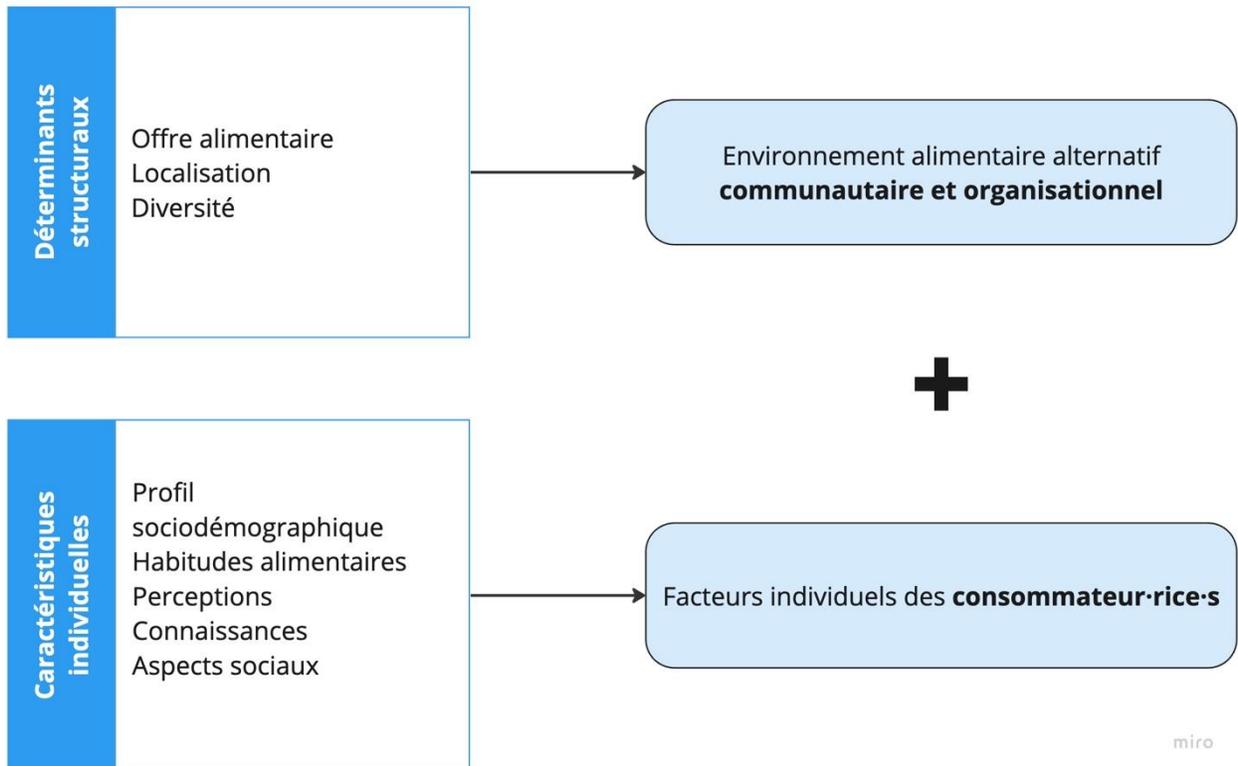


Figure 2.2 Cadre conceptuel de l'environnement alimentaire

Les études sur l'environnement alimentaire (communautaire) se concentrent davantage sur l'accès à des aliments sains tel que les fruits et légumes (Bertrand *et al.*, 2008 ; Dean et Sharkey, 2011 ; Drisdelle *et al.*, 2020). Certaines études révèlent par exemple qu'habiter dans un environnement alimentaire déséquilibré de type « marais alimentaire », c'est-à-dire, où l'accès à des aliments sains est plus difficile que celui aux restaurants-minute, aurait des effets nuisibles sur l'alimentation (Freedman *et al.*, 2013 ; Larson *et al.*, 2009). En effet, l'exposition aux restaurants-minute influencerait de façon négative les habitudes alimentaires, et ce, avec une prévalence chez les populations moins fortunées (Boone-Heinonen *et al.*, 2011 ; Drisdelle *et al.*, 2020).

Il est à noter que l'influence des variables du contexte sociale et géographique sur l'alimentation est généralement modérée par des caractéristiques individuelles telles que le profil sociodémographique, les habitudes alimentaires, les connaissances, etc. Par exemple, les contraintes économiques d'un ménage influenceront sa capacité à s'approvisionner dans un environnement alimentaire donné et limitera les endroits où se procurer les aliments (Kato et McKinney, 2015). De même que la vulnérabilité économique des ménages (souvent dû au faible capital financier) influencera leur résilience, c'est-à-dire la capacité à faire face aux imprévus dans le cadre de l'accès alimentaire (Hamelin *et al.*, 1998). Autrement, le niveau d'éducation était aussi une caractéristique à prendre en considération, sachant que les consommateurs des SAA sont généralement éduqués (capital culturel élevé) et issus de la classe moyenne (DuPuis et Goodman, 2005 ; Kato et McKinney, 2015). La prise en compte de l'âge, la composition du ménage ainsi que de l'origine ethnoculturelle avait aussi le potentiel de répondre à des questionnements concernant l'accès alimentaire dans une ville régionale vs dans une métropole étant donné les différences dans les données démographiques du recensement (Statistique Canada, 2017). Il y a donc des interactions entre les trois types d'environnement alimentaire qui composent les déterminants structurels conjugués aux caractéristiques individuelles de la population de chacune des villes.

En ce qui concerne les facteurs individuels des consommateur-riche-s, en Amérique du Nord, il semblerait que dans les milieux ruraux ainsi que ceux composés d'une population relativement homogène, les supermarchés offriraient une plus grande variété d'aliments, de meilleure qualité et souvent moins chère que dans les dépanneurs et petites épiceries (Drouin *et al.*, 2009 ; Pouliot et Hamelin, 2009). En ce qui concerne les travaux sur l'environnement alimentaire de zones urbaines composées d'une diversité ethnique plus importante, les résultats révèlent que les marchés d'alimentation de type indépendant comme les petits commerces alimentaires possédés par des communautés ethniques minoritaires offriraient une grande variété d'aliments à faible coût. Ces commerces possèdent donc un plus grand potentiel d'amélioration de la diversité et de l'accès alimentaire, notamment dans des quartiers immigrants, et ces aliments correspondent davantage aux préférences culinaires des résident-e-s (Bao *et al.*, 2020 ; Bertrand *et al.*, 2008 ; Bustillos *et al.*, 2009 ; Gordon *et al.*, 2011).

En résumé, les preuves sont modérées à l'appui de l'hypothèse selon laquelle les environnements alimentaires de quartier influencent la santé alimentaire (Caspi *et al.*, 2012 ; Drisdelle *et al.*, 2020) et la recherche est mitigée sur la question. Il en ressort que la recherche sur l'environnement alimentaire doit être soutenue par d'autres paramètres tels que l'expérience des personnes en matière d'accès à la

nourriture ainsi que l'accessibilité physique et financière à ces environnements alimentaires. Cette combinaison contribuerait à ainsi mieux comprendre la nature des obstacles liés à la consommation (Drisdelle *et al.*, 2020).

## 2.4 La sécurité alimentaire

Comme ce concept est central dans les politiques publiques à différentes échelles, allant des organismes multilatéraux aux gouvernements nationaux et locaux, il convient de rappeler comment il est défini chez ces organisations. La sécurité alimentaire, comme proposée par la FAO (2008), est composée de quatre dimensions importantes : la disponibilité des aliments, l'accès économique et physique des aliments, l'utilisation des aliments, et la stabilité des trois autres dimensions dans le temps. Au Canada, où on constata un nombre croissant de ménages ayant recours aux banques alimentaires, et ce, malgré la relance économique des années 1980-90 (Tarasuk, 2001), le gouvernement a mis en place le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire (1998) qui se basa sur la définition établie suite au Sommet mondial de l'alimentation. Pour ce qui est de l'insécurité alimentaire, elle désigne « un accès restreint, inadéquat ou incertain des personnes et des ménages à des aliments sains, nutritifs et personnellement acceptables, tant sur le plan de la quantité que sur celui de la qualité, pour leur permettre de combler leurs besoins énergétiques et de mener une vie saine et productive » (Tarasuk, 2001, p. 2).

Chez les scientifiques, la sécurité alimentaire aborde à la fois les dimensions quantitatives et qualitatives, c'est-à-dire qu'elle regroupe des problèmes d'alimentation d'ordre qualitatif et quantitatif tout en ajoutant le caractère de sur- et de sous-consommation dans les pays développés et en développement (Bruegel et Stanziani, 2004 ; Doyon et Klein, 2019 ; Kneafsey *et al.*, 2013 ; Sonnino, 2016). Actuellement, dans les pays du Nord, la sécurité alimentaire se définit comme l'accès physique et financier à l'alimentation de qualité en quantité suffisante (Doyon et Klein, 2019 ; Sonnino, 2016). De leur côté, Touzard et Fournier (2014) utilisent le terme de sécurisation alimentaire qui décrit un processus passant de l'insécurité à la sécurité alimentaire en mettant en œuvre des actions sur plusieurs dimensions, visant la sécurité alimentaire. Afin de prendre en compte des besoins et préférences alimentaires diversifiés d'une population, cette définition comprend aussi le développement d'une offre alimentaire « suffisante, sûre et nutritive » par un accès assuré à une offre alimentaire adéquate (Touzard et Fournier, 2014, p. 2). Ces définitions, dont certaines ont évolué au cours du temps en s'adaptant aux nouvelles réalités misent à jour tel que les problèmes d'insécurité dans les pays du Nord, partagent des caractéristiques communes qui démontrent l'importance à accorder à la conceptualisation de la sécurité alimentaire. D'une part,

l'accessibilité physique et financière est au cœur des préoccupations sur la sécurité alimentaire, d'autre part, une grande importance est accordée à la qualité nutritive de ces aliments, leur quantité et leur disponibilité.

En somme, la conceptualisation de la sécurité alimentaire nécessite d'employer un outil analytique, un concept plus opérationnalisable. Dans le cadre du projet, nous avons opté pour la notion de l'accessibilité aux aliments nutritifs, car elle est multidimensionnelle et permet de se pencher sur l'environnement alimentaire ainsi que des systèmes alimentaires spécifiques, les SAA dans notre cas.

## 2.5 L'accessibilité alimentaire et le cadre conceptuel de Freedman *et al.* (2013)

Le concept d'accessibilité alimentaire est issu de celui élaboré par Penchansky et Thomas (1981) qui proposait un modèle à plusieurs dimensions permettant d'évaluer l'accès aux soins de santé pour la communauté. Il se résume en cinq dimensions : la disponibilité, l'accessibilité, la commodité, l'abordabilité et l'acceptabilité. L'application de ce cadre conceptuel dans l'accessibilité alimentaire à des aliments sains et nutritifs a contribué dans la recherche sur la sécurité alimentaire visant à évaluer de la composition de l'environnement alimentaire dans un quartier pour ainsi faire des liens avec les habitudes alimentaires (Caspi *et al.*, 2012). Comme indiqué précédemment, l'accessibilité est une notion clé dès lors qu'il est question de l'environnement alimentaire dans un quartier/une ville (Robitaille *et al.*, 2014).

L'outil d'analyse qui nous a servi dans l'examen des résultats qualitatif est le cadre multidimensionnel sur l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs conçu par Freedman *et al.* (2013) (Figure 2.3). Le développement de ce modèle conceptuel basé sur des réponses qualitatives des consommateur·rice·s avait comme premier objectif d'assister le domaine de la recherche par un cadre mesurant et précisant les facteurs liés à l'accès alimentaire. Le deuxième objectif, lié à la formulation des politiques alimentaires, portait sur les directions à prendre afin de favoriser l'accès alimentaire. Il se détaille en cinq dimensions : l'accès économique, l'accès spatio-temporel, l'accès lié au service et l'accès social et personnel (Figure 2.4).

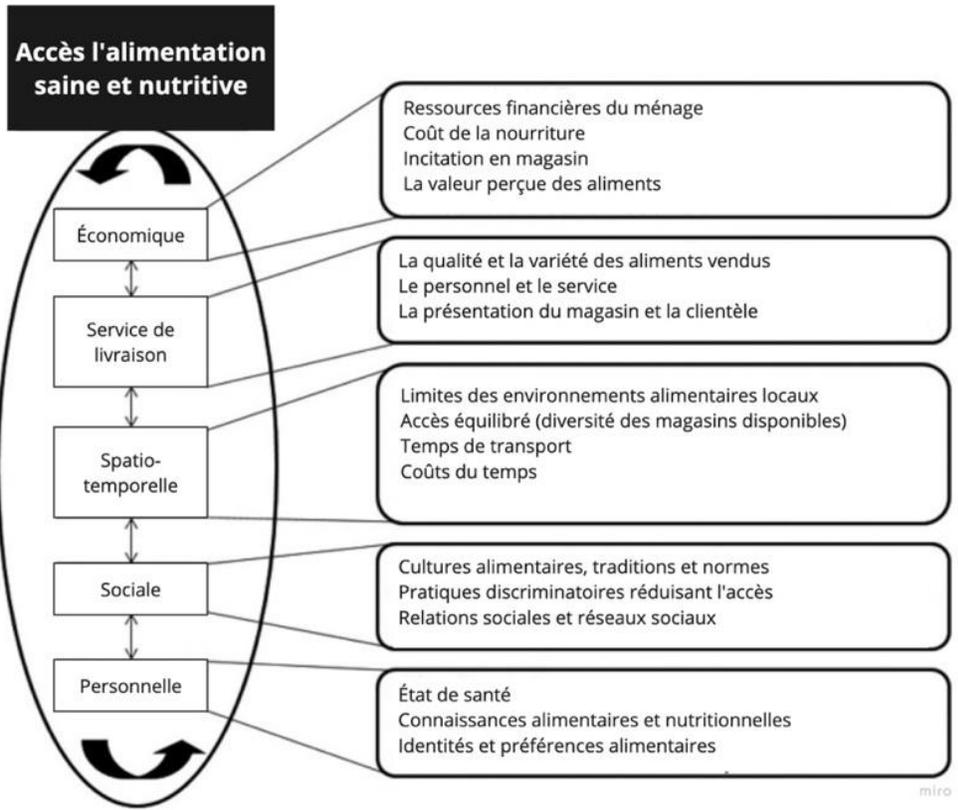


Figure 2.3 Cadre multidimensionnel sur l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs selon Freedman et al. (2013) (notre traduction)

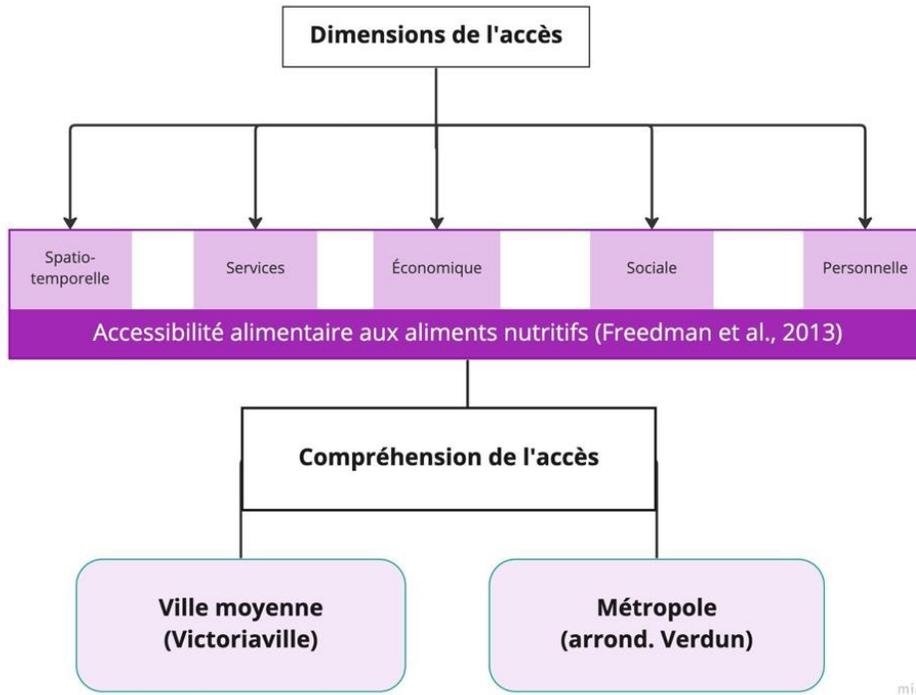


Figure 2.4 Cadre d'analyse de l'accessibilité alimentaire

### 2.5.1 Dimensions liées à l'accès économique

Si l'on s'attarde à l'expérience vécue de l'insécurité alimentaire de façon individuelle, le facteur économique est un déterminant majeur dans la consommation d'aliment de qualité en quantité suffisante (Drisdelle *et al.*, 2020 ; Freedman *et al.*, 2013). En effet, les contraintes économiques priment notamment sur les contraintes spatiales ou temporelles pour dicter la source d'achat alimentaire en ce qui concerne les aliments de qualité tels les fruits et légumes (Bertrand *et al.*, 2008 ; Drisdelle *et al.*, 2020 ; Kato et McKinney, 2015). Dans la littérature, la mesure de l'accès économique alimentaire se fait essentiellement de manière quantitative, c'est-à-dire que l'évaluation de la valeur monétaire des produits alimentaires est combinée au revenu disponible des ménages d'une zone géographique de proximité, un outil surtout appliqué dans l'identification de déserts alimentaires (Robitaille *et al.*, 2014).

Néanmoins, dans le cadre de cette étude, la dimension économique s'appuie sur une évaluation qualitative de la valeur perçue des aliments achetés dans les SAA, une mesure importante puisque ces impressions ont des conséquences sur la consommation de produits de qualité tels que les fruits et légumes qui sont considérés comme plus dispendieux de prime abord (Bertrand *et al.*, 2008 ; Freedman *et*

*al.*, 2013 ; Kato et McKinney, 2015). Comme Freedman *et al.* (2013), l'objectif relié à cette dimension est de mettre en relation le revenu des ménages avec la valeur perçue des produits afin de mieux saisir les enjeux reliés à leur accessibilité.

### 2.5.2 Dimensions liées à l'accès spatio-temporel

Un second facteur qui est relevé dans l'accès alimentaire est celui qui concerne la mobilité des consommateurs et les distances qui les séparent des points alimentaires contenus dans l'environnement alimentaire communautaire. En effet, les contraintes de mobilité de distance conduiraient à une consommation moins grande de fruits et légumes (Drisdelle *et al.*, 2020). Dans cette dimension, le temps et l'espace sont interreliés. Premièrement, la composante spatiale qui se définit par la relation entre l'environnement alimentaire communautaire et la localisation des consommateur·rice·s. De façon plus précise, elle se réfère à l'accessibilité géographique, une mesure exprimée essentiellement en termes de distance et de temps de transport, d'où le chevauchement avec la composante temporelle (Robitaille *et al.*, 2014). D'ailleurs, cette deuxième composante, le temps, est une notion importante dans le cadre de cette étude puisqu'elle est associée aux heures d'ouverture, à la disponibilité des produits offerts dans les SAA ainsi qu'à leur saisonnalité. La temporalité comprend aussi les conditions de planification et de préparation (pour cuisiner) des produits alimentaires frais qui sont vendus dans les SAA telles que les fruits et légumes (Kato et McKinney, 2015).

### 2.5.3 Dimensions liées aux services

Cette dimension, dont les sous-composantes n'ont pas servi à l'analyse, se concentre sur la qualité, la variété et la disponibilité des aliments. Comme stipulé précédemment, malgré leur prix plus élevé, l'offre d'aliments variés et de qualité est un facteur déterminant dans les objectifs des SAA (Enthoven et Van den Broeck, 2021). Ces notions centrales sont conjuguées à l'environnement alimentaire du consommateur selon Glanz *et al.* (2005) qui comprend la disponibilité, le coût et la qualité et la variété des aliments par rapport aux choix individuels des consommateur·rice·s (Brisebois et Audet, 2018).

### 2.5.4 Dimensions liées à l'accès social et personnel

Pour terminer, des facteurs d'ordre socioculturel tels que les traditions familiales et les rapports sociaux dans la communauté et avec les représentants des SAA sont en partie responsables des choix et des habitudes alimentaires. Notons aussi que des formes d'injustices liées à la race, la classe, le sexe et la situation géographique procurent un accès différencié aux aliments nutritifs (Freedman *et al.*, 2013). Ces

composantes sont déterminées par le capital social, un élément sur lequel misent les SAA afin de se démarquer du système industriel uniformisateur et sans visage (DuPuis et Goodman, 2005). Le capital social fait référence aux liens sociaux entre les individus qui favorisent l'accès à l'information et à d'autres ressources, un lien social inaccessible ou inexistant devient une contrainte pour certain·e·s consommateur·rice·s dans l'accès aux SAA (Kato et McKinney, 2015).

Parmi les dimensions personnelles se trouvent des facteurs d'ordre personnel, dont les valeurs associées aux choix alimentaires, ainsi que les savoirs et l'expérience en alimentation qui conditionneront les pratiques alimentaires. Ces éléments qui déterminent le capital humain, sont une composante importante et réfèrent au bagage de connaissances d'une personne lui permettant d'effectuer un choix que l'on qualifiera d'« éclairé » (ou informé) et d'avoir les capacités de varier et d'expérimenter d'autres produits (Kato et McKinney, 2015).

## 2.6 Conclusion

En conclusion, dans ce chapitre, nous avons dressé le cadre conceptuel et d'analyse sur lequel s'appuie le travail de recherche en essayant de rester critique sur les concepts venant de la littérature. Parmi les cinq dimensions de l'accès aux aliments sains et nutritifs, l'accès spatio-temporel et de services sont largement déterminés par l'environnement alimentaire communautaire. Les dimensions sociales et personnelles sont davantage liées à l'environnement des consommateur·rice·s. La dimension économique est déterminée à la fois par l'environnement communautaire et celui du consommateur ou de la consommatrice. (Figure 2.5)

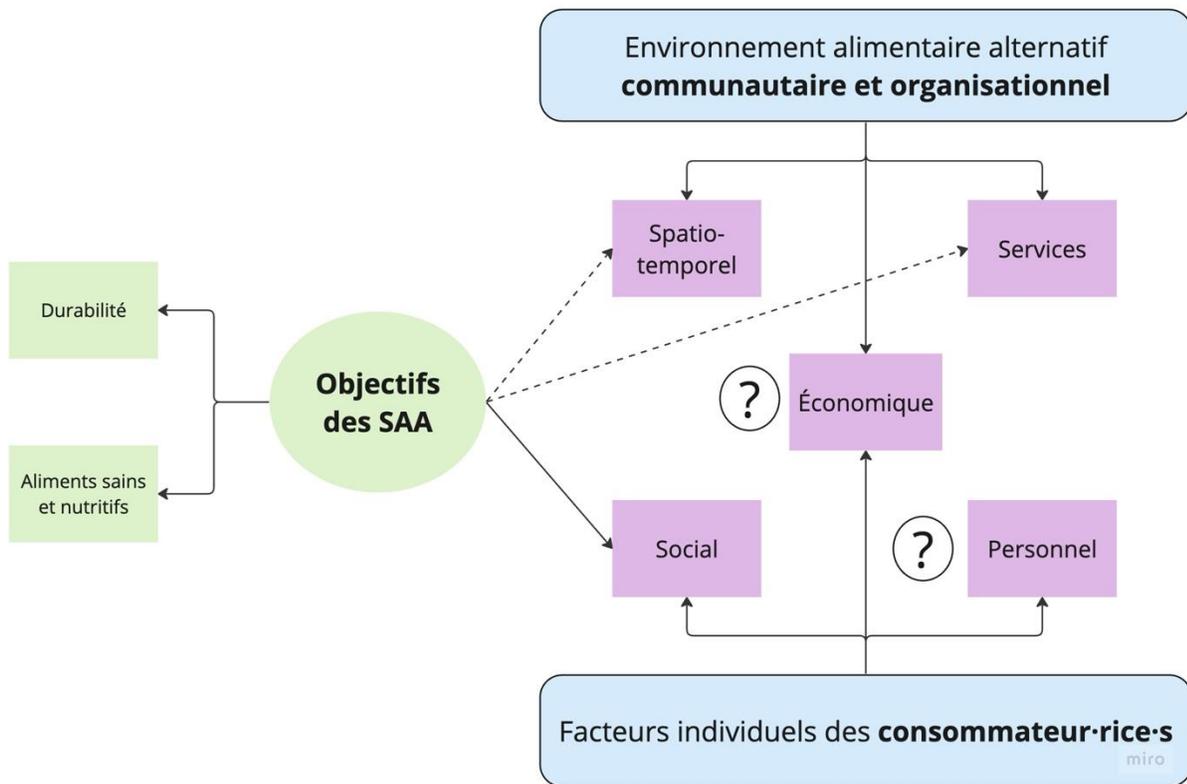


Figure 2.5 Schéma conceptuel réunissant tous les concepts

Nous présentons, dans le prochain chapitre, l'article scientifique qui a été produit sous le même cadre conceptuel. L'article qui suit a été publié à *Canadian Geographies/Géographies canadiennes*, une revue scientifique publiant des articles scientifiques d'actualité en géographie et qui s'attarde sur des sujets qui sortent du cadre et défendent la justice sociale tout en restant critique en matière sociale, scientifique et technique (*Géographe canadien, Le / The Canadian Geographer | Association canadienne des revues savantes*, s. d.). Cet article sera publié dans un numéro spécial ayant pour titre « Revisiter les petites et moyennes villes au Canada : vieilles questions, nouveaux enjeux ». L'objectif de ce numéro consiste à démontrer les impacts du contexte urbain sur les systèmes, mais aussi à révéler comment les systèmes urbains contribuent à mieux distinguer les villes moyennes de la métropole. Notre article, par sa contribution sur l'accessibilité aux systèmes alimentaires alternatifs en contexte urbain différencié, permet de combler certaines lacunes dans la recherche à ce sujet. À cet égard, dans l'article, nous tentons de répondre à nos objectifs d'une part concernant l'impact des contextes urbains sur l'accessibilité alimentaire alternatif, et d'autre part en portant une attention particulière aux effets des systèmes alimentaires urbains, leurs conditions géographiques et les relations sociales qui les relient à la population résidente.

## CHAPITRE 3

### SE NOURRIR AUTREMENT : QUELLE DIFFÉRENCE DANS L'ACCÈS AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES ALTERNATIFS SELON LA TAILLE DE LA VILLE ET SES CONDITIONS GÉOGRAPHIQUES

**Se nourrir autrement : quelle différence dans l'accès aux systèmes alimentaires alternatifs selon la taille de la ville et ses conditions géographiques ??**

**Co-auteurs :**

Mérodie Cantin Lafrance

Candidate à la maîtrise en sciences de l'environnement

Chaire de recherche sur les petites et moyennes villes en transformation, ESG-UQÀM

Institut des sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal,

Université du Québec à Montréal

Pavillon Président-Kennedy, local PK-2610

201, avenue du Président-Kennedy,

Montréal, Québec, Canada, H2X 3Y7

[cantin-lafrance.melodie@courrier.uqam.ca](mailto:cantin-lafrance.melodie@courrier.uqam.ca)

Thi-Thanh-Hièn Pham

Professeure agrégée

Chaire de recherche du Canada sur les petites et moyennes villes en transformation, ESG-UQÀM

Département des études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal.

315 rue Sainte-Catherine Est,

Montréal, Québec, Canada, H2X 3X2

[pham.thi\\_thanh\\_hien@uqam.ca](mailto:pham.thi_thanh_hien@uqam.ca)

**Remerciements**

Nous remercions Alexandre Rocheleau et Edith Poudrier pour leur assistance durant les collectes de données à Victoriaville et à Verdun.

### 3.1 Résumé

Les systèmes alimentaires alternatifs (SAA), reconnus pour leurs circuits alimentaires réduits, aux retombées positives pour la santé, l'environnement et les communautés locales, offriraient une alternative au système conventionnel en aliments de qualité. Cependant, plusieurs études s'interrogent sur l'accessibilité aux SAA, notamment quand l'insécurité alimentaire persiste dans de nombreuses communautés en Amérique du Nord. Cet article étudie l'accessibilité aux SAA chez les populations à plus faible revenu en prenant en compte le contexte urbain, notamment l'environnement alimentaire et la proximité aux zones de production. Utilisant les cas d'un arrondissement de Montréal et de la ville moyenne de Victoriaville (Québec), nous avons employé une méthodologie mixte combinant la cartographie, l'observation de l'environnement alimentaire ainsi que des entretiens semi-dirigés. Nous montrons que le prix des SAA est influencé par des facteurs propres à chaque territoire tels que la temporalité, les rapports aux aliments et à l'agriculture et la proximité des producteur·rice·s. Les deux cas se distinguent également par leur façon de (re)connecter aux producteur·rice·s agricoles. Ces résultats pourraient contribuer à optimiser les politiques publiques qui misent sur l'accès à des aliments de qualité et ainsi rendre les SAA plus accessibles.

Mots-clés : Circuits courts, environnement alimentaire, villes petites et moyennes, accessibilité aux aliments nutritifs

Messages clés :

- L'accessibilité aux systèmes alimentaires alternatifs varie chez les populations à faible revenu selon le contexte géographique, notamment en fonction de la taille des villes et de la composition de la population.
- Le prix des SAA est influencé par des facteurs propres à chaque territoire tels que la temporalité, les rapports aux aliments et à l'agriculture et la proximité des producteur·rice·s, du moins en contexte québécois.
- Nous proposons de miser sur les avantages qu'apportent les relations sociales dans les SAA et de prendre en compte des particularités géographiques et démographiques des villes dans les politiques alimentaires.

### 3.2 Introduction

Dans cet article nous prenons les systèmes alimentaires, plus particulièrement les systèmes alternatifs, comme point d'entrée pour comprendre les villes moyennes. Les systèmes alimentaires alternatifs (SAA) ont émergé depuis les années 1990 comme une alternative en approvisionnement alimentaire souvent localisée, en opposition au système globalisé de l'industrie agroalimentaire (Bos et Owen, 2016 ; DuPuis et Goodman, 2005 ; Mundler et Laughrea, 2016). En effet, les SAA ont la réputation de fonctionner sur une chaîne alimentaire plus réduite dont les retombées auraient des effets positifs sur la santé (produits sains et nutritifs)(Venn *et al.*, 2006), l'environnement (réduction des transports et techniques de production plus durables) (Enthoven et Van den Broeck, 2021) et les communautés locales (réencastrement social et spatial) (Mundler et Laughrea, 2016). Par conséquent, ils ont le potentiel de contribuer à augmenter la qualité de l'offre alimentaire dans les villes (petites, moyennes ou grandes) des pays du Nord qui sont aux prises avec une problématique d'insécurité alimentaire. Celle-ci est souvent déterminée par le niveau d'accès physique et financier à une alimentation saine et nutritive dans des milieux urbains défavorisés qualifiés de déserts alimentaires (Robitaille et Bergeron, 2013). Certes, il reste des lacunes de connaissances sur la contribution des SAA à combattre l'insécurité alimentaire, notamment afin d'assurer une sécurité alimentaire équitable ainsi qu'un futur écologiquement soutenable.

Premièrement, la contribution des SAA à la sécurité alimentaire, en examinant l'accès à leur offre alimentaire saine et nutritive, demeure peu explorée dans les villes canadiennes. Pourtant, une littérature abondante sur l'accès géographique et financier et une riche documentation existe sur les déserts alimentaires (McKinnon *et al.*, 2009 ; Pham *et al.*, 2023). Néanmoins, la finalité de cette approche conduit généralement à l'ajout et la répartition spatiale et uniforme de supermarchés, une solution qui occulte d'autres facteurs plus complexes liés à la mauvaise alimentation (Apparicio *et al.*, 2007), et qui réduit ainsi l'accès à la nourriture à une proximité géographique qui ignore les facteurs structurants de la mobilité et du pouvoir d'achat (Miewald et McCann, 2014). Comme le mentionnent plusieurs scientifiques (Bedore, 2013 ; Caspi *et al.*, 2012 ; McKinnon *et al.*, 2009), les données de nature qualitative exposeraient des facteurs clés dans la relation entre les consommateurs et leur environnement alimentaire. Il est donc nécessaire d'apporter de nouvelles données sur la perception de la population sur l'alimentation puisque l'accessibilité alimentaire comprend une diversité de facteurs personnels et sociaux qui ne peuvent être mis de côté (Gallani, 2020).

Deuxièmement, les études sur l'accès à l'alimentation se sont surtout concentrées dans les grandes villes telles que Montréal (Apparicio *et al.*, 2007 ; Gallani, 2020 ; Pham *et al.*, 2023). Pourtant, le Québec est composé de seulement quinze villes qualifiées comme des grandes villes par Bruneau (2000). Ce classement reste d'actualité car bien qu'il n'y ait pas de classement officiel des villes, le caucus des grandes villes, formé par l'Union des Municipalités du Québec, est composé de dix villes ayant 100 000 habitants et plus (Union des municipalités du Québec, s. d.). Il manque de connaissances sur les systèmes alimentaires dans les petites et moyennes villes en général et sur le rôle du contexte urbain sur l'accès aux SAA et leur offre alimentaire en particulier. Parmi les quelques études sur ce sujet, mentionnons Dean et Sharkey (2011) qui montrent que les distances à parcourir vers les points alimentaires sont plus espacées dans les petites villes en milieux ruraux comparativement aux grandes villes. En effet, l'aménagement territorial ceinturant certaines de ces villes repose sur la protection d'espaces naturels et de terres agricoles afin de limiter l'étalement urbain (Desjardins et Estèbe, 2019). Ainsi, ces villes de région ont concentré leur économie dans des secteurs plus traditionnels tels que l'agroalimentaire, conservant une proximité avec les producteur-riche-s de la région. Par conséquent, approfondir les connaissances et comprendre ce qui distingue la relation unissant les SAA à une ville moyenne et à un arrondissement montréalais s'avèrent nécessaire pour la formulation de politiques alimentaires mieux adaptées au contexte local. En revanche, les connaissances sur les systèmes alimentaires peuvent enrichir la théorisation de l'urbain et ainsi des petites et moyennes villes (Rickards *et al.*, 2016).

Troisièmement, en ciblant les systèmes alimentaires à circuits courts et locaux, plusieurs chercheur-se-s ont souligné le manque de regards critiques sur ces dites « alternatives », qui exigent de prendre en compte le contexte politico-économique qui entoure les systèmes alimentaires en général et les SAA en particulier (Misleh, 2022). Ce modèle prisé de SAA éclipse le piège du localisme (Born et Purcell, 2006) qui implique inévitablement l'inclusion et l'exclusion d'une partie de la population, de certains endroits et de certains modes de vie (DuPuis et Goodman, 2005). Mettre trop d'emphasis sur le localisme qui distingue les SAA, risque de favoriser les mêmes acteurs et actrices dominant-e-s dans les systèmes alimentaires qui veulent maintenir le *statu quo* des systèmes actuels (Cleveland *et al.*, 2015). Pour ces raisons, Misleh (2022) propose de poser un regard critique sur l'aspect local des SAA et explique comment l'essence néolibéraliste de ces systèmes est fondée sur la logique du marché, malgré l'apparence d'opposition aux marchés conventionnels (épiceries, supermarchés). Ainsi, les SAA font face à des défis comme l'accès à la terre, un faible engagement du public et la dépendance au travail bénévole (Canal Vieira *et al.*, 2021).

Cette étude tente de combler ces lacunes avec l'objectif principal de comprendre l'accessibilité des SAA dans des contextes urbains différents selon une approche qualitative. Notre question de recherche est la suivante : comment la population évalue-t-elle l'accessibilité aux SAA dans des villes ayant des tailles démographiques et conditions géographiques différentes ? Nous prenons donc deux contextes urbains comme cas d'étude, soit un arrondissement de Montréal (Verdun) et une ville moyenne (Victoriaville).

### 3.3 Cadre conceptuel : systèmes alternatifs et accessibilité aux aliments

#### 3.3.1 Les systèmes alimentaires alternatifs

Les termes associés aux SAA dans la littérature sont nombreux, certains font référence à la structure de la chaîne d'approvisionnement (circuits courts ou *short food supply chain*) (Chiffolleau et Paturel, 2016), tandis que d'autres reflètent la relocalisation et la resocialisation des systèmes alimentaires (systèmes alimentaires locaux) (Cleveland *et al.*, 2015). Autrement, on retrouve aussi une catégorie à part qui est déterminée par les objectifs sociaux et communautaires comme les systèmes d'aide alimentaire (Galli *et al.*, 2019).

Parmi les concepts liés aux systèmes alimentaires, celui d'« alternatif » propose une nouvelle façon de créer des liens entre les étapes de la chaîne alimentaire, reposant en presque totalité sur le modèle de production et de consommation de type local (Born et Purcell, 2006 ; DuPuis et Goodman, 2005 ; Jarosz, 2008). L'ensemble des principes qui les particularisent (qualité des produits, enracinement au territoire et rapprochement entre les acteur-riche-s) est vu comme un opposant potentiel au système globalisé et conventionnel, ainsi qu'une façon de déplacer le pouvoir vers les systèmes locaux qui seraient plus enclins à la transmission de valeurs sociales et environnementales (DuPuis et Goodman, 2005).

Néanmoins, il existe des différences selon les pays dans la définition du concept. Par exemple, Deverre et Lamine (2010) démontrent que les SAA en France et en Italie établissent de fortes relations entre la production agricole et la gastronomie. En Amérique du Nord, ils seraient caractérisés par des initiatives à vocation sociale, ayant des objectifs de réduction de l'insécurité alimentaire des communautés (*ibid.*). Ainsi, les SAA offrent des produits et services modulés par une certaine confiance et une réciprocité entre les consommateur-riche-s et le producteur-riche-s (Venn *et al.*, 2006). Similairement, en Grande-Bretagne, les SAA sont décrits comme l'ensemble des productions locales offrant des aliments de qualité et qui se caractérise la plupart du temps par une proximité sociale et physique entre producteur-riche et consommateur-riche (Deverre et Lamine, 2010).

D'autres auteurs y ont ajouté des caractéristiques organisationnelles ou sociologiques. D'une part, Venn *et al.* (2006) les décrit comme une réorganisation du système alimentaire qui permettrait une redirection vers des modèles à circuits plus courts offrant des aliments de base locaux. D'autre part, Bos et Owen (2016) utilisent le cadre conceptuel de reconnexion dans l'étude des SAA, que Dowler (2010) décrit comme étant un rapprochement des différents éléments du système alimentaire. Ce cadre sert à analyser les relations sociales issues d'échanges sur internet entre producteur-rice-s et consommateur-rice-s (notamment par les infolettres), mettant en lumière la notion de reconnexion virtuelle, qui permet d'élargir l'accès aux SAA sans pour autant prétendre remplacer la connexion « réelle » (Bos et Owen, 2016). Autrement, les SAA sont représentés par une multitude de typologies, soit les marchés de saisonniers, les ventes directes à la ferme ou par l'entremise de fermier-ère-s de famille, les jardins communautaires, mais aussi certains commerces alternatifs de produits locaux et de façon plus nuancée, certains organismes œuvrant en sécurité alimentaire et en récupération d'aliments. Dans cet article, nous traiterons principalement des systèmes alimentaires locaux et des circuits courts en approvisionnement.

### 3.3.2 L'environnement alimentaire en milieu urbain

Afin de répertorier les typologies de SAA sur un territoire, il est important de référer à une autre notion, soit l'environnement alimentaire, un facteur déterminant de l'accès et de la qualité nutritive ayant des retombées importantes sur les comportements alimentaires des ménages (Gittelsohn *et al.*, 2008). Ce concept développé par Glanz *et al.* (2005), se détaille en trois composantes : (1) l'environnement alimentaire communautaire qui se situe souvent à l'échelle du quartier, englobe la localisation et l'accessibilité temporelle/spatiale des points alimentaires (dans notre cas les SAA), (2) l'environnement du consommateur ou de la consommatrice, qui comprend les produits accessibles tels que leur disponibilité, leur variété, leur qualité et leur prix, ainsi que l'accès aux informations sur les produits et (3) l'environnement organisationnel qui fait appel à l'organisation des activités du ménage liées à l'alimentation.

Dans le cadre de cette étude, la cartographie des SAA additionnée des observations nous permettait de mettre en lumière l'environnement alimentaire communautaire tel qu'il est conceptualisé par Glanz *et al.* (2005). Ensuite, les entrevues avec des personnes consommant dans les SAA nous apportaient des réponses sur l'environnement alimentaire des consommateur-rice-s et l'environnement alimentaire organisationnel. Nous remarquons des chevauchements conceptuels entre l'environnement alimentaire et l'accessibilité alimentaire, ils seront élaborés ci-dessous.

### 3.3.3 L'accessibilité aux alimentaires nutritifs : un cadre multidimensionnel

Utilisant le concept de l'accessibilité aux aliments nutritifs, nous espérons apporter de nouveaux regards critiques sur les SAA (circuits courts, locaux). Le concept d'accessibilité, au départ, a été développé par Penschansky et Thomas (1981) dans le but d'évaluer l'accès aux soins de santé selon cinq critères : la disponibilité, l'accessibilité (spatiale), l'abordabilité (économique), l'acceptabilité et la commodité. Capsi *et al.* (2012) a adapté ce modèle dans son étude sur la relation entre l'environnement alimentaire et l'alimentation dans la littérature. Ce cadre conceptuel a été appliqué dans l'analyse de l'accès géographique aux commerces alimentaires dans plusieurs études basées sur des données quantitatives, dont celle, au Québec, effectuée par l'INSPQ (Robitaille et Bergeron, 2013), afin de localiser les déserts alimentaires. À partir de données qualitatives colligées auprès des consommateur·rice·s d'aliments, Freedman *et al.* (2013) ont développé un premier modèle multidimensionnel sur l'accès à des aliments sains détaillé en cinq dimensions : l'accès économique, l'accès aux services, l'accès spatio-temporel, l'accès social et personnel. Il importe à mentionner que les cinq dimensions sont interreliées.

L'accès économique est généralement mesuré de façon quantitative dans les études sur les déserts alimentaires par l'évaluation des prix des produits corrélée au revenu disponible des consommateur·rice·s d'un secteur (Robitaille et Bergeron, 2013). Ici, la notion de prix est associée à la valeur perçue des aliments (Freedman *et al.*, 2013) qui est généralement plus élevée dans les SAA (Kato et McKinney, 2015). L'accès économique comprend aussi la dimension du revenu des ménages. La perception du prix d'un produit de « bonne qualité » est mise en relation avec le revenu du ménage pour ainsi y déterminer l'accessibilité économique.

La dimension liée aux services est en relation avec l'environnement alimentaire des consommateur·rice·s d'après Glanz *et al.* (2005), qui comprend la qualité (fraîcheur, provenance et innocuité des aliments) et la variété des aliments vendus. Elle indique donc l'accès à des produits variés et de qualité, dans des installations intéressantes. Quant à la dimension spatio-temporelle, l'aspect « spatial » fait référence à l'accessibilité géographique décrite par Robitaille *et al.* (2014): la relation entre la localisation des commerces et des consommateur·rice·s, aspect relevant aussi de l'environnement alimentaire (Gittelsohn *et al.*, 2008). L'aspect « temporel » de la dimension fait référence à l'accessibilité en ce qui concerne les heures d'ouvertures des magasins, influencées par la disponibilité et la saisonnalité des produits. Elle met aussi en évidence le temps consacré à la planification et la préparation des aliments frais issus des SAA (Kato et McKinney, 2015).

Enfin, la dimension sociale et personnelle expose d'une part les facteurs socioculturels qui influencent l'accès comme les habitudes alimentaires familiales et culturelles, ainsi que des formes de discrimination qui sont basées sur la race, la classe, le sexe et la situation géographique. D'autre part, il met en évidence les facteurs personnels tels que les valeurs de choix alimentaires, les informations alimentaires et sur la santé (Freedman *et al.*, 2013). Par conséquent, le capital social (relations) et le capital humain (préférences individuelles et connaissances) sont d'importants déterminants dans l'accès aux aliments sains et nutritifs offerts dans les SAA (Kato et McKinney, 2015). Le capital social sur lequel misent les SAA implique également une relation entre consommateur·rice·s et producteur·rice·s et la création d'un réseau social autour du système alimentaire. Le capital humain, quant à lui, influencera les décisions concernant les choix entre les SAA et les systèmes conventionnels, ou parmi les produits offerts par les SAA.

### 3.4 Méthodologie

Notre méthodologie est basée sur une étude de cas comparative et comprend l'utilisation d'une approche mixte introduisant la cartographie, l'observation et l'entrevue semi-dirigée. L'étude de cas de type comparative nous permet d'examiner le rapport de cause à effet du phénomène observé en lien avec d'autres facteurs et d'expliquer l'impact du contexte sur un phénomène (Goodrick, 2014)

#### 3.4.1 Choix de cas comparatifs

La sélection des deux cas est basée sur les données sociodémographiques du recensement de 2016 de Statistique Canada (2017). Plus spécifiquement, chaque ville devait contenir une démographie entre 20 000 et 70 000 individus, critère établi selon la démographie des villes moyennes d'après Bruneau (2000), bien que ces seuils varient considérablement entre les pays (Wagner et Growe, 2021). Ces villes, mises à part être un territoire peu étudié, devaient aussi contenir : (1) plusieurs initiatives alimentaires alternatives sur leur territoire, (2) une diversité d'actions locales visant à contrer l'insécurité alimentaire et (3) un profil sociodémographique similaire dans les taux de chômage et de faibles revenus. Après avoir sélectionné les deux cas parmi la dizaine d'arrondissements et de villes moyennes au Québec, nous avons effectué un recensement de l'environnement alimentaire alternatif et des actions visant à contrer l'insécurité alimentaire. Nous avons finalement choisi l'arrondissement Verdun (Montréal) et la ville de Victoriaville (Figure 3.1).

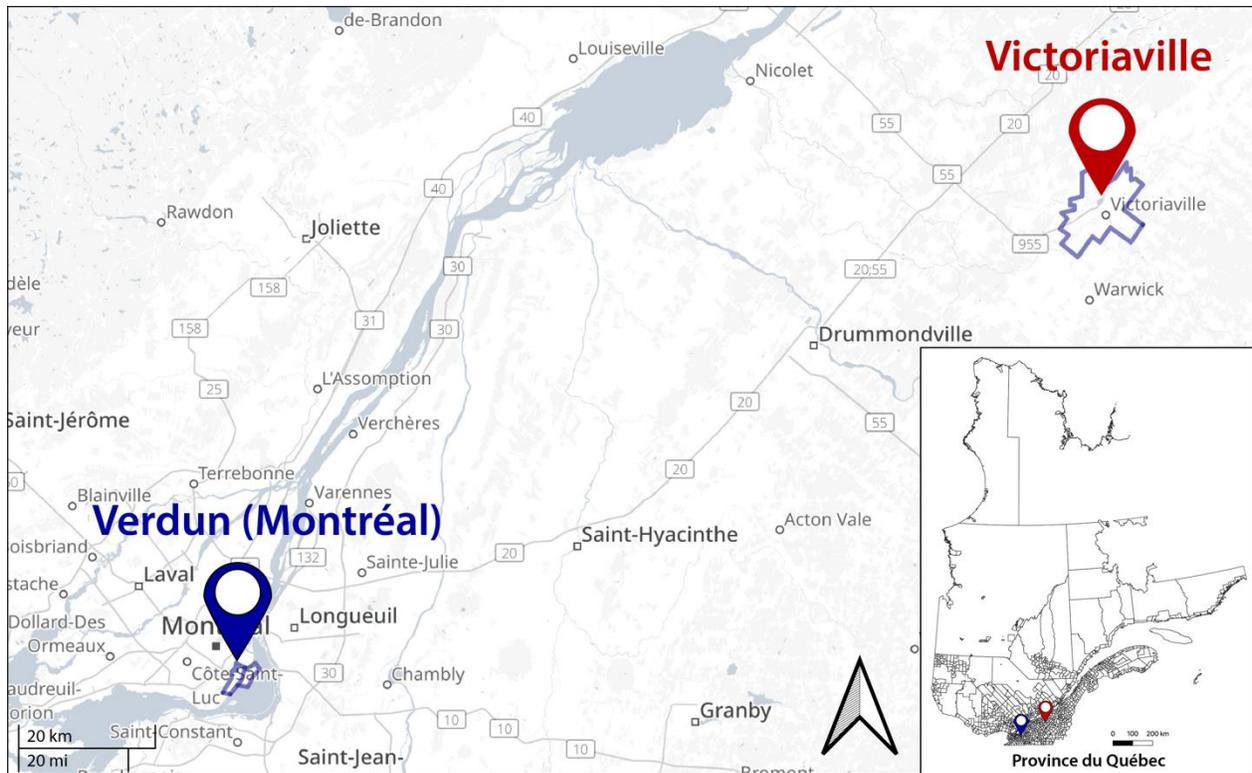


Figure 3.1 Localisation des deux sites sur la carte du Québec. (Source : uMap, (n.d.))

Victoriaville (46 130 individus, en 2016) se trouve dans la municipalité régionale de comté (MRC) d'Arthabaska, située dans la région administrative du Centre-du-Québec. Cette ville, dont le secteur agroalimentaire est l'un des plus importants employeurs de la région avec ses larges zones agricoles, est aussi considérée comme le « berceau du développement durable au Québec » puisque les contributions des milieux institutionnels et privés dans ce sens datent des années 1970 (Arsenault, 2018). C'est aussi dans cette ville moyenne que l'on retrouve le plus grand centre de formation et de recherche en agriculture biologique au Canada, affilié au Cégep de Victoriaville et à l'Institut national d'agriculture biologique (INAB).

L'arrondissement de Verdun (69 229 individus) se trouve dans le sud-ouest de la Ville de Montréal. Il est connu pour ses quartiers ouvriers du début du XX<sup>e</sup> siècle aux abords d'un canal. L'arrondissement ne contient aucune terre pour la production agricole, mais possède plusieurs points de distribution alimentaire dits « alternatifs ». Par exemple, l'organisme CAUS (Coopérative de solidarité Abondance Urbaine Solidaire) travaille à redonner accès à une alimentation saine et locale dans le quartier en reconnectant les acteurs du milieu.

Les deux milieux se ressemblent sur le plan du revenu annuel des ménages, de l'âge de la population et du chômage. Quelques différences existent entre les deux sites : la population de l'arrondissement de Montréal est plus scolarisée et multiethnique que la ville moyenne (Tableau 1).

Catégories	Verdun	Victoriaville
<b>Population totale</b>	69 229	46 130
<b>Revenu médian des ménages (\$/an)</b>	55 428	52 489
<b>Âge moyen</b>	41,4	44,4
<b>% de chômage</b>	8	5,5
<b>% de diplômés universitaires</b>	50	16
<b>% immigration</b>	51	3

Tableau 1 Profil sociodémographique de Victoriaville et de Verdun. (Source : Statistique Canada (2017))

### 3.4.2 Données et méthodes d'analyse

La collecte de données, effectuées à l'été 2021, s'est déroulée en deux temps. La première partie a consisté à recenser les environnements alimentaires pour ainsi classer les SAA selon une typologie qui suit le cadre conceptuel dans le but de produire une carte. Ensuite, nous avons procédé aux observations sur place des points alimentaires recensés (Annexe A).

Nom de variable	Indicateurs	Mesure ou format
<b>Identification et caractéristiques</b>		
numéro	Numéro de l'alternative	code
nom	Nom de l'alternative	
adresse	Adresse de l'alternative	Adresse
nom_Obs	Nom de l'observateur·rice	
durée	Début et de la fin de l'observation	DEB : 00h00 / FIN : 00h00
jour	Quel jour de la semaine ?	1=Lundi, 2=Mardi, etc.
epicerie	Est-ce une épicerie?	1=oui / 0=non
epicerie_type	Quel est le type d'épicerie ?	1=marché, 2=indépendant, etc.
alternative	Alternative autre qu'une épicerie ?	1=oui / 0=non
alternative_type	Quels types d'alternative ?	1=jardin, 2=marché fermier, etc.
temps	Offre de produits à l'année ?	1=permanent, 2=saison, etc.
prix	Quelle est l'échelle de prix ?	1=Luxe, 2=Bon marché, etc.

<b>Description du lieu et/ou du bâtiment</b>		
lieu_int	Le site est-il dans un bâtiment ?	1=oui / 0=non
type-batiment	Quel type de bâtiment ?	1=institutionnel, etc.
etages_1	Nombre d'étages du bâtiment ?	Nombre
etages_2	Sur quel étage se situe l'alternative ?	Nombre
mitoy	Quel est le lien aux autres bâtiments	1=mitoyen / 0=non-mitoyen
accessibilité_mob	Y a-t-il une rampe d'accès ?	1=oui / 0=non
devanture	La devanture est-elle transparente ?	1=oui / 0=non
accueil	Est-ce que le site est accueillant ?	2=oui, 1= N.A., 0=non
cible	Cible-t-on une clientèle précise ?	1=oui / 0=non
Cible_1	Quel est le type de clientèle cible ?	1=écoresponsable, etc.
lieu_ext	L'alternative est-elle à l'extérieur ?	1=oui / 0=non
type_ext	Dans quel type d'endroit extérieur ?	1=parc, 2=stationnement, etc.
aire	Aire approximative de l'alternative ?	Dimension (Xm par Xm)
ombre	Présence d'ombre (chapiteaux, etc.) ?	1=oui / 0=non
pluie	Recouvrement contre la pluie ?	1=oui / 0=non
arbres	Présence d'arbres sur le site ?	1=oui / 0=non
végétation	Présence de végétation ?	1=oui / 0=non
services	Services de proximité (300-500 m.) ?	1=pharmacie, 2=école, etc.
rue	Quel est le type de rue ?	1=rue commerciale, etc.
meublé	Présence de banc ou autre mobilier ?	1=oui / 0=non
bruit	Le site est bruyant ou calme ?	1=bruyant, 2=un peu, 3=calme
<b>Niveau d'accessibilité</b>		
marche	Accessibilité par la marche ?	1=facile, 2=difficile, etc.
trottoir	Présence de trottoirs sur le site ?	1=oui / 0=non
stationnement	Stationnement sur le site ?	1=oui / 0=non
vélo	Supports à vélo sur le site ?	1=oui / 0=non
piste_cyclable	Piste cyclable sur le site ?	1=oui / 0=non
bixi	Présence de borne Bixi à proximité ?	1=oui / 0=non
autobus	Présence d'une ligne d'autobus ?	1=oui / 0=non
autobus_ligne	Combien de lignes d'autobus ?	Nombre
métro	Présence de ligne de métro (300 m.) ?	1=oui / 0=non
<b>Type de produits offerts</b>		
produits_loc	Offre de produits locaux ?	1=oui / 0=non
produits_bio	Offre de produits biologiques ?	1=oui / 0=non
produits_vrac	Offre de produits zéro-déchet en vrac ?	1=oui / 0=non
<b>Clients et utilisateurs des alternatives lors de la visite (une fois, max 30 minutes par site)</b>		
famille	Présence de familles avec enfant·s ?	1=beaucoup, 2=moyen, 3=peu
couple	Présence de couples sans enfant·s ?	1=beaucoup, 2=moyen, 3=peu
personne	Présence de personnes seules ?	1=beaucoup, 2=moyen, 3=peu
age	Groupes d'âge les plus fréquents ?	1=beaucoup, 2=moyen, 3=peu

Ethnic	Présence de groupes ethniques ?	1= + de 50% / 2= - de 50%
--------	---------------------------------	---------------------------

Tableau 2 Grille d'observation du système alimentaire : Verdun-Victoriaville

Dans la deuxième partie, nous avons réalisé les entrevues semi-dirigées par un recrutement réalisé sur la base de l'échantillonnage intentionnel (visant les consommateur-riche-s de SAA) et non probabiliste (Annexe B). Cette méthode nous a permis de recruter des participant-e-s plus susceptibles de fournir des informations relativement à la question de recherche. De surcroit, la méthode boule de neige a été utilisée par le biais d'annonces de recrutement à une étude publiée sur les réseaux sociaux des initiatives en alimentation alternative à Victoriaville et à Verdun. Les résultats ne sont pas généralisables à l'échelle de la population urbaine du Québec, mais la méthodologie qualitative a facilité la collecte d'informations substantielles sur la relation des personnes avec l'alimentation. Les données des entrevues, d'une durée de 10 à 30 minutes (25 à Victoriaville et 22 à Verdun), ont été organisées et classées avec le logiciel NVivo selon le cadre conceptuel de Freedman *et al.* (2013).

<b>Bloc 1 : Questions concernant les choix d'achats alimentaires</b>
1. Afin d'évaluer à quelle distance des points de vente alimentaire vous résidez, pouvez-vous m'indiquer un point de repère situé près de votre demeure ?
2. De façon générale, dans une période typique de 2 semaines, où vous procurez-vous les aliments frais tels que les fruits et les légumes ?
3. De quelle façon vous rendez-vous aux points de vente ? (marche, voiture, etc.)
4. Avez-vous changé vos habitudes d'achat depuis le début de la pandémie ?
5. Utilisez-vous une plateforme virtuelle pour acheter les aliments et faites-vous livrer directement à la maison ?
6. Changez-vous votre source d'approvisionnement en fruits et légumes l'hiver ?
<b>Bloc 2 : Questions liées aux systèmes alimentaires alternatifs</b>
7. Si je vous dis, système alimentaire alternatif, qu'est-ce que ça signifie pour vous ?
8. Que pensez-vous des marchés fermiers, ou de l'achat d'aliments frais directement auprès des producteurs ?
9. Achetez-vous des aliments dans des marchés fermiers ou par le système de paniers de légumes biologiques ?
10. Faites-vous de l'agriculture urbaine ?
11. Si vous n'achetez pas d'aliments de ces sources, expliquez-nous pourquoi ?
12. Les systèmes alimentaires alternatifs semblent avoir pris de l'ampleur dans le contexte pandémique, qu'en pensez-vous ?
<b>Bloc 3 : Questions concernant la définition d'aliments locaux</b>
13. Si je vous dis <i>aliments locaux</i> , qu'est-ce que ça signifie pour vous ?
14. Pensez-vous que les gens en parlent ou en achètent plus depuis 2020 ?
15. Achetez-vous des aliments locaux ?

16. (Si oui) Où achetez-vous/procurez-vous les aliments locaux ?
17. (Si oui) Pour quelles raisons achetez-vous des produits locaux à cet endroit ?
<b>Bloc 4 : Questions sur la proximité aux producteurs</b>
18. Quand vous achetez d'une source alternative (sur internet, en magasin, etc.) vous arrive-t-il de discuter avec des producteurs ?
19. Est-ce que la relation consommateur-producteur est importante dans le système alimentaire en général ?
<b>Bloc 5 : Questions sur l'accessibilité aux systèmes alimentaires alternatifs</b>
20. Comment définissez-vous un aliment abordable financièrement ?
21. Vous arrive-t-il d'être inquiet de ne pas payer toutes les factures à la fin du mois ?
22. Quel est le pourcentage de votre revenu que vous attribuez à l'alimentation ?
23. Si vous avez un produit dit 'alternatif' (issus de sources alternatives qui viennent directement du producteur) le prix est-il un facteur à considérer ? Pourquoi ?
24. Si vous avez un produit biologique, le prix est-il un facteur à considérer ?
25. Si vous avez un produit québécois, le prix est-il un facteur à considérer ?
26. D'après vous, ces produits sont-ils accessibles pour tous et toutes? Expliquez-nous.
<b>Bloc 6 : Informations sociodémographiques du ménage</b>
27. Depuis combien de temps habitez-vous à Victoriaville/Verdun ?
28. Quelle est la composition de votre ménage ?
29. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez complété ?
30. Où êtes-vous né(e) ?
31. Quelle est votre occupation principale ?
32. Dans quel groupe se situe le revenu annuel de votre ménage ?

Tableau 3 Guide d'entretien : entrevues avec les consommateurs sur les choix d'achats alimentaires à Verdun et à Victoriaville

### 3.5 Résultats de la recherche

#### 3.5.1 L'environnement alimentaire sur chacun des deux sites

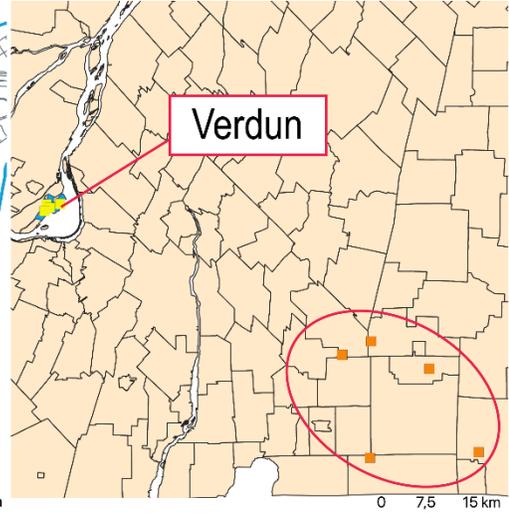
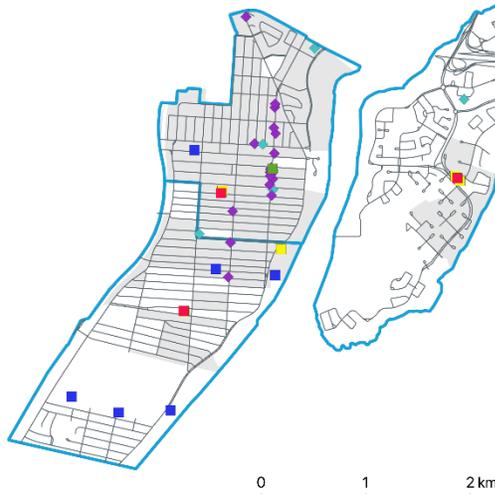
Sur la base de trois critères importants ((1) une offre presque exclusive de produits locaux, (2) une organisation réduite de la chaîne alimentaire et (3) une forte tendance vers la saisonnalité (commerces saisonniers)), cinq catégories ont été déterminées afin de repérer les SAA composant l'environnement alimentaire des deux villes (Figure 3.2):

- **Jardins communautaires** : 6 à Verdun et 2 à Victoriaville.

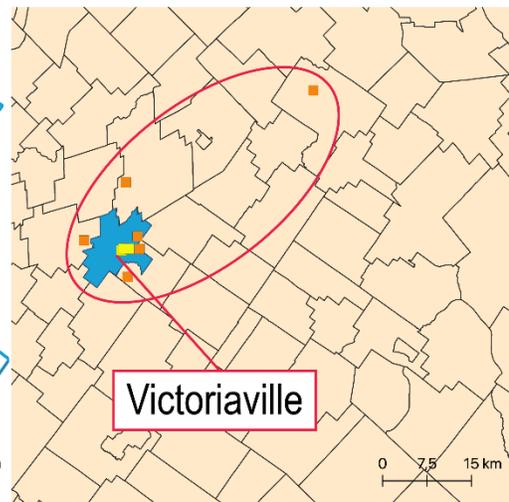
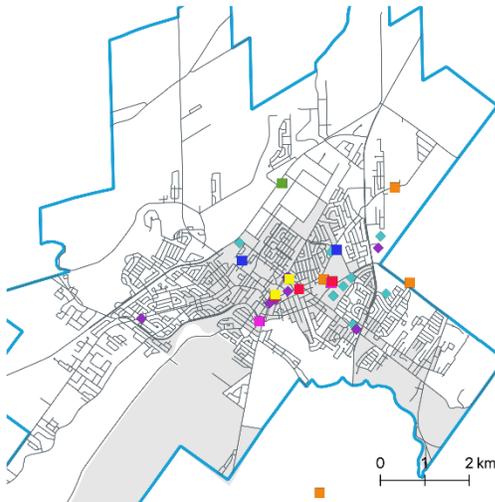
- **Vente directe** : 5 productions alimentaires distribuent sur le territoire de Verdun contre 4 à Victoriaville, en plus de 3 productions de la région identifiées comme source d’approvisionnement alimentaire lors des entrevues à Victoriaville.
- **Marchés** : 3 marchés saisonniers de produits alimentaires locaux (fréquence variable) à Verdun et à Victoriaville.
- **Commerces alternatifs de produits locaux (CAPL)** : seulement 2 commerces saisonniers et locaux s’approvisionnant directement auprès des productions alimentaires de la région à Victoriaville (Mon Marché et le Marché des Bois-Francis).
- **Aides alimentaires** : dans chacun des deux environnements, 1 organisme œuvrant en sécurité alimentaire de type alternatif (selon les critères établis : produits locaux, chaîne réduite et saisonnalité) a été identifié. À Victoriaville, cette catégorie est représentée par l’organisme Artha-récolte, qui rend les produits locaux en surplus accessibles à la récolte directement sur les champs (sous forme de glanage), permettant de contribuer à la sécurité alimentaire tout en soutenant les productions alimentaires de la région. À Verdun, l’organisme CAUS a été retenu puisque c’est un acteur actif dans la sécurité alimentaire (récupération d’inventus auprès de commerces locaux), mais aussi dans le système alimentaire local à Verdun (organisation de marchés, jardins communautaires, etc.). Ce sont deux organismes importants qui travaillent à mettre en relation les acteur·rice·s composant le système alimentaire local (alternatif) de la ville/arrondissement.

Les points alimentaires de type conventionnel recensés se composent de deux catégories : les supermarchés (5 à Verdun et 8 à Victoriaville) et les épiceries spécialisées, de petits commerces de proximité qui offrent une gamme de produits restreinte, tels que les fruiteries, boulangeries, boucheries, etc. (19 à Verdun et 8 à Victoriaville).

VERDUN



VICTORIAVILLE



**Points alimentaires** □ Alternatifs ◇ Conventionnels

- Jardins communautaires      ■ Vente directe - distribution      ◆ Supermarchés
- CAPL                              ■ Vente directe - production      ◆ Épiceries spécialisées
- Marchés fermiers              ■ Aides alimentaires

- MRC (Québec)
- Zones de revenu faible et moyen-faible (moins de 49 999\$)
- Limites villes/arrondissements
- Rues, routes et ruelles



Figure 3.2 Cartographie de l'environnement alimentaire local (gauche) et la distance entre la ville et les terres de production alimentaire (droite) à Verdun (haut) et à Victoriaville (bas). (Source : Autrices, 2023)

### 3.5.2 Profils des participant·e·s

Les participant·e·s habitent généralement dans des secteurs de faible à moyen revenu dans les deux villes (Figure 3.3). L'échantillon des 25 participant·e·s de Victoriaville est composé de 18 femmes, 4 hommes et 3 couples. À Verdun, l'échantillon de 22 participant·e·s est composé de 16 femmes, 3 hommes et 3 couples. Ces personnes sont plus scolarisées et plus multiethniques à Verdun qu'à Victoriaville (Tableau 2). Des différences entre les deux échantillons sont à mentionner : il y a plus de personnes vivant seules à Victoriaville (12, contre 6 à Verdun), plus de personnes retraitées à Victoriaville (10, contre 1 à Verdun) et les revenus à Victoriaville sont plus faibles que ceux à Verdun (5 contre 1). Ces différences sont peut-être dues au fait que les populations utilisant les SAA à Victoriaville sont plus âgées et moins nanties que la moyenne de la population de cette ville. De surcroit, comme il y avait plus de personnes vivant seules et âgées à Victoriaville, leur revenu à Victoriaville est moins élevé qu'à Verdun.

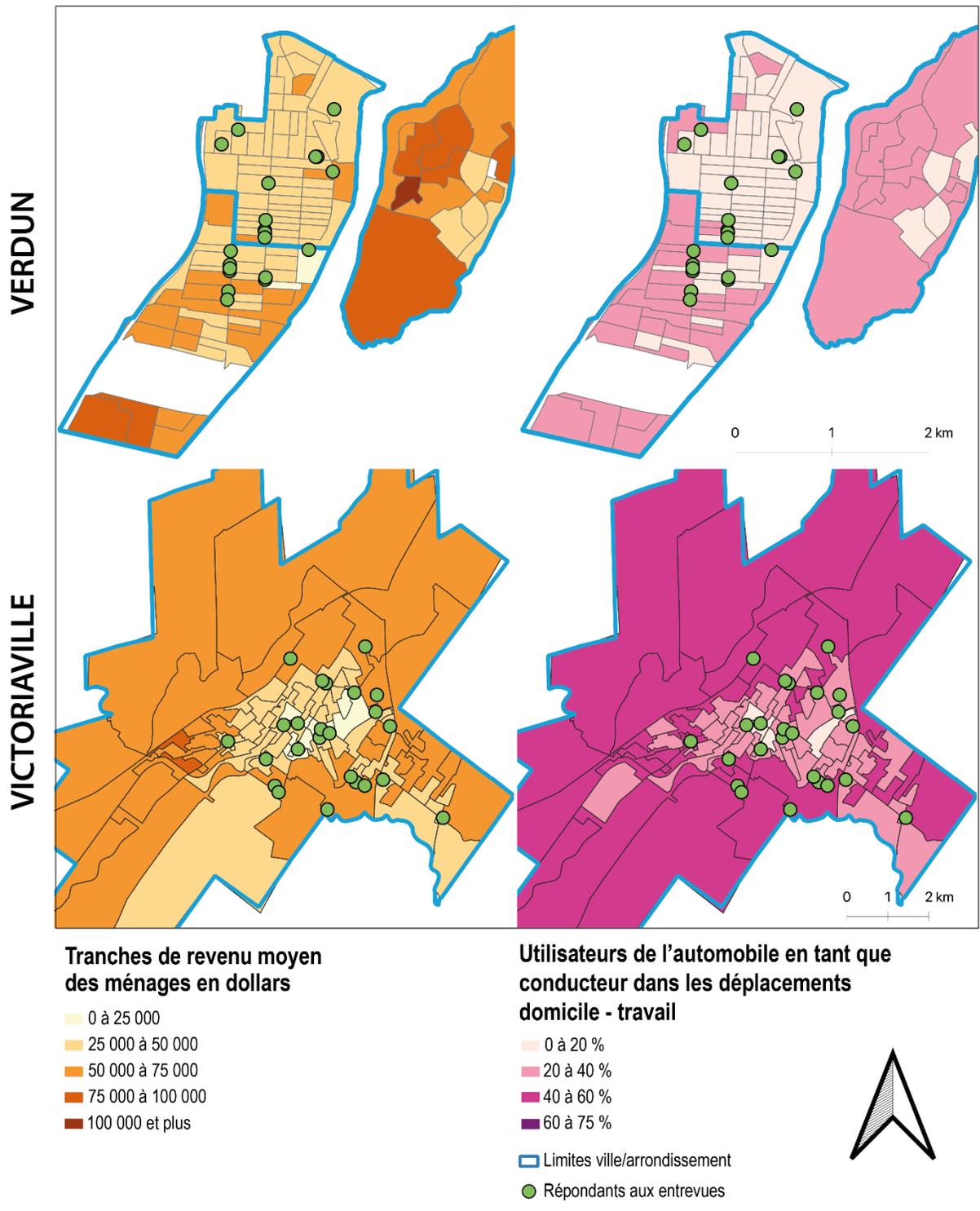


Figure 3.3 Variation des revenus et de l'usage de la voiture à Verdun (haut) et Victoriaville (bas) et distribution des répondant.e.s. (Source : Statistique Canada (2017), Mise en carte : Autrices, 2023)

Catégories		Verdun (n = 22)	Victoriaville (n = 25)
Genre	Homme	3	4
	Femme	16	18
	Couple	3	3
Âge (années)	18-34	9	2
	35-49	11	11
	50 et plus	2	12
Années de résidence (années)	Moins 5	12	5
	6 - 10	4	4
	10 et plus	3	16
Ménage	Couple sans enfant	9	10
	Couple avec enfant(s)	6	3
	Personne seule avec ou sans enfants	7	12
Scolarité	Secondaire et Diplôme d'étude professionnelle	1	8
	Collège	4	4
	Université	17	13
Lieu de naissance	Québec et Canada	16	25
	Asie, Europe et Amérique latine	6	0
Occupation	Étudiant-e	3	0
	Tr. Temps plein	16	13
	Tr. Temps partiel	1	1
	Retraité-e	1	10
	Sans emploi	1	1
Revenu (\$/année)	0 - 24 999	1	5
	25 000 – 49 999	5	7
	50 000 – 74 999	8	6
	75 000 – 99 999	2	3
	100 000 et plus	7	4

Tableau 4 Profil sociodémographique des répondant-e-s de Victoriaville et de Verdun

Les données concernant les années de résidence sont aussi une variation à mentionner, elles sont possiblement en lien avec le taux de migration dans les deux villes. Plus de la moitié des participant-e-s de Verdun habitent le quartier depuis moins de 5 ans tandis qu'à Victoriaville, cette portion représente ceux qui y résident depuis plus de 10 ans. Ces données se reflètent sur les années de fréquentation des SAA puisqu'à Victoriaville, la majorité des participant-e-s affirment y consommer depuis plus de 5 ans, alors qu'à Verdun c'est la majorité qui achète auprès des SAA depuis moins de 3 années (surtout 1 à 2 ans), une durée d'abonnement qui coïncide avec le début de la pandémie. Une certaine fidélité envers les SAA caractérise les répondant-e-s de Victoriaville, qui ont aussi une meilleure connaissance de leur

environnement alimentaire. Notons que notre collecte de données a été effectuée à l'été 2021, soit le deuxième été après l'arrivée de la COVID-19.

### 3.5.3 Dimensions spatio-temporelles de l'accessibilité : impact différé dans les deux sites

Comme montré sur la Figure 3.2, l'étendue du territoire de Victoriaville et ses voies de circulation aménagées pour l'automobile conserivent les personnes qui consomment à utiliser la voiture pour ses déplacements alimentaires (le trois quarts des répondant-e-s utilisent uniquement la voiture). En revanche, à Verdun, l'offre de transport collectif et la proximité des habitations aux points alimentaires qui caractérisent cet arrondissement permettent des déplacements alternatifs à la voiture (presque la moitié des personnes combinent l'utilisation de la voiture avec le transport actif et plus de la moitié n'utilisent pas la voiture).

Une différence géographique est notable dans la catégorie « Vente directe – production ». À Victoriaville, la proximité aux productions alimentaires en périphérie de la ville permet aux résident-e-s d'aller acheter directement sur les terres de production, comme le confirme cette dame dans la trentaine au revenu moyen : « Comme Allée Champ (une ferme), j'aime beaucoup. Des fois, le vendredi, je vais à une rencontre de producteurs au Centre-ville, et pas loin de chez moi il y a une jardinerie. Je fréquente beaucoup ces endroits-là l'été et ensuite, les supermarchés. ».

Au contraire, à Verdun, on retrouve dans la catégorie « Vente directe » (Figure 3.2), uniquement des points de distribution ou d'achat sur le territoire de l'arrondissement. Sa localisation, isolée sur le territoire de Montréal, réduit l'accès aux zones de production alimentaire. Une répondante, mère de famille dans la trentaine au revenu élevé, a d'ailleurs attesté de la complexité des déplacements sur les terres de production alimentaire : « Je vais souvent dans les fermes avec mes enfants, dans les fromageries pour qu'ils voient comment c'est fait. Je ne trouve pas qu'on y a accès nécessairement à Montréal [...]. Parce que c'est loin, faut faire l'effort d'y aller ».

Le facteur temporel ajoute à celui des distances, et ce, de deux manières. Premièrement, les heures d'ouverture plus restreintes des points alimentaires alternatifs posent certaines contraintes quant à leur accès. D'ailleurs, les catégories « Vente directe-production » et « Marchés » (souvent accessibles une à deux fois par semaine quelques heures durant la période estivale) demandent plus d'adaptation de la part des consommateur-ric-e-s que les commerces conventionnels aux heures d'ouverture fixes. Néanmoins,

l'avantage de la proximité spatiale aux terres de productions propre à Victoriaville offre la possibilité de s'y rendre directement pour y acheter des produits selon un horaire plus flexible.

Deuxièmement, la saisonnalité des productions agricoles au Québec influence la durée d'ouverture des points alimentaires alternatifs qui pousse les consommateur·rice·s à changer leurs habitudes d'achat au cours de l'année. L'été, les participant·e·s consomment tout d'abord des aliments dans les SAA et complètent avec les supermarchés, tandis que l'hiver, les supermarchés deviennent la source principale de consommation de produits alimentaires. Néanmoins, à Victoriaville, plusieurs personnes ont répondu se préparer pour l'hiver, d'une part en faisant des réserves (conservation, congélation ou fermentation), et d'autre part en achetant les légumes disponibles l'hiver et offerts à Mon Marché (CAPL), en énumérant d'eux-mêmes les produits selon la saison, un réflexe plus rare chez les participant·e·s de Verdun. La comparaison des deux villes nous permet donc de voir comment la proximité physique aux productions alimentaires, la temporalité des SAA et le rapport avec les saisons influencent les habitudes d'achat et l'accessibilité aux SAA.

#### 3.5.4 Dimension économique de l'accessibilité : modérée par les autres dimensions

Dans les deux cas, plusieurs répondant·e·s évaluaient que le prix des produits vendus dans les SAA était supérieur et financièrement moins accessible. Prenons le cas de cette personne qui ne consomme pas de façon régulière dans les SAA : « Financièrement accessible ? Non, parce qu'ils sont plus chers et par exemple il y a des différences de 2\$ et 3\$ et si vous additionnez tout ça... ». D'autres participant·e·s considèrent que les produits dans les SAA sont abordables, mais que leur usage culinaire requiert plus de connaissances et de temps (comme indiqué plus haut) que ceux provenant des systèmes conventionnels. Par exemple, cette dame de Verdun mentionne comment il est difficile de conjuguer l'horaire de travail avec le temps de conservation des aliments frais : « Mais y a aussi le fait que ça demande une organisation... si cette semaine-là j'ai plusieurs choses ou un évènement, eh bien je n'ai pas le temps de tout cuisiner. Donc (j'achète) des pommes de terre et des oignons (car) ça se conserve ».

Ces connaissances et ces pratiques culinaires sont étroitement liées aux savoirs souvent issus des traditions familiales alimentaires et influencent la relation entretenue avec la production alimentaire. Plus particulièrement, à Victoriaville, où l'achat direct aux fermes est une pratique courante depuis plusieurs années. Cette dame nous raconte son expérience : « Ben chez nous ma mère a toujours fait le jardin quand

j'étais petite fille, même aujourd'hui elle en fait encore un donc manger un concombre chaud du soleil, une fève fraîchement cueillie, ça ne se compare à rien ».

Les SAA permettent aussi de combler et d'acquérir de nouvelles connaissances sur aliments grâce à la relation personnalisée et d'échanges avec le-la producteur-riche. Par exemple, les recettes sont très recherchées parmi les participant-e-s de Verdun comme l'affirme cette Verdunoise : « L'autre fois il y avait des fèves mauves. Je n'avais jamais vu ça de ma vie, alors on a parlé de qu'est-ce qu'on peut faire avec ». À Victoriaville, les personnes cherchent plutôt à en connaître davantage sur la production, les choix de variétés, l'impact de la température et leurs difficultés rencontrées.

Les connaissances relèvent également des enjeux sociétaux. À Victoriaville et à Verdun, les personnes ayant un revenu faible combiné à un diplôme de niveau universitaire ont mentionné que malgré le prix plus élevé des produits locaux vendus dans les SAA de type « Marchés », ils font le choix de payer plus, quitte à couper ailleurs dans leurs dépenses. Comme l'a indiqué une participante de Victoriaville, qui fait un choix « éclairé », car « le plus possible dans tout ce que je peux et qui va dans mon budget, c'est aussi un argument là. Mais je fais le choix de dépenser plus là (à Mon Marché) et de dépenser moins ailleurs ».

Similairement, à Verdun, une jeune dame éduquée, mais au revenu faible, mentionne l'importance de consommer des produits de qualité auprès de fermier-ère-s de proximité : « Ben ici on n'habite vraiment pas loin (du point de distribution) donc c'est super pratique, et aussi c'est important pour moi de supporter les initiatives locales. C'est vraiment frais et vraiment bon, on sent que c'est vraiment direct des fermiers d'ici. Alors je préfère ça comme système même s'il faut payer un peu plus. » Cet extrait d'entrevue indique également l'importance d'encourager des producteur-riche-s et de la confiance envers eux et elles en achetant des produits locaux, ainsi que les relations sociales entourant les SAA. Ces aspects seront élaborés dans la section suivante.

### 3.5.5 Dimension personnelle et sociale de l'accessibilité : l'altérité et les reconnections

Les préférences envers les SAA sont notamment définies par les valeurs associées à l'alimentation, que ce soit du goût, de l'environnement ou de solidarité sociale (et locale).

À Verdun, plusieurs participant-e-s défendaient leurs préférences alimentaires par des raisons politiques prenant source dans l'altérité entre l'alternatif et le conventionnel. Pour ces personnes, il était important

d'investir dans l'économie locale (québécoise ou de la région) qui « offre des aliments sécuritaires » au lieu d'encourager « la production industrielle qui est complètement déconnectée des consommateur[rice]s » en évitant ainsi d'encourager les gros conglomérats alimentaires (les supermarchés). À Victoriaville, l'accent est davantage mis sur l'importance d'appuyer les productions d'ici et la nécessité de s'approvisionner en produits frais, locaux et de saisons. Les préférences alimentaires sont donc représentatives des valeurs sociales et environnementales que l'on associe aux pratiques des SAA.

Quant à la relation sociale relevant des SAA, les participant-e-s ont mentionné l'importance de la relation avec les producteur-riche-s, la liaison à long terme et la personnalisation du service, facteurs contribuant à la création d'un lien significatif et de confiance. De même, cette relation favorise un rapport positif avec la nourriture et permet une meilleure compréhension du processus de la production alimentaire. D'une part, la proximité aux terres de production à Victoriaville contribue à connecter de façon constante les producteur-riche-s et les consommateur-riche-s puisqu'ils sont accessibles directement sur leurs terres tout en demeurant dans l'environnement alimentaire été comme hiver. Les personnes consommant dans les SAA à Victoriaville connaissent généralement les producteur-riche-s, peuvent les identifier et les différencier ainsi que choisir la provenance exacte des produits. En particulier, les personnes âgées qui ont grandi dans cet environnement alimentaire et qui consomment auprès des marchés d'aliments locaux qu'ils visitent aussi pour le plaisir et le contact humain, peu importe le revenu du ménage et le niveau de scolarisation.

D'autre part, le contexte urbain étant différent à Verdun, la connexion entre les consommateur-riche-s et les producteur-riche-s est plutôt intermittente et saisonnière. En effet, la localisation éloignée des terres de production complique leur accessibilité physique. Par conséquent, la plupart des producteur-riche-s ayant un kiosque à Verdun, envoie une infolettre par courriel informant les consommateur-riche-s sur les productions, la vie à la ferme et les produits disponibles. Ce moyen de communication est très apprécié par les consommateur-riche-s et permet de conserver une connexion au cours de l'année. Cette relation repose donc en grande partie sur une connexion virtuelle. Une telle connexion semble convenir aux besoins de nos répondant-e-s, comme illustre cet extrait d'entretien à Verdun :

Je n'ai pas nécessairement le besoin de rencontrer les personnes pour sentir que je fais partie d'un système, juste le fait de voir comment ils communiquent et ce qu'ils vont mettre sur leurs réseaux et ce qu'ils vont envoyer sur l'infolettre. Ça me reconforte comme consommatrice et j'ai quand même l'impression de comme être importante aux yeux des producteur[riche-s] même si je n'y parle pas et que je ne suis pas son ami.

## 3.6 Discussion

### 3.6.1 L'accessibilité des systèmes alimentaires alternatifs évaluée selon cinq dimensions

L'usage du cadre conceptuel de l'accessibilité aux aliments nutritifs de Freedman *et al.* (2013) s'avère pertinent pour cette étude, car il nous a permis d'exposer de façon nuancée les raisons sous-jacentes des répondant·e·s face à l'évaluation de l'accessibilité aux SAA. En corroborant avec les études précédentes (DuPuis et Goodman, 2005 ; Kato et McKinney, 2015), nous démontrons que le prix des aliments dans les SAA est évalué de façon supérieure par nos répondant·e·s, notamment dans les marchés, la vente directe et les commerces alternatifs de produits locaux. En revanche, il est à noter que d'autres facteurs conditionnent cette dimension, et ce, de façon différentielle entre une ville moyenne au Québec et un arrondissement de Montréal. Les facteurs qui contribuent à l'accessibilité alimentaire à Victoriaville sont déterminés par l'existence des aides alimentaires du type alternatif, le temps de résidence dans la région et les traditions familiales qui résultent d'un contact de proximité (physique) prolongée avec les terres de production ainsi qu'avec ceux et celles qui les cultivent. Cela indique comment notre rapport avec la nourriture se construit avec le temps et comment le milieu de vie et les traditions influencent cette relation sur le long terme (de Saint Pol, 2017).

À Verdun, un arrondissement montréalais géographiquement éloigné des productions alimentaires, les facteurs déterminants l'accessibilité alimentaire sont issus des choix alimentaires dont les préférences sociopolitiques liées au principe d'altérité des SAA. Ces résultats, corrélés au niveau élevé d'éducation et de revenu, indiquent qu'il est nécessaire d'avoir un certain capital culturel et économique pour avoir accès aux aliments nutritifs des SAA (Kato et McKinney, 2015). Ces données confirment plusieurs études dont celle de Jarosz (2008), qui affirment que les personnes consommant dans ces systèmes sont généralement de classe moyenne, se distinguent par un certain niveau d'éducation et partagent des valeurs sociales, environnementales et économiques auxquelles ils peuvent s'identifier. En effet, ces personnes sont prêtes à payer davantage pour des produits vendus dans les SAA puisqu'elles sont motivées par ce qu'ils représentent en termes de valeurs sociales et environnementales (Misleh, 2022).

### 3.6.2 Une connexion rurale-urbaine à travers les systèmes alimentaires alternatifs

Nous avons aussi constaté que l'accès aux SAA est en fonction de la relation sociale entre les consommateur·rice·s et les producteur·rice·s, un élément qui démarque les SAA du système conventionnel mondialisé (Canal Vieira *et al.*, 2021 ; Deverre et Lamine, 2010). En effet, la connexion sociale « réelle » (dans les deux villes) et « virtuelle » (plus à Verdun) contribue chacune à leur façon à renforcer la relation

entre les consommateur·rice·s et les producteur·rice·s, et ainsi établir un lien de confiance et un échange réciproque. Ces données confirment les travaux de Dowler et al. (2010) sur la capacité des SAA à « reconnecter » la production alimentaire avec les consommateur·rice·s même virtuellement (Bos et Owen, 2016). Notre étude va plus loin et montre que les échanges de connaissances qui résultent de cette relation, qui s’est établie sur une longue période de résidence à Victoriaville, contiennent un potentiel énorme pour rendre les SAA plus accessibles auprès d’une population possiblement moins informée.

Nous constatons aussi que la connexion rurale-urbaine exige des changements structuraux entourant l’économie politique de la production des SAA (Misleh, 2022). Notons notamment l’accès à la terre pour les fermier·ère·s qui veulent produire à une petite échelle (Ventes directes – production, distribution) et la fragilité de la main-d’œuvre (la catégorie « Aides alimentaires » comprend l’organisme Artha-Récolte qui est surtout composé de bénévoles). Ces facteurs peuvent, dans le futur, engendrer des prix plus élevés, si des mesures de soutien aux producteur·rices·s ne sont pas mises en place, comme indiqué par Canal Viera (2021). Nous appelons donc à porter une attention à ces facteurs structuraux dans la réorganisation des systèmes alimentaires (Venn *et al.*, 2006).

### 3.6.3 Ce que les systèmes alimentaires alternatifs révèlent sur le rapport aux temps et à la nourriture

Nous soulignons l’importance de considérer le temps dans l’appréhension des SAA, que ce soit un temps long (la coupure avec la production agricole), le temps moyen (la durée d’une résidence) ou le temps court (tous gestes liés à l’alimentation au quotidien). La distance entre l’arrondissement montréalais et les terres de production provoque non seulement un isolement géographique, mais aussi une coupure temporelle évidente causée par une exposition limitée aux terres de production locales par ceux et celles qui en consomment les aliments. Au contraire, une proximité aux productions alimentaires et par extension, à la nature, même anthropique, permet de développer des savoirs liés à la saisonnalité des produits, et incite à prendre conscience du processus alimentaire de la ferme à la table.

D’une certaine manière, le besoin de (re)connecter à la production agricole, un trait important des SAA, vient à remédier à la coupure, ou les « dérives métaboliques » telles que conceptualisées par les géographes néomarxistes (McClintock, 2014). L’idéologie, si on peut en qualifier le besoin de reconnexion sous-tendant les SAA, se trouve aussi dans la reconceptualisation du temps dans la vie quotidienne chez certains consommateur·rice·s des SAA. Il s’agit du temps qu’investissent les gens dans l’approvisionnement et la préparation de la nourriture, suivant les mouvements comme celui de *Slow Food*

(Brunori, 2007). Ce dernier promeut un changement de mode de vie et d'usage du temps. Le tout s'inscrit dans l'alternative proposée par les SAA.

### 3.7 Conclusion

Cette étude montre comment les SAA aident à comprendre l'urbain, plus particulièrement les conditions géographiques, les relations sociales et les caractéristiques de la population qui y habite ainsi que les flux qui les connectent (Rickards *et al.*, 2016). Les retombées sociales de notre étude se trouvent dans les recommandations visant à éviter le piège du localisme (Born et Purcell, 2006) ou le *localwash* des SAA (Cleveland *et al.*, 2015).

D'abord, les résultats de cette étude mettent en lumière la nécessité de l'éducation relative à l'environnement et à la cuisine saine et nutritive, domaine qui devrait être pris en considération dans les décisions en matière de curriculum éducatif au niveau provincial ainsi que parmi les organismes travaillant auprès d'enfants du préscolaire, du primaire et du secondaire. En effet, l'humain bénéficierait d'une (re)connexion à la nature et aux processus liés à la production agricole, particulièrement dans les grandes villes, où la coupure physique, sociale et temporelle nuit à notre compréhension des enjeux liés à notre alimentations.

Enfin, plusieurs villes et régions au Québec amorcent actuellement des changements en proposant des politiques alimentaires et de communautés nourricières. Par exemple, l'arrondissement de Verdun vient d'annoncer leur plan de Plan de développement de la communauté nourricière 2022-2030 (Ville de Montréal, 2023). De même, Victoriaville et sa région (2022) réalise des concertations avec des acteur·rice·s clé·e·s pour établir un plan d'action du système alimentaire durable. Afin de rendre ces systèmes plus justes, durables et résilients, les décisions politiques doivent être adaptées aux réalités territoriales et ainsi prendre en compte plusieurs déterminants de l'accès à l'alimentation énoncé dans cet article tel que la relation entre le contexte urbain et la proximité aux producteur·rice·s, les besoins de sa population locale ainsi les modes d'organisation de la ferme à la table.

## CHAPITRE 4

### DISCUSSION GÉNÉRALE

#### 4.1 La représentation des concepts de « systèmes alimentaires alternatifs » et de « local »

Afin de comprendre la perception de la population à l'égard des SAA et du concept de local, certaines questions d'entrevue s'attardaient à ces notions. Ces résultats, qui ne sont pas abordés dans l'article, contribuent à la conceptualisation des SAA et des systèmes alimentaires locaux dans des contextes urbains différents, au regard du concept du piège du local et du localisme qui sont détaillés précédemment. Nous présentons et discutons donc ici des résultats sur la représentation que les participants à l'étude ont des SAA et leur avis concernant le concept de local.

Premièrement, un des éléments principaux de ce travail de recherche étant les SAA, nous devons comprendre ce qu'ils représentent pour nos répondants. De façon générale, lorsque nous demandions ce que signifie pour eux la notion de SAA, les répondant·e·s ont affirmé ne pas connaître le terme et ignorer ce qu'il signifiait. Autrement, les quelques courageux qui se sont risqué à répondre ont fait une corrélation avec un type d'alimentation tel que le végétarisme ou l'alimentation cétogène comme cette dame de Victoriaville : « Comme moi, je suis cétogène, je pense que c'est alternatif. » Autrement, ils et elles ont associé le terme à un approvisionnement local de proximité utilisant un système à part des grandes épiceries comme l'agriculture urbaine ou l'autosuffisance alimentaire comme tente cette dame de Verdun : « C'est l'autosuffisance des trucs comme ça? ». Notre proposition d'une définition ne provoquait pas la surprise, mais plutôt une réaction intéressée de la part des participant·e·s. Pourtant, le terme « système alimentaire alternatif » est un concept hautement abordé dans la littérature scientifique dans plusieurs domaines, dont la géographie (Misleh, 2022 ; Sonnino, 2016 ; Venn *et al.*, 2006), les sciences sociales (Bos et Owen, 2016 ; Cleveland *et al.*, 2015 ; Dowler *et al.*, 2010 ; DuPuis et Goodman, 2005 ; Hinrichs, 2003 ; Jarosz, 2008), l'économie (Baldi *et al.*, 2019 ; Deverre et Lamine, 2010 ; Velly *et al.*, 2016) et les études urbaines (Maye et Ilbery, 2006 ; Renting *et al.*, 2003). En outre, ce sujet, étudié depuis les 20 dernières années, est un concept qui englobe, à lui seul, une hétérogénéité de systèmes alimentaires se distinguant du système conventionnel (voir chapitre 1). En résumé, ces résultats suggèrent que ce sujet qui touche directement les communautés, se doit d'être partagé et vulgarisé parmi la population, une tendance qui rejoint la vision de certains universitaires qui encouragent l'accessibilité aux publications de recherche. En effet, la science a le potentiel de « s'ouvrir davantage à la société, en particulier aux organisations de la société civile et aux mouvements sociaux » (Chan *et al.*, 2020, p. 1).

D'un autre côté, le concept de local lors de notre collecte de données a engendré plusieurs réponses qui sont développées dans la section suivante. Selon les représentations fournies par les participant·e·s, le concept de local s'articule autour de quatre dimensions importantes : la distance géographique, la consommation responsable, la proximité socio-économique avec le producteur ainsi que la qualité et la saisonnalité des produits. Ces quatre dimensions sont relevées dans la littérature par différent·e·s chercheuses et chercheurs qui étudient les systèmes alimentaires locaux et alternatifs comme il sera démontré.

Premièrement, à Verdun comme à Victoriaville, le concept de local avait une connotation géographique, c'est-à-dire que la définition établie par la plupart des répondant·e·s était en rapport avec la distance entre leur résidence ou le lieu d'achat, et la localisation spatiale de la production alimentaire. Également, cette proximité géographique (pour les Verdunois·es) s'établissait de façon hiérarchique priorisant une courte distance (le quartier et la région métropolitaine de Montréal) tout en incluant le Québec tout entier dans la définition du local comme l'indique cette dame : « Ben c'est tout ce qui est du Québec et encore plus près, disons pour Montréal des régions avoisinantes Rive-Sud. » À Victoriaville, la représentation de « local » était centrée sur la proximité régionale d'un produit. Cette Victoriavilloise explique ce que signifie le mot local : « Des produits de la région. Pour moi, mettons, ce que je considère local c'est des produits qui sont dans la région du Centre-du-Québec/Mauricie. Pour moi ça c'est local. » Néanmoins, la plupart des répondant·e·s s'entendaient sur le fait que des produits d'origine canadienne ne pouvaient être qualifiés d'aliments locaux. Cette représentation géographique du « local » corrobore les études sur les systèmes alimentaires locaux et alternatifs qui abordent de façon centrale le caractère spatial de proximité territoriale qui les distingue des systèmes conventionnels (Enthoven et Van den Broeck, 2021 ; Jarosz, 2008 ; Kebir et Torre, 2013 ; Le Velly, 2017 ; Mundler et Laughrea, 2016 ; Renting *et al.*, 2003 ; Venn *et al.*, 2006). De plus, ces données viennent appuyer les résultats d'un sondage pancanadien effectué par Équiterre « Mangez chez soi, pourquoi ? », qui stipule que 39 % des Canadien·ne·s considèrent comme local un produit de leur région immédiate et 31 % de leur province (Équiterre, 2013).

Deuxièmement, acheter local impliquait, pour plusieurs répondant·e·s, une consommation responsable dans un objectif de réduction de l'impact environnemental en s'approvisionnant à des points alimentaires d'une part (1) à proximité en termes de kilomètres (ce qui soutient l'importance de la proximité spatiale, donc moins de GES générés par le transport) et d'autre part où (2) les modes de production étaient respectueuses de l'environnement. En effet, les répondant·e·s étaient désireux·ses d'acheter des produits

ayant parcouru le moins de kilomètres possible. Cette pratique est censée contribuer à une réduction des émissions de GES dans le transport de marchandises alimentaires et ainsi diminuer la pollution, comme l'indique cette dame préoccupée par les impacts environnementaux du transport : « C'est pour l'environnement quand ça vient par avion c'est quelque chose, ça vient de loin c'est pour l'environnement aussi ». Étonnamment, même si plusieurs participant-e-s avaient évoqué durant l'entrevue l'importance des modes de production respectueux de l'environnement comme raison de leur approvisionnement dans les SAA, cet élément est très peu ressorti lors des représentations sur le local. Autrement, il est intéressant de signaler que les conditions de travail des agriculteur-riche-s n'ont pas du tout été abordées. Cette préoccupation des « kilomètres alimentaires » qui caractérise les systèmes alimentaires à circuit court de ceux qui sont conventionnels a pris beaucoup d'importance parmi les soi-disant bénéfiques environnementaux que les SAA et locaux peuvent apporter et sa popularité est entre autres due à son caractère plus facilement mesurable (Cleveland *et al.*, 2015 ; Weber et Matthews, 2008). Mais comme le mentionne Cleveland *et al.* (2015), trop focaliser sur cet indicateur occulte les objectifs sociaux qui adressent les inégalités sociales telles que les conditions de travail des agriculteur-riche-s et l'accès alimentaire.

Une troisième dimension importante a été relevée lors des entrevues : la proximité (sociale) avec les producteur-riche-s. Tout en mentionnant l'importance de la proximité spatiale, les participant-e-s ont évoqué à plusieurs reprises la nécessité d'encourager les entreprises locales en alimentation afin d'encourager l'économie locale. Cette fidélité, que nous associons à un sentiment d'appartenance aux acteurs locaux était plus évidente à Victoriaville comme l'indique cette Victoriavilloise : « J'aime mieux acheter local et faire vivre nos proches qu'aller acheter ailleurs qu'on ne connaît pas et souvent c'est pas mieux. » Sans l'avoir abordé directement, il semble que cette appartenance au local est déterminée par un certain lien de confiance intrinsèque et un désir de contribuer à l'économie de la région. Selon un document de Statistique Canada (2015, p. 3), « le sentiment d'appartenance [à la communauté locale] tend à être plus fort chez les femmes et chez les personnes plus âgées. », ce qui justifie en partie les résultats de Victoriaville dont les répondant-e-s âgé-e-s (surtout des femmes) sont plus nombreux qu'à Verdun. En effet, dans l'arrondissement de Montréal, cette relation de proximité sociale est floue et vise plutôt le Québec tout entier, qu'une région en particulier. Néanmoins, plusieurs Verdunois-es ont mentionné l'importance de consommer des produits locaux afin de faire bénéficier l'économie locale de façon large, comme cette consommatrice de produits locaux :

*So this is also important. If this is a local food at least create benefit and create credibility to the consumer and also economic benefit to the local people. Because they produce local food and they have a job from this local food, so I choose local.<sup>5</sup>*

La combinaison de la proximité sociale et territoriale d'une part fait appel à un réencastrement du système alimentaire dans une vision plus significative de l'échange et pour un retour à l'importance de valeur dans la société, le tout en opposition aux distances éloignées et aux marchés mondiaux et impersonnels qui caractérisent le conventionnel (Misleh, 2022). D'autre part, la diversité de définition ressortant fait état de la subjectivité du « local » qui doit être mise en relation avec le contexte géographique, politique, économique et social dans lequel il se vit et qui contribue dans la construction sociale de l'échelle du local (DuPuis et Goodman, 2005, 2005 ; Hinrichs, 2003).

Un quatrième aspect qui a été constaté parmi les réponses sur la notion de « local » est celui relatif à la qualité et à la saisonnalité des produits desquels on peut lier la combinaison des trois autres dimensions. La fraîcheur et la qualité des produits étaient le résultat d'une proximité géographique réduisant le transport, d'une confiance entre les producteur·rice·s et les consommateur·rice·s établie par une proximité sociale qui positionne un produit comme étant frais et de qualité. La localité des produits était aussi associée aux saisons qui influencent leur accessibilité par leur caractère éphémère comme l'indique cette dame : « C'est Victoriaville, les produits comme ça de la terre, mais l'hiver on peut pas, mais l'été, les produits locaux, c'est tellement meilleur. » À Verdun, la fraîcheur des produits était essentielle et souvent mise en relation avec la distance et le temps de transport. L'accent mis sur la qualité des produits dans les systèmes alimentaires alternatifs et locaux est récurrent dans la littérature puisque cette marque de valeur lui permet de se différencier du système conventionnel (Deverre et Lamine, 2010 ; Enthoven et Van den Broeck, 2021 ; Forssell et Lankoski, 2015 ; Jarosz, 2008 ; Misleh, 2022 ; Sonnino et Marsden, 2006). Néanmoins le concept de qualité demeure très subjectif et implique un processus social de construction de la qualité au même niveau que l'échelle du local puis qu'il doit être cadré dans un contexte spécifique de relation producteur·rice – consommateur·rice (Sonnino et Marsden, 2006).

Pour conclure, lors des entrevues, même si les représentations du local étaient associées à l'échelle de la région ou de la ville, tous les participant·e·s s'entendaient sur la nécessité d'acheter des produits

---

<sup>5</sup> « Donc c'est aussi important. S'il s'agit d'un aliment local, créez au moins des avantages et créez de la crédibilité pour le consommateur et également des avantages économiques pour la population locale. Parce qu'ils produisent de la nourriture locale et qu'ils ont un travail à partir de cette nourriture locale, alors je choisis local. » [Traduction Google]

alimentaires du Québec et que l'étiquetage les aidait à connaître l'origine du produit. Il semble que cette information donne une référence et un guide d'achat pour les consommateur·rice·s québécois·es qui veulent acheter des produits qu'ils considèrent comme locaux. En effet, Grunert *et al.* (2001) mentionnent que les consommateur·rice·s semblent prioriser les produits caractérisés par leur origine géographique, ce qui les informe sur leur provenance et leur permettent de déduire le mode de production utilisé. Mais de façon générale, l'étiquette certifie une certaine « qualité » à un produit (Grunert *et al.*, 2001).

On retrouve donc un chevauchement entre les quatre dimensions avec un fort accent sur la distance géographique selon différentes échelles : le quartier, la ville, la région et la province. À Victoriaville la consommation locale/régionale implique une participation à l'économie de la région de produits saisonniers de qualité. À Verdun, la provenance exacte semble moins importante et est surtout considérée en termes de temps de transport tout en restant au Québec, caractéristiques qui sont un gage de leur fraîcheur et de la qualité.

#### 4.2 La popularité des SAA et l'alimentation locale durant la COVID-19

Un autre résultat que nous voulons discuter est celui de la perception de la popularité des systèmes alimentaires alternatifs et locaux dans le contexte de crise sanitaire qui était actuelle au moment de la collecte de données (été 2021). À Victoriaville comme à Verdun, les participant·e·s ont majoritairement affirmé ne pas avoir changé leurs habitudes de consommation alimentaire depuis le début de la pandémie, sauf quelques-un·e·s qui mentionnaient avoir suivi les mesures de confinement en réduisant leurs sorties pour les achats en général. Pourtant, lors de l'analyse de nos résultats, nous avons observé que le début des adhésions aux SAA concordait avec le début de la pandémie, particulièrement à Verdun. D'autres, en situation de télétravail (à Verdun), ont tout de même affirmé avoir plus de temps pour faire les achats et les préparations alimentaires quotidiennes, une opportunité qui les avait motivés à changer leurs habitudes comme le décrit cette Verdunoise :

*Perhaps I buy food more often. Because I work from home and I like to go out and get out of the apartment. And I'm lucky i work from home because so if I want I can start up something at lunch this morning I start a pot of dry beans and it just cook while I work so that's a luxury I have too.<sup>6</sup>*

---

<sup>6</sup> Peut-être que j'achète de la nourriture plus souvent. Parce que je travaille à domicile et j'aime aller dehors et sortir de l'appartement. Et j'ai de la chance de travailler à la maison parce que si je veux, je peux commencer

Néanmoins, pour la plupart des répondant-e-s des deux villes, l'achat local était un sujet ayant pris de l'importance de façon médiatique et voyaient un intérêt croissant dans la population en général comme cette dame de Verdun l'indique : « je remarque que [dans] les conversations avec les amis, on est plus nombreux à avoir un panier, c'est moins quelque chose de surprenant quand on discute donc je me dis ça doit être quelque chose qui est plus commun. » En plus, nous constatons que les années d'adhésion aux SAA du trois quarts des répondant-e-s correspondent avec le début de la pandémie (été 2020 et 2021). À Victoriaville au contraire, l'achat auprès de producteur-ric-e-s locaux-les était déjà ancré dans les habitudes alimentaires puisque les trois quarts des répondant-e-s consommaient déjà aux SAA depuis plus de 5 ans. Ce qui ressort des résultats sur la popularité du local à Victoriaville supporte les résultats précédents sur la proximité aux producteur-ric-e-s et l'importance de s'entraider pendant cette crise et d'encourager les producteur-ric-e-s locaux-les (Utgé-Royo et Salem, 2021). Cette Victoriavilloise locavore le mentionne :

C'est juste qu'en même temps, je pense que tout le monde devrait faire ça, parce qu'avec la pandémie qu'on a connue [...], on s'est rendu compte que peut-être ça pourrait être plus que pertinent qu'on achète chez nous !

Les résultats suggèrent que la situation d'incertitude engendrée par la crise sanitaire de la COVID-19 a possiblement poussé la population à se tourner vers des sources alimentaires de proximité, plus directes, afin d'éviter de se trouver en position d'insécurité alimentaire comme le confirme le communiqué de l'IPES-Food (2020).

#### 4.3 Retour sur les objectifs de recherche

Ce projet de recherche visait à comprendre la contribution des systèmes alimentaires alternatifs dans la sécurité alimentaire des villes selon la problématique expliquée au chapitre 1 et basée sur ces deux questions de recherche :

- Selon le contexte urbain différent de ville moyenne et d'arrondissement de la métropole, comment se traduit l'accessibilité aux systèmes alimentaires alternatifs ?
- Quelle est la représentation des concepts de « systèmes alimentaires alternatifs » et de « local » ?

---

quelque chose au déjeuner ce matin, je commence une casserole de haricots secs et ça cuit pendant que je travaille, donc c'est un luxe que j'ai aussi. [Traduction Google]

Dans un premier temps, nous avons cherché à saisir la manière dont se traduit l'accès aux SAA dans deux contextes urbains différents : celui d'un arrondissement de la métropole et celui d'une ville moyenne. Dans un deuxième temps, en abordant la sécurité alimentaire selon une approche qualitative par l'outil conceptuel du cadre de l'accessibilité, nous avons tenté de mieux cerner la complexité de la question alimentaire. Dans un troisième temps, il était essentiel de décortiquer la représentation des concepts de « système alimentaire alternatif » et de « local » parmi la population interrogée pour ainsi vérifier au regard de la littérature existante. De façon générale, étudier la question alimentaire dans les villes nous permettait de mieux comprendre les interrelations entre les circonstances géographiques, les relations sociales et les particularités qui caractérisent les populations des contextes urbains à l'étude.

En résumé, les résultats ont révélé que la dimension économique domine dans l'accès alimentaire alternatif à Victoriaville et à Verdun, tout en étant nuancée de façon différentielle par les autres dimensions du cadre de l'accès. D'une part, à Victoriaville, la dimension temporelle est un facteur positif important dans l'accès et se traduit par une cohabitation prolongée de promiscuité physique avec les producteur·rice·s de la région et des traditions incrustées dans la vie des répondant·e·s. D'autre part, compte tenu du contexte géographique isolé de l'arrondissement de Montréal aux terres de production et aux producteur·rice·s, l'accès est davantage associé aux préférences sociopolitiques liées au principe d'altérité, concept expliqué au chapitre 1, qui détermineront en partie des choix alimentaires orientés sur la promesse de différence offerte par les SAA. Les consommateur·rice·s de Montréal, dont le pouvoir d'achat requiert un certain capital économique et culturel, sont prêts à payer plus cher pour des produits considérés comme « éthique ». En outre, il est important de mentionner comment la relation sociale virtuelle (Verdun) ou réelle (Victoriaville) joue un rôle de première ligne dans le choix des SAA puisqu'elle contribue à la proximité sociale et la relation de confiance entre les consommateur·rice·s et les producteur·rice·s.

Finalement, le concept de SAA, présent dans la littérature depuis plus de 20 ans, est presque inconnu des participant·e·s, tandis que la définition de « local » a été organisée en quatre dimensions : la distance géographique, la proximité socio-économique avec le producteur, la consommation responsable ainsi que la qualité et la saisonnalité des produits. À Victoriaville, le local se limite dans la région et l'importance d'encourager les producteur·rice·s régionaux·les est mise de l'avant tandis qu'à Verdun, la proximité physique associée au local peut s'étendre dans tout le Québec et la proximité sociale avec les

producteur-rice-s est plus floue. Autrement, les résultats relativement hétérogènes des différentes dimensions révèlent une subjectivité notable dans la définition du « local ».

#### 4.4 Limites de la recherche

Le choix de recruter auprès de points alimentaires alternatifs nous a d'une part, limités en termes de diversité de répondant-e-s puisque les avis étaient généralement positifs, c'est-à-dire qu'il a été difficile d'obtenir des avis négatifs concernant les SAA. De plus, la majorité des répondant-e-s étaient des femmes, avoir une plus grande proportion d'hommes dans l'échantillonnage aurait peut-être apporté d'autres éléments de réponses à nos questions. D'autre part, le recrutement a été plus aisé et plus efficace que par l'entremise de publicité via les entreprises en alimentation alternative ou en sécurité alimentaire. Une contrainte de temps et de déplacement a limité la recherche à des collectes de données effectuées durant l'été, mais il aurait été intéressant d'interviewer la population durant l'hiver, à savoir si la saison module la perception des SAA et leur accès. La durée des entretiens est aussi un facteur important dans la richesse des informations recueillies, c'est à dire que plus l'entretien est long, plus l'information a le potentiel d'être complète. Parmi les entrevues accordées, certaines plus courtes, n'ont peut-être pas permis d'aller chercher toutes les informations et ont possiblement limité la profondeur des résultats en lien avec la problématique étudiée. Nous tenons également à mentionner qu'il existe des différences socio-économiques dans le profil des participant.e.s de l'arrondissement et de la ville moyenne : plus de personnes retraité.e.s et à faibles revenus dans l'échantillon de personnes qui utilisent les SAA à Victoriaville vs. Verdun (5 fois plus). Cela est dû au fait que la population est plus vieillissante à Victoriaville et que les SAA à Montréal (de par leur nature) attire les gens plus aisés que ceux de Victoriaville. Cela pourrait introduire des biais dans l'interprétation de données. Nos résultats ne peuvent pas être généralisés. Finalement, dans ce travail, le devis de recherche impliquait la collecte de donnée de nature qualitative, mais une collecte de données quantitative aurait peut-être permis d'avoir des résultats complémentaires à ceux déjà obtenus.

Ce travail de recherche, étant circonscrit dans une moyenne ville et un arrondissement de Montréal et non généralisable, aurait bénéficié, pour contribuer à la théorisation de l'urbain, d'un élargissement vers d'autre contexte de ville dont les relations à l'alimentation se déploient différemment. D'ailleurs, les petites villes (20 000 habitants et moins selon Bruneau (2000)) comportant des problèmes d'approvisionnement pourraient être un sujet d'étude intéressant afin de comprendre la perception des habitant-e-s par rapport aux SAA et les moyens déployés pour améliorer l'accès alimentaire. Aussi, la

temporalité étant une dimension importante et inattendue dans ce travail est sous étudiée dans la recherche en général, il pourrait être enrichissant d'approfondir les connaissances scientifiques dans sa relation avec l'alimentation et les traditions existantes au Québec, mais aussi ailleurs dans le monde selon les contextes urbains. Ces données pourraient contribuer à mieux comprendre l'évolution de notre rapport à l'alimentation à travers le temps et le développement des villes. Autrement, les positions sociopolitiques que les SAA projettent (volontairement ou pas) se doivent d'être davantage étudiées afin de rester critiques et ainsi réduire les risques de tomber dans le piège de la dualité réductrice qui positionne les SAA sur un piédestal par rapport au système conventionnel. Finalement, nous appelons à approfondir la recherche sur la justice alimentaire dans les contextes des petites et moyennes villes pour ainsi mieux comprendre l'écart grandissant dans l'accès alimentaire entre les nantis et les moins nantis.

## CONCLUSION

Le système alimentaire mondial actuel est issu de la Révolution verte qui a conduit à une stimulation de la production afin d’approvisionner la population en croissance et ainsi éradiquer l’insécurité alimentaire. Néanmoins, ce système est devenu la source de problèmes environnementaux et sanitaires (nutritifs) à l’échelle locale et globale sans pour autant accomplir sa mission première de nourrir la population mondiale puisque 2 milliards de personnes souffrent toujours d’insécurité alimentaire dans le monde (FAO, 2020). De plus, l’offre alimentaire généralement calorifique et riche en produits raffinés de l’industrie alimentaire a entraîné un changement dans les habitudes alimentaires et conséquemment des problèmes de santé à une population mondiale de plus en plus sédentaire dont les effets secondaires de cette combinaison sont devenus un fardeau sociétal en santé publique.

Les systèmes alimentaires alternatifs et locaux, décrits dans la littérature comme une nouvelle façon d’envisager les chaînes d’approvisionnement alimentaire et les relations entre les parties prenantes du système, s’annoncent comme le nouvel espoir pour nourrir la population de façon plus juste et selon des méthodes plus durables. Cependant, plusieurs chercheuses et chercheurs ont soulevé l’importance d’établir le contexte économique, politique, social et environnemental dans lequel s’insèrent les SAA afin de ne pas tomber dans le piège du localisme qui suppose que les SAA sont automatiquement meilleurs que le système conventionnel. Ces systèmes offrant des produits de meilleure qualité, plus coûteux et requérant un capital social et culturel important, sont-ils la solution qui permettra de réduire l’insécurité alimentaire, tout en améliorant la santé humaine et la santé environnementale ? Sachant que le contexte urbain est de grande importance et que la composition des municipalités québécoises comprend une multitude de caractéristiques géographiques et sociodémographiques parmi les catégories des grandes et des moyennes villes, comment se traduit cette accessibilité ?

Le mémoire donne des réponses à ces questions, et ce, de façon nuancée. Nous montrons que les SAA diffèrent dans leur capacité de réduire l’insécurité alimentaire (notamment dans l’accès aux aliments nutritifs) : certains SAA y contribuent comme les paniers solidaires ou les jardins communautaires, mais leur effet dépend aussi de la saison, des politiques et des subventions gouvernementales. D’autres SAA tels que les Fermiers de famille semblent être moins accessibles financièrement, mais deviennent tout de même un lieu d’échange social notamment dans le cas d’une ville à petite taille. Les SAA les moins accessibles sont les points de vente d’aliments biologiques et écoresponsables en visant une classe de

population conscientisée et aisée. De surcroît, l'approche qualitative de l'étude nous permet de révéler les raisons plus profondes expliquant la variation du choix des SAA, même chez les adhérent·e·s de ces systèmes, ainsi que les causes qui sous-tendent la variation. À travers l'accès aux SAA, nous révélons également le rapport au temps et à la nourriture qu'entretiennent les répondant·e·s des deux villes et de l'impact de cette temporalité dans la relation avec l'alimentation et les connaissances. Selon notre recension des écrits, il n'existe pas d'étude à cette échelle urbaine au Québec qui aborde les SAA à la fois par l'environnement alimentaire aux niveaux communautaire et individuel.

Les différences exposant les enjeux d'accessibilité dans les deux cas, et l'importance accordée au rapport de proximité avec les productions, apportent des éléments cruciaux relativement au besoin éducationnel sur le long terme des produits alimentaires locaux. Ces résultats pourraient servir de point d'appui dans les décisions touchant aux curriculums éducatifs au niveau provincial et municipal, mais aussi pour des organismes travaillant auprès d'enfants du préscolaire, du primaire et du secondaire. Ces changements participeraient à la transmission de savoirs sur l'alimentation dans des milieux éducatifs qui en ont besoin, sachant que les grandes villes se démarquent par un manque de mise en relation avec le processus de production d'aliments locaux surtout parmi la population défavorisée.

Aussi, les connaissances issues de ce travail de recherche, dont certaines dimensions relèvent de la santé publique, pourraient servir dans l'élaboration de stratégies et d'actions en alimentation par l'Institut national de santé publique. Ces actions pourraient aider à démystifier le concept de SAA auprès de la population pour ainsi faire la promotion d'une alimentation de proximité, saine et de qualité afin d'améliorer la santé de la population tant sur le plan nutritionnel que sur le plan social.

À plus court terme, les connaissances générées par ce mémoire pourraient contribuer à informer les décideurs politiques dans la formulation de politiques provinciales et municipales relatives à l'alimentation. Plus particulièrement, le MAPAQ et les régions pourraient prioriser certaines formes de SAA comportant des faiblesses dans l'accessibilité à la production agricole régionale. Similairement, les villes ou les MRC pourraient cibler leur soutien à un accès aux aliments nutritifs en renforçant et en adaptant certains SAA selon les besoins de leur population et leur proximité aux zones agricoles. De façon plus large, les connaissances produites de ce travail de recherche pourraient aider les villes et MRC du Québec dans la création et la mise en œuvre de leurs politiques alimentaires, d'agriculture urbaine et de communauté nourricière. Par exemple, le financement d'espaces de production solidaire, c'est-à-dire dans un objectif

de redonner à la population à un prix abordable, serait une voie à explorer dans l'actuelle situation de sur-inflation post-pandémique. Nous insistons sur l'importance de porter une attention au contexte local dans la formulation des politiques en alimentation. Plusieurs efforts sont requis pour créer un système alimentaire résilient et juste aux impacts écologiques réduits et nous espérons contribuer à ces changements avec ce mémoire.

Selon un rapport des Nations Unies (2012), il est à prévoir qu'environ 68 % de la population mondiale habitera dans une zone urbaine en 2050 et en Amérique du Nord ce sera plus de 80 %. Le système alimentaire conventionnel qui comprend des modes de production non durables ainsi qu'une chaîne d'approvisionnement mondial complexe pourra-t-il dans un avenir proche, parer à la demande alimentaire dans un contexte de crise mondiale ? Comme mentionné dans l'introduction, les problèmes d'approvisionnement que nous avons vécu durant la crise sanitaire COVID-19 seraient un « test de résistance » pour la population mondiale pour ainsi nous préparer à la crise climatique à venir (Rivera-Ferre *et al.*, 2021). Au Québec, de 2020 à 2021, nous avons assisté à un accroissement de la popularité du Réseau des Fermiers de famille (SAA) avec une augmentation de 46 % des abonnements (ICI.Radio-Canada.ca, 2021). Ces circonstances nous permettent d'envisager que les systèmes alimentaires alternatifs et locaux pourront être notre bouée de sauvetage lorsqu'une future crise mondiale qui affectera les chaînes d'approvisionnement. Le potentiel des SAA dans l'approvisionnement des villes se doit d'être considéré sérieusement. Par conséquent, les villes ont le devoir de se doter de politiques alimentaires adaptées et qui prennent en considération la relation entre le contexte urbain et la proximité aux producteurs et productrices, les besoins de sa population locale ainsi les modes d'organisation de la ferme à la table (distribution et consommation des aliments). Le développement de politiques alimentaires et de communautés nourricières faisant actuellement partie des priorités politiques, il serait pertinent pour les villes du Québec, de rénover leurs systèmes alimentaires et de se doter de politiques visant à rendre ces systèmes plus résilients, durables et justes.

**ANNEXE A**  
**CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE**



No. de certificat : 2022-3903

Date : 2022-07-08

**CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE**  
**RENOUVELLEMENT**

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (janvier 2016) de l'UQAM.

- Titre du projet : La contribution des systèmes alimentaires alternatifs dans la sécurité alimentaire selon la proximité au territoire de production : Victoriaville versus l'arrondissement de Verdun
- Nom de l'étudiant : Mélodie Cantin-Lafrance
- Programme d'études : Maîtrise en sciences de l'environnement (avec mémoire)
- Direction(s) de recherche : Thi Thanh Hien Pham

**Modalités d'application**

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

**Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission.** Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année au plus tard un mois avant la date d'échéance (**2023-07-08**) de votre certificat. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Caroline Coulombe'.

Caroline Coulombe  
Professeure, Département de management  
Présidente du CERPE plurifacultaire

## RÉFÉRENCES

- Apparicio, P., Cloutier, M.-S. et Shearmur, R. (2007). The case of Montréal's missing food deserts: Evaluation of accessibility to food supermarkets. *International Journal of Health Geographics*, 6(1), 4. <https://doi.org/10.1186/1476-072X-6-4>
- Arsenault, R. (2018). Victoriaville – Berceau du développement durable. *Histoire Québec*, 24(1), 13-15. <https://www.erudit.org/fr/revues/hq/2018-v24-n1-hq03797/88325ac/>
- Baldi, L., Bertoni, D., Migliore, G. et Peri, M. (2019). How alternative food networks work in a metropolitan area? An analysis of Solidarity Purchase Groups in Northern Italy. *Agricultural and Food Economics*, 7(1), 20. <https://doi.org/10.1186/s40100-019-0139-3>
- Bao, K. Y., Tong, D., Plane, D. A. et Buechler, S. (2020). Urban food accessibility and diversity: Exploring the role of small non-chain grocers. *Applied Geography*, 125, 102275. <https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2020.102275>
- Beaupré, M., Gaudreau, M. et Woods, A. (2022, 16 mai). Achat local en péril. *La Presse+*, Affaires, écran 16. [https://plus.lapresse.ca/screens/3ccc5b23-e25b-4c79-9a53-c9b02008209d|\\_0.html](https://plus.lapresse.ca/screens/3ccc5b23-e25b-4c79-9a53-c9b02008209d|_0.html)
- Bedore, M. (2013). Geographies of capital formation and rescaling: A historical-geographical approach to the food desert problem: Geographies of capital formation and rescaling. *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 57(2), 133-153. <https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2012.00454.x>
- Bélanger, F. et Laflamme, A. (2023). L'insécurité alimentaire au Québec. *Assemblée Nationale du Québec, Bibliothèque*.  
<file:///Users/melodiecantin/Downloads/Note%20-%20L'ins%C3%A9curit%C3%A9%20alimentaire.pdf>
- Berroir, S., Delage, M., Fleury, A., Fol, S., Guérois, M., Maulat, J., Raad, L., Vallée, J. et Viana Cerqueira, E. (2017). Petites villes périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise. *Espaces et sociétés*, 168-169(1-2), 69-88. <https://doi.org/10.3917/esp.168.0069>
- Bertrand, L., Thérien, F. et Cloutier, M.-S. (2008). Measuring and Mapping Disparities in Access to Fresh Fruits and Vegetables in Montréal. *Canadian Journal of Public Health = Revue Canadienne de Santé Publique*, 99(1), 6-11. <https://doi.org/10.1007/BF03403732>
- Boone-Heinonen, J., Gordon-Larsen, P., Kiefe, C. I., Shikany, J. M., Lewis, C. E. et Popkin, B. M. (2011). Fast food restaurants and food stores: longitudinal associations with diet in young adults: The CARDIA Study. *Archives of internal medicine*, 171(13), 1162-1170. <https://doi.org/10.1001/archinternmed.2011.283>
- Born, B. et Purcell, M. (2006). Avoiding the Local Trap: Scale and Food Systems in Planning Research. *Journal of Planning Education and Research*, 26(2), 195-207. <https://doi.org/10.1177/0739456X06291389>

- Bos, E. et Owen, L. (2016). Virtual reconnection: The online spaces of alternative food networks in England. *Journal of Rural Studies*, 45, 1-14. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2016.02.016>
- Bourdieu, P. (1980). Le capital social. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31(1), 2-3. [https://www.persee.fr/doc/arss\\_0335-5322\\_1980\\_num\\_31\\_1\\_2069](https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1980_num_31_1_2069)
- Bricas, N., Barles, S., Billen, G. et Routhier, J.-L. (2021). Chapitre 1 - Les enjeux de l'urbanisation pour la durabilité des systèmes alimentaires. Dans C. Brand, D. Conaré, B. Daviron, J. Debru, L. Michel et C.-T. Soulard (dir.), *Construire des politiques alimentaires urbaines : Concepts et démarches* (p. 19-42). Éditions Quæ. <http://books.openedition.org/quæ/30542>
- Brisebois, É. et Audet, R. (2018). Portrait des systèmes alimentaires au Québec: enjeux, organisation et défis. *Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique*, 3, 27.
- Bruegel, M. et Stanziani, A. (2004). Pour une histoire de la « sécurité alimentaire ». *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 51-3(3), 7-16. <https://doi.org/10.3917/rhmc.513.0007>
- Bruneau, P. (2000). L'archipel urbain québécois : un nouveau rapport société-espace. Dans *Le Québec en changement: Entre l'exclusion et l'espérance*. Presses de l'Université du Québec.
- Brunori, G. (2007). Local food and alternative food networks: a communication perspective. *Anthropology of food*, (S2). <https://doi.org/10.4000/aof.430>
- Bustillos, B., Sharkey, J. R., Anding, J. et McIntosh, A. (2009). Availability of more healthful food alternatives in traditional, convenience, and nontraditional types of food stores in two rural Texas counties. *Journal of the American Dietetic Association*, 109(5), 883-889. <https://doi.org/10.1016/j.jada.2009.02.011>
- Canada. Agriculture et agroalimentaire Canada. (1998). *Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire (1998)*. Canada. Agriculture et agroalimentaire Canada. [https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2013/aac-aafc/A2-190-1999-fra.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2013/aac-aafc/A2-190-1999-fra.pdf)
- Canal Vieira, L., Serrao-Neumann, S. et Howes, M. (2021). Daring to build fair and sustainable urban food systems: A case study of alternative food networks in Australia. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 45(3), 344-365. <https://doi.org/10.1080/21683565.2020.1812788>
- Cannuscio, C. C., Hillier, A., Karpyn, A. et Glanz, K. (2014). The social dynamics of healthy food shopping and store choice in an urban environment. *Social Science & Medicine*, 122, 13-20. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2014.10.005>
- Carneiro, P., Dearden, L. et Vignoles, A. (2010). The Economics of Vocational Education and Training. Dans P. Peterson, E. Baker et B. McGaw (dir.), *International Encyclopedia of Education (Third Edition)* (p. 255-261). Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-044894-7.01737-1>
- Caspi, C. E., Sorensen, G., Subramanian, S. V. et Kawachi, I. (2012). The local food environment and diet: A systematic review. *Health & Place*, 18(5), 1172-1187. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2012.05.006>

- Chan, L., Hall, B., Piron, F., Tandon, R. et Williams, L. (2020, juillet). La science ouverte au-delà du libre accès : Pour et avec les communautés. Un pas vers la décolonisation des savoirs. *IdéesLab de la Commission canadienne pour l'UNESCO* (Ottawa, Canada).
- Charreire, H., Casey, R., Salze, P., Simon, C., Chaix, B., Banos, A., Badariotti, D., Weber, C. et Oppert, J.-M. (2010). Measuring the food environment using geographical information systems: a methodological review. *Public Health Nutrition*, 13(11), 1773-1785. <https://doi.org/10.1017/S1368980010000753>
- Chevassus-au-Louis, B. (2020). Vers des systèmes alimentaires durables. *Annales des Mines - Réalités industrielles*, Mai 2020(2), 51-56. <https://doi.org/10.3917/rindu1.202.0051>
- Chiffolleau, Y. et Paturel, D. (2016). Les circuits courts alimentaires « pour tous », outils d'analyse de l'innovation sociale. *Innovations*, 50(2), 191-210. <http://www.cairn.info/revue-innovations-2016-2-page-191.htm>
- Clapp, J. et Moseley, W. G. (2020). This food crisis is different: COVID-19 and the fragility of the neoliberal food security order. *The Journal of Peasant Studies*, 47(7), 1393-1417. <https://doi.org/10.1080/03066150.2020.1823838>
- Cleveland, D. A., Carruth, A. et Mazaroli, D. N. (2015). Operationalizing local food: goals, actions, and indicators for alternative food systems. *Agriculture and Human Values*, 32(2), 281-297. <https://doi.org/10.1007/s10460-014-9556-9>
- Cockrall-King, J. (2016). *La révolution de l'agriculture urbaine*. Les Éditions Écosociété.
- Conway, G., Wilson, K. et Shah, R. (2012). *One Billion Hungry* (1<sup>re</sup> éd.). Cornell University Press. <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.7591/j.cttq43v4>
- Crippa, M., Solazzo, E., Guizzardi, D., Monforti-Ferrario, F., Tubiello, F. N. et Leip, A. (2021). Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions. *Nature Food*, 2(3), 198-209. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00225-9>
- Daniel, M., Kestens, Y. et Paquet, C. (2009). Demographic and urban form correlates of healthful and unhealthful food availability in Montréal, Canada. *Canadian Journal of Public Health = Revue Canadienne De Sante Publique*, 100(3), 189-193.
- Dean, W. R. et Sharkey, J. R. (2011). Rural and urban differences in the associations between characteristics of the community food environment and fruit and vegetable intake. *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 43(6), 426-433. <https://doi.org/10.1016/j.jneb.2010.07.001>
- DeLind, L. B. (2011). Are local food and the local food movement taking us where we want to go? Or are we hitching our wagons to the wrong stars? *Agriculture and Human Values*, 28(2), 273-283. <https://doi.org/10.1007/s10460-010-9263-0>
- de Saint Pol, T. (2017). Les évolutions de l'alimentation et de sa sociologie au regard des inégalités sociales. *L'Année sociologique*, 67(1), 11-22. <https://doi.org/10.3917/anso.171.0011>

- Desjardins, X. et Estèbe, P. (2019). *Villes petites et moyennes et aménagement territorial - Eclairages anglais, allemands et italiens sur le cas français*. Edition PUCA.
- Deverre, C. et Lamine, C. (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, (317), 57-73. <https://doi.org/10.4000/economierurale.2676>
- Dimitrova, A. (2005). Le « jeu » entre le local et le global : dualité et dialectique de la globalisation. *Socio-anthropologie*, (16). <https://doi.org/10.4000/socio-anthropologie.440>
- Dowler, E., Kneafsey, M., Cox, R. et Holloway, L. (2010). ‘Doing Food Differently’: Reconnecting Biological and Social Relationships through Care for Food. *The Sociological Review*, 57(2\_suppl), 200-221. <https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.2010.01893.x>
- Doyon, M. et Klein, J.-L. (dir.). (2019). *Pour la sécurisation alimentaire au Québec: perspective territoriale*. Presses de l’Université du Québec.
- Drisdelle, C., Kestens, Y., Hamelin, A.-M. et Mercille, G. (2020). Disparities in Access to Healthy Diets: How Food Security and Food Shopping Behaviors Relate to Fruit and Vegetable Intake. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, 120(11), 1847-1858. <https://doi.org/10.1016/j.jand.2020.03.020>
- Drouin, S., Hamelin, A.-M. et Ouellet, D. (2009). Economic Access to Fruits and Vegetables in the Greater Quebec City: Do Disparities Exist? *Canadian Journal of Public Health = Revue Canadienne de Santé Publique*, 100(5), 361-364. <https://doi.org/10.1007/BF03405271>
- DuPuis, E. M. et Goodman, D. (2005). Should we go “home” to eat?: toward a reflexive politics of localism. *Journal of Rural Studies*, 21(3), 359-371. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2005.05.011>
- Durand, C. (2011). L’alimentation moderne pour la famille traditionnelle : les discours sur l’alimentation au Québec (1914-1945). *Revue de Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, (3), 60-73. <https://doi.org/10.7202/1027030ar>
- Duru, M. et Bras, C. L. (2020). Crises environnementales et sanitaires : des maladies de l’anthropocène qui appellent à refonder notre système alimentaire. *Cahiers Agricultures*, 29, 34. <https://doi.org/10.1051/cagri/2020033>
- Dutil, J. (2012). Le goût de Montréal : regard sur la notion de désert alimentaire. *Pour*, 215-216(3-4), 377-383. <https://doi.org/10.3917/pour.215.0377>
- Dwiartama, A. et Piatti, C. (2016). Assembling local, assembling food security. *Agriculture and Human Values*, 33(1), 153-164. <https://doi.org/10.1007/s10460-015-9624-9>
- Éditions Larousse. (s. d.). *Larousse.fr : encyclopédie et dictionnaires gratuits en ligne*. Récupéré le 13 mars 2023 de <https://www.larousse.fr/>
- Enthoven, L. et Van den Broeck, G. (2021). Local food systems: Reviewing two decades of research.

- Agricultural Systems*, 193, 1-14. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103226>
- Équiterre. (2013, 28 janvier). *Alimentation locale | Équiterre*.  
<https://www.equiterre.org/fr/ressources/fiche-alimentation-locale>
- Evenson, R. E. et Gollin, D. (2003). Assessing the Impact of the Green Revolution, 1960 to 2000. *Science*, 300(5620), 758-762. <https://doi.org/10.1126/science.1078710>
- FAO. Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire. Programme CE-FAO « Sécurité alimentaire l'information pour l'action ». <https://www.fao.org/3/al936f/al936f.pdf> 2008.
- FAO. (2023). *FAOSTAT*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.  
<https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QCL/visualize>
- FAO, I. (2020). *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020: Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. <https://doi.org/10.4060/ca9692fr>
- Forssell, S. et Lankoski, L. (2015). The sustainability promise of alternative food networks: an examination through “alternative” characteristics. *Agriculture and Human Values*, 32(1), 63-75.  
<https://doi.org/10.1007/s10460-014-9516-4>
- Fortin, M.-F. et Gagnon, J. (2010). *Fondements et étapes du processus de recherche*. Chenelière éducation.
- Freedman, D. A., Blake, C. E. et Liese, A. D. (2013). Developing a Multicomponent Model of Nutritious Food Access and Related Implications for Community and Policy Practice. *Journal of Community Practice*, 21(4), 379-409. <https://doi.org/10.1080/10705422.2013.842197>
- Gallani, A. V. (2020). *Accès à l'alimentation saine dans l'Est de Montréal : Perspective des ménages à faible revenu et des acteurs en sécurité alimentaire* [Mémoire, Université de Montréal].
- Galli, F., Cavicchi, A. et Brunori, G. (2019). Food waste reduction and food poverty alleviation: a system dynamics conceptual model. *Agriculture and Human Values*, 36, 289-300.  
<https://doi.org/10.1007/s10460-019-09919-0>
- Géographe canadien, Le / The Canadian Geographer | Association canadienne des revues savantes*. (s. d.). Récupéré le 1 mars 2023 de <https://www.calj-acrs.ca/fr/revue/geographe-canadien-le-canadian-geographer>
- Gittelsohn, J., Franceschini, M. C. T., Rasooly, I. R., Ries, A. V., Ho, L. S., Pavlovich, W., Santos, V. T., Jennings, S. M. et Frick, K. D. (2008). Understanding the Food Environment in a Low-Income Urban Setting: Implications for Food Store Interventions. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 2(2-3), 33-50. <https://doi.org/10.1080/19320240801891438>
- Glanz, K., Sallis, J., Saelens, B. et Frank, L. (2005). Healthy Nutrition Environments: Concepts and Measures. *American journal of health promotion*, 19(5), 330-3, ii. <https://doi.org/10.4278/0890-1171->

- Goodrick, D. (2014). *Études de cas comparatives (9)* [Notes méthodologiques]. Centre de recherche Innocenti. <https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/MB9FR.pdf>
- Gordon, C., Purciel-Hill, M., Ghai, N. R., Kaufman, L., Graham, R. et Van Wye, G. (2011). Measuring food deserts in New York City's low-income neighborhoods. *Health & Place*, 17(2), 696-700. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2010.12.012>
- Gordon, L. J., Bignet, V., Crona, B., Henriksson, P. J. G., Holt, T. V., Jonell, M., Lindahl, T., Troell, M., Barthel, S., Deutsch, L., Folke, C., Haider, L. J., Rockström, J. et Queiroz, C. (2017). Rewiring food systems to enhance human health and biosphere stewardship. *Environmental Research Letters*, 12(10), 100201. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/aa81dc>
- Grunert, K. G., Juhl, H. J., Poulsen, C. S., MAPP Centre et Aarhus School of Business. (2001). *Perception De La Qualité En Alimentaire Et Rôle Des Labels*, (No 183/184), 181-196. <https://www.proquest.com/docview/202668470/abstract/D4D751F76A154DF4PQ/1>
- Guérard, F. (2013). L'émergence de politiques nutritionnelles au Québec, 1936-1977. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 67(2), 165-192. <https://doi.org/10.7202/1027646ar>
- Guthman, J. (2004). The Trouble with 'Organic Lite' in California: a Rejoinder to the 'Conventionalisation' Debate. *Sociologia Ruralis*, 44(3), 301-316. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9523.2004.00277.x>
- Hamelin, A.-M., Beaudry, M. et Habicht, J.-P. (1998). La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire. *Canadian Journal of Development Studies*, 19, 277-306. <https://doi.org/10.1080/02255189.1998.9669788>
- Hamelin, A.-M., Mercier, C. et Bédard, A. (2010). Discrepancies in households and other stakeholders viewpoints on the food security experience: a gap to address. *Health Education Research*, 25(3), 401-412. <https://doi.org/10.1093/her/cyp033>
- Hartt, M. et Hollander, J. (2018). City Size and Academic Focus: Exploring Trends in Canadian Urban Geography, Planning and Policy Literature. *Canadian Journal of Urban Research*, 27(1), 1-13. <https://cjur.uwinnipeg.ca/index.php/cjur/article/view/111>
- Harvey, D. (2000). The geography of the Manifesto. Dans *Spaces of Hope* (p. 21-40). Edinburgh University Press. <https://www.jstor.org/stable/10.3366/j.ctvxrcz8.6>
- Hess, M. (2004). 'Spatial' relationships? Towards a reconceptualization of embedded ness. *Progress in Human Geography*, 28(2), 165-186. <https://doi.org/10.1191/0309132504ph479oa>
- Hinrichs, C. C. (2003). The practice and politics of food system localization. *Journal of Rural Studies*, 19(1), 33-45. [https://doi.org/10.1016/S0743-0167\(02\)00040-2](https://doi.org/10.1016/S0743-0167(02)00040-2)
- ICI.Radio-Canada.ca, Z. É.-. (2021, 23 mars). *Une autre année record en vue pour les paniers bios au*

Québec | Coronavirus. Radio-Canada.ca. Radio-Canada.ca. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1779222/paniers-bios-fermes-abonnements-record-pandemie-quebec>

- Institut de la statistique du Québec. (2020). *Estimations de la population des municipalités de 25 000 habitants et plus, Québec, 1<sup>er</sup> juillet 2001 à 2021*. Institut de la Statistique du Québec. <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/estimations-de-la-population-des-municipalites-de-25-000-habitants-et-plus>
- IPES-Food. Le COVID-19 et la crise dans les systèmes alimentaires : Symptômes, causes et solutions potentielles. 2020.
- Ivers, L. et Fleury, M. (2023, 4 novembre). *Développement urbain*. Groupe de la Banque Mondiale. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/urbandevelopment/overview>
- Jarosz, L. (2008). The city in the country: Growing alternative food networks in Metropolitan areas. *Journal of Rural Studies*, 24(3), 231-244. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2007.10.002>
- Jourdan, C. et Riley, K. C. (2013). Présentation: La glocalisation alimentaire. *Anthropologie et Sociétés*, 37(2), 9. <https://doi.org/10.7202/1017903ar>
- Kato, Y. et McKinney, L. (2015). Bringing food desert residents to an alternative food market: a semi-experimental study of impediments to food access. *Agriculture and Human Values*, 32(2), 215-227. <https://doi.org/10.1007/s10460-014-9541-3>
- Kebir, L. et Torre, A. (2013). Geographical proximity and new short supply food chains. Dans Lazzeretti L. (dir.), *Creative Industries and Innovation in Europe, Concepts, Mesures, and Comparative Case Studies* (p. 328). Routledge.
- Khan, S. A. K. U., Rahman, Md. M. et Islam, Md. M. (2023). Agro-Biodiversity Across the Food Chain. Dans C. M. Galanakis (dir.), *Biodiversity, Functional Ecosystems and Sustainable Food Production* (p. 1-40). Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-031-07434-9\\_1](https://doi.org/10.1007/978-3-031-07434-9_1)
- Kirwan, J. et Maye, D. (2013). Food security framings within the UK and the integration of local food systems. *Journal of Rural Studies*, 29, 91-100. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2012.03.002>
- Kloppenborg, J., Hendrickson, J. et Stevenson, G. W. (1996). Coming in to the foodshed. *Agriculture and Human Values*, 13(3), 33-42. <https://doi.org/10.1007/BF01538225>
- Kneafsey, M., Cox, R., Holloway, L., Dowler, E., Venn, L. et Tuomainen, H. (2008). *Reconnecting Consumers, Producers and Food: Exploring Alternatives*. <https://doi.org/10.5040/9781350047631>
- Kneafsey, M., Dowler, E., Lambie-Mumford, H., Inman, A. et Collier, R. (2013). Consumers and food security: Uncertain or empowered? *Journal of Rural Studies*, 29, 101-112. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2012.05.005>
- Lang, T. et Barling, D. (2012). Food security and food sustainability: reformulating the debate. *The Geographical Journal*, 178(4), 313-326. <https://www.jstor.org/stable/23360870>

- Larson, N. I., Story, M. T. et Nelson, M. C. (2009). Neighborhood environments: disparities in access to healthy foods in the U.S. *American Journal of Preventive Medicine*, 36(1), 74-81. <https://doi.org/10.1016/j.amepre.2008.09.025>
- Le Velly, R. (2017). Dynamiques des systèmes alimentaires alternatifs . Cairn.info. Dans *Systèmes agroalimentaires en transition* (p. 149-158). Éditions Quæ. <https://doi.org/10.3917/quae.lubel.2017.01.0149>
- Levkoe, C. Z. (2006). Learning Democracy Through Food Justice Movements. *Agriculture and Human Values*, 23(1), 89-98. <https://doi.org/10.1007/s10460-005-5871-5>
- Maher Salman. (2020). *Construire mieux pour l'avenir - Initiative: Domaine thématique – Productivité de l'eau agricole*. FAO. <https://www.fao.org/documents/card/fr?details=CA9356FR>
- Maye, D. et Ilbery, B. (2006). Regional Economies of Local Food Production: Tracing Food Chain Links Between ‘Specialist’ Producers and Intermediaries in the Scottish–English Borders. *European Urban and Regional Studies*, 13(4), 337-354. <https://doi.org/10.1177/0969776406068588>
- McClintock, N. (2014). Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: coming to terms with urban agriculture’s contradictions. *Local Environment*, 19(2), 147-171. <https://doi.org/10.1080/13549839.2012.752797>
- McKinnon, R. A., Reedy, J., Morrissette, M. A., Lytle, L. A. et Yaroch, A. L. (2009). Measures of the Food Environment: A Compilation of the Literature, 1990–2007. *American Journal of Preventive Medicine*, 36(4, Supplement), S124-S133. <https://doi.org/10.1016/j.amepre.2009.01.012>
- Messmer, J.-G. (2013). *Les circuits courts multi-acteurs : Emergence d'organisations innovantes dans les filières courtes alimentaires* (INRA-MaR/S).
- Michel-Villarreal, R., Hingley, M., Canavari, M. et Bregoli, I. (2019). Sustainability in Alternative Food Networks: A Systematic Literature Review. *Sustainability*, 11(3), 859. <https://doi.org/10.3390/su11030859>
- Miewald, C. et McCann, E. (2014). Foodscapes and the Geographies of Poverty: Sustenance, Strategy, and Politics in an Urban Neighborhood. *Antipode*, 46(2), 537-556. <https://doi.org/10.1111/anti.12057>
- Misleh, D. (2022). Moving beyond the impasse in geographies of ‘alternative’ food networks. *Progress in Human Geography*, 46(4), 1028-1046. <https://doi.org/10.1177/03091325221095835>
- Morgan, K. (2014). Nourishing the City: The Rise of the Urban Food Question in the Global North - Urban Studies 2014. *Urban Studies*, 52(8). <https://doi.org/10.1177/0042098014534902>
- Mundler, P. et Laughrea, S. (2016). The contributions of short food supply chains to territorial development: A study of three Quebec territories. *Journal of Rural Studies*, 45, 218-229. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2016.04.001>
- Myers, J. S. et Sbicca, J. (2015). Bridging good food and good jobs: From secession to confrontation

within alternative food movement politics. *Geoforum*, 61, 17-26.  
<https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.02.003>

OCDE. (s. d.). *Food systems - OECD*. OECD Better Policies For Better Lives. Récupéré le 11 février 2023 de <https://www.oecd.org/food-systems/>

Páez, A., Gertes Mercado, R., Farber, S., Morency, C. et Roorda, M. (2010). Relative Accessibility Deprivation Indicators for Urban Settings: Definitions and Application to Food Deserts in Montreal. *Urban Studies*, 47(7), 1415-1438. <https://doi.org/10.1177/0042098009353626>

Penchansky, R. et Thomas, J. W. (1981). The concept of access: definition and relationship to consumer satisfaction. *Medical Care*, 19(2), 127-140. <https://doi.org/10.1097/00005650-198102000-00001>

Pérez, E., Roncarolo, F. et Potvin, L. (2017). Associations between the local food environment and the severity of food insecurity among new families using community food security interventions in Montreal. *Canadian Journal of Public Health = Revue Canadienne De Sante Publique*, 108(1), e49-e55. <https://doi.org/10.17269/cjph.108.5651>

Pham, T.-T.-H., Kee, M., McClintock, N. et Tamarra, S. (2023). L'émergence de la question de l'alimentation du milieu urbain à Vancouver et à Montréal. Dans S. Breux et M. Holden (dir.), *Regards croisés des études urbaines entre le Québec et la Colombie Britannique* (Presses de l'Université Laval, p. 123-150).

Pouliot, N. et Hamelin, A.-M. (2009). Disparities in fruit and vegetable supply: a potential health concern in the greater Québec City area. *Public Health Nutrition*, 12(11), 2051-2059.  
<https://doi.org/10.1017/S1368980009005369>

Prost, P. (2020, 25 mars). *L'alimentation, témoin de l'évolution des valeurs sociales*. Musée McCord Stewart. <https://www.musee-mccord.qc.ca/fr/blogue/alimentation-evolution-valeurs-sociales/>

Pumain, D. (1999). Quel rôle pour les villes petites et moyennes des régions périphériques ? *Revue de Géographie Alpine*, 87(2), 167-184. <https://doi.org/10.3406/rga.1999.2950>

Putnam, R. D. (1995). Bowling Alone: America's Declining Social Capital. *Journal of Democracy*, 6(1), 65-78. <https://doi.org/10.1353/jod.1995.0002>

Rastoin, J.-L. (2000). Une brève histoire de l'industrie alimentaire. *Économie rurale*, 255(1), 61-71.  
<https://doi.org/10.3406/ecoru.2000.5157>

Raynolds, L. T. (2000). Re-embedding global agriculture: The international organic and fair trade movements. *Agriculture and Human Values*, 17(3), 297-309.  
<https://doi.org/10.1023/A:1007608805843>

Renting, H., Marsden, T. K. et Banks, J. (2003). Understanding Alternative Food Networks: Exploring the Role of Short Food Supply Chains in Rural Development. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 35(3), 393-411. <https://doi.org/10.1068/a3510>

- Renting, H., Schermer, M. et Rossi, A. (2012). Building Food Democracy: Exploring Civic Food Networks and Newly Emerging Forms of Food Citizenship. *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, 19, 289-307.
- Resolis. (2016). Systèmes alimentaires territorialisés au Québec : 100 initiatives locales pour une alimentation responsable et durable. *Journal RESOLIS*, (7).
- Rickards, L., Gleeson, B., Boyle, M. et O'Callaghan, C. (2016). Urban studies after the age of the city. *Urban Studies*, 53(8), 1523-1541. <https://doi.org/10.1177/0042098016640640>
- Rideout, K., Mah, C. L. et Minaker, L. Environnements alimentaires: Introduction pour professionnels de la santé publique. Centre de collaboration nationale en santé environnementale. décembre 2015.
- Rivera-Ferre, M. G., López-i-Gelats, F., Ravera, F., Oteros-Rozas, E., di Masso, M., Binimelis, R. et El Bilali, H. (2021). The two-way relationship between food systems and the COVID19 pandemic: causes and consequences. *Agricultural Systems*, 191, 103134. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103134>
- Robinson, J. M., Mzali, L., Knudsen, D., Farmer, J., Spiewak, R., Suttles, S., Burris, M., Shattuck, A., Valliant, J. et Babb, A. (2021). Food after the COVID-19 Pandemic and the Case for Change Posed by Alternative Food: A Case Study of the American Midwest. *Global Sustainability*, 4. <https://doi.org/10.1017/sus.2021.5>
- Robitaille, E. et Bergeron, P. (2013). *Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec*. Institut national de santé publique. <https://canadacommons.ca/artifacts/1239007/accessibilite-geographique-aux-commerces-alimentaires-au-quebec/1792079/>
- Robitaille, E., Bergeron, P., Philibert, M., Institut national de santé publique et Bibliothèque numérique canadienne (Firme). (2014). *Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec: analyse de situation et perspectives d'interventions*. <http://www.deslibris.ca/ID/240236>
- Robitaille, J. et Mapa. (2012). La consommation de viande. Évolution et perspectives de croissance. *Regard sur l'industrie alimentaire*, 15(1), 12.
- Rocheffort, M., Rocheleau, A., Poudrier, É. et Pham, H. Recension sommaire des critères pouvant servir à hiérarchiser les petites, moyennes et grandes villes. Chaire de recherche du Canada sur les petites et moyennes villes en transformation. juin 2021.
- Rose, N. et Lourival, I. (2019). Hegemony, Counter-Hegemony and Food Systems Literacy: Transforming the Global Industrial Food System. *Australian Journal of Environmental Education*, 35(2), 110-122. <https://doi.org/10.1017/ae.2019.9>
- Rothwell, A., Ridoutt, B., Page, G. et Bellotti, W. (2016). Environmental performance of local food: trade-offs and implications for climate resilience in a developed city. *Journal of Cleaner Production*, 114, 420-430. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2015.04.096>
- Sage, C. (2003). Social embeddedness and relations of regard:: alternative 'good food' networks in south-

- west Ireland. *Journal of Rural Studies*, 47-60.
- Salliou, N. (2018). Le commerce équitable : d'un projet alternatif à l'accompagnement de la mondialisation. *Pour*, 234-235(2-3), 135-141. <https://doi.org/10.3917/pour.234.0135>
- Shepon, A., Henriksson, P. J. G. et Wu, T. (2018). Conceptualizing a Sustainable Food System in an Automated World: Toward a "Eudaimonian" Future. *Frontiers in Nutrition*, 5, 104. <https://doi.org/10.3389/fnut.2018.00104>
- Sonnino, R. (2016). The new geography of food security: exploring the potential of urban food strategies. *The Geographical Journal*, 182(2), 190-200. <https://doi.org/10.1111/geoj.12129>
- Sonnino, R. et Marsden, T. (2006). Beyond the divide: rethinking relationships between alternative and conventional food networks in Europe. *Journal of Economic Geography*, 6(2), 181-199. <https://doi.org/10.1093/jeg/lbi006>
- Springmann, V. et Drouin, L. Regard sur la santé des Montréalais. L'observateur. [http://emis.santemontreal.qc.ca/fileadmin/emis/Sant%C3%A9\\_des\\_Montr%C3%A9alais/Observateur/Observateur\\_ins%C3%A9curit%C3%A9\\_alimentaire\\_final.pdf](http://emis.santemontreal.qc.ca/fileadmin/emis/Sant%C3%A9_des_Montr%C3%A9alais/Observateur/Observateur_ins%C3%A9curit%C3%A9_alimentaire_final.pdf) octobre 2020.
- Statistique Canada. (2015). *Sentiment d'appartenance au Canada, à la province de résidence et à la communauté locale*, 6.
- Statistique Canada. (2017, 8 février). *Profil du recensement, Recensement de 2016*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>
- Steel, C. (2013). *Hungry city: how food shapes our lives*. Vintage Books.
- Tacoli, C. et Agergaard, J. (2017). *Urbanisation, rural transformations and food systems: The role of small towns*. International Institute for Environment and Development. <https://www.jstor.org/stable/resrep02724>
- Tarasuk, V. Document de travail sur l'insécurité alimentaire individuelle et des ménages. [https://www.canada.ca/content/dam/hc-sc/migration/hc-sc/fn-an/alt\\_formats/hpfb-dgpsa/pdf/nutrition/food\\_sec\\_entire-sec\\_aliments\\_entier-fra.pdf](https://www.canada.ca/content/dam/hc-sc/migration/hc-sc/fn-an/alt_formats/hpfb-dgpsa/pdf/nutrition/food_sec_entire-sec_aliments_entier-fra.pdf) 2001.
- Tilman, D. et Clark, M. (2014). Global diets link environmental sustainability and human health. *Nature*, 515, 518-522. <https://doi.org/10.1038/nature13959>
- Tilman, D., Clark, M., Williams, D. R., Kimmel, K., Polasky, S. et Packer, C. (2017). Future threats to biodiversity and pathways to their prevention. *Nature*, 546(7656), 73-81. <https://doi.org/10.1038/nature22900>
- Touzard, J.-M. et Fournier, S. (2014). La complexité des systèmes alimentaires : un atout pour la sécurité alimentaire? *Vertigo : la revue électronique en sciences de l'environnement*, 14(1). <https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/1900-v1-n1-vertigo01649/1027948ar/abstract/>

- Trisurat, Y., Shrestha, R. P. et Alkemade, R. (2011). *Land Use, Climate Change and Biodiversity Modeling: Perspectives and Applications*. IGI Global.  
<http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqam/detail.action?docID=3310937>
- Ugaglia, A. A., Boutry, O., Ferru, M., Mathé, J., Prévost, B. et Rivaud, A. (2021). La crise de la covid-19, un levier de changement pour le système alimentaire français ? *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (29). <https://doi.org/10.4000/regulation.18589>
- Union des municipalités du Québec. (s. d.). *Grandes villes*. Union des municipalités du Québec. Récupéré le 31 mai 2023 de <https://umq.qc.ca/a-propos/gouvernance/caucus-daffinite/grandes-villes/>
- United Nations. (2012). *World Urbanization Prospects The 2011 Revision [Final Report]*. New York: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- Utgé-Royo, J. et Salem, E. Bilan des impacts de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation à Montréal. 2021.
- Velly, R. L., Dufeu, I. et Grel, L. L. (2016). Les systèmes alimentaires alternatifs peuvent-ils se développer commercialement sans perdre leur âme ? Analyse de trois agencements marchands. *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, (356), 31-45.  
<https://doi.org/10.4000/economierurale.5046>
- Venn, L., Kneafsey, M., Holloway, L., Cox, R., Dowler, E. et Tuomainen, H. (2006). Researching European 'alternative' food networks: some methodological considerations. *Area*, 38(3), 248-258.  
<https://doi.org/10.1111/j.1475-4762.2006.00694.x>
- Venturini, T. (2007). Les trous noirs de la Révolution Verte. *Décroissance & technique*, 3.
- Victoriaville et sa région. (2022, 9 décembre). *Ensemble, ciblons nos priorités pour un système alimentaire durable!* Victoriaville et sa région. <https://regionvic.to/nouvelle/4873>
- Ville de Montréal. (2023, 25 avril). *Plan de développement de la communauté nourricière de Verdun 2022-2030*. <https://montreal.ca/articles/plan-de-developpement-de-la-communaute-nourriciere-de-verdun-2022-2030-33514>
- Wagner, M. et Grove, A. (2021). Research on Small and Medium-Sized Towns: Framing a New Field of Inquiry. *World*, 2(1), 105-126. <https://doi.org/10.3390/world2010008>
- Weber, C. L. et Matthews, H. S. (2008). Food-miles and the relative climate impacts of food choices in the United States. *Environmental Science & Technology*, 42(10), 3508-3513.  
<https://doi.org/10.1021/es702969f>
- Whitmee, S., Haines, A., Beyrer, C., Boltz, F., Capon, A. G., Dias, B. F. de S., Ezeh, A., Frumkin, H., Gong, P., Head, P., Horton, R., Mace, G. M., Marten, R., Myers, S. S., Nishtar, S., Osofsky, S. A., Pattanayak, S. K., Pongsiri, M. J., Romanelli, C., ... Yach, D. (2015). Safeguarding human health in the Anthropocene epoch: report of The Rockefeller Foundation–Lancet Commission on planetary health. *The Lancet*, 386(10007), 1973-2028. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(15\)60901-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(15)60901-1)

Willett, W., Rockström, J., Loken, B., Springmann, M., Lang, T., Vermeulen, S., Garnett, T., Tilman, D., DeClerck, F., Wood, A., Jonell, M., Clark, M., Gordon, L. J., Fanzo, J., Hawkes, C., Zurayk, R., Rivera, J. A., De Vries, W., Majele Sibanda, L., ... Murray, C. J. L. (2019). Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. *The Lancet*, 393(10170), 447-492. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(18\)31788-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)31788-4)

Winders, W. et Ransom, E. (2019). *Global meat: social and environmental consequences of the expanding meat industry*. MIT Press.

Worldometers. (2023). *World Population Clock: 8 Billion People (LIVE, 2023) - Worldometer*. Worldometer. <https://www.worldometers.info/world-population/>